

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

UNE CONTRIBUTION NÉO-POLANYIENNE AU RENOUVEAU
INSTITUTIONNALISTE DE LA THÉORIE SOCIOLOGIQUE : LE CAS DES
CLASSES SOCIALES DANS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR

ANTOINE MARLEAU

MARS 2022

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Le présent mémoire n'a pu voir le jour qu'au fil des discussions avec mon directeur Éric Pineault, qui a contribué à agrandir mon horizon intellectuel, en me faisant toujours découvrir de nouveaux auteurs, concepts et points de vue, tout en remettant en question mes certitudes passées. La confiance et la liberté qu'il m'a accordées ont rendu possible le projet, et ses précieux commentaires ont permis de le mener à terme. Je suis donc éternellement reconnaissant pour son accompagnement dans cette belle aventure.

J'aimerais particulièrement remercier Stéphanie Perrin pour son support et son encouragement inestimables, sans lesquels ce projet aurait été impossible. Léo Marleau et Suzanne Dubé ne pourront jamais être remerciés suffisamment pour leur soutien inconditionnel et les outils indispensables qu'ils ont su me transmettre. L'amitié de Maxime Čapkun-Huot, Noémie Gourde-Bouchard et de tous les membres de L'ESCA ont rendu possible de surmonter les défis de la rédaction.

Une pensée toute spéciale pour Simone Marleau, Jacqueline Verner et Gérard Gagnon.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vi
RÉSUMÉ	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I Conceptualiser les relations de distribution : formes d'intégration, capitaux médiateurs et ordres allocatifs institutionnalisés	7
1.1 Fondements théoriques	7
1.1.1 Théorie des relations sociales de propriété	9
1.1.2 Vers les relations de distribution.....	10
1.2 Conatus, désirs et intérêt.....	13
1.3 Rapports institutionnels et institutions.....	23
1.4 Formes d'intégration.....	26
1.5 Institutionnalisation et forme d'intégration	31
1.5.1 Capitaux	32
1.6 Capital médiateur.....	34
1.6.1 Formations sociales et capital médiateur	36
1.7 Une théorie institutionnaliste des relations de distribution	39
1.7.1 Ordre allocatif institutionnalisé.....	40
CHAPITRE II Les classes sociales dans l'ordre allocatif institutionnalisé capitaliste 45	
2.1 Un arrière-plan capitaliste.....	45
2.2 Ordre allocatif institutionnalisé et structure de classe	48
2.3 Classes fondamentales	50
2.4 Classes moyennes	53
2.5 Rapports institutionnels inférieurs et supérieurs	55

2.6	Distribution et pouvoir social	57
2.7	Capitaux.....	61
2.7.1	Une ressource relationnelle	63
2.7.2	Une ressource utile.....	64
2.7.3	Le double caractère du pouvoir social	65
2.8	Modéliser les classes sociales.....	66
2.8.1	Définir les classes sociales.....	67
2.9	Récompenser les capitaux.....	69
2.10	Validation symbolique.....	70
2.11	Les classes inférieures	72
2.12	La domination.....	76
CHAPITRE III Distribution, production et approvisionnement.....		79
3.1	La production oubliée ?	79
3.2	Distribuer avant de produire	80
3.3	Distribuer c'est produire	81
3.4	Ontologie de l'ordre allocatif institutionnalisé.....	82
3.5	Institutions comme régimes.....	83
3.6	Détenteurs du capital médiateur comme <i>rule makers</i>	84
3.7	Le capitalisme en exemple.....	86
3.8	Isomorphie entre production et distribution	89
3.9	Structure d'approvisionnement.....	92
3.10	Produire c'est distribuer.....	97
CHAPITRE IV Blocs hégémoniques, conditions d'arrière-fond et transformations sociales : le cas de la crise écologique actuelle.....		100
4.1	Lutte des classes?.....	100
4.2	Bloc hégémonique	102
4.3	Structure d'approvisionnement et conditions d'arrière-fond.....	105
4.4	Luttes de classes, reproduction sociale et condition d'arrière-fond	107
4.5	Transformations et évolutions sociales.....	110

4.6	La crise écologique en exemple.....	111
4.6.1	À la recherche de la cause.....	113
4.6.2	À la recherche d'une solution	114
4.6.3	Transition écologique et rapports de classes.....	115
4.6.4	Vers un bloc contre-hégémonique?.....	116
4.6.5	Décroissance	118
4.6.6	Pourquoi les classes sociales et lesquelles ?	119
4.6.7	Le <i>Green New Deal</i>	122
4.6.8	Crise finale des solutions de rupture et de continuité néolibérale.....	124
4.6.9	Encore et toujours la classe ouvrière?.....	127
4.6.10	La transition juste.....	129
4.6.11	La classe ouvrière face à sa double contrainte	130
4.6.12	Une voie praticable, une solution de rupture continue ?.....	132
	CONCLUSION.....	139
	BIBLIOGRAPHIE	146

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
2.1 Schématisation de la structure de classe.....	74
3.1 « <i>Institutions as regimes</i> », Streeck et Thelen.....	83
3.2 Structure d’approvisionnement.....	93

RÉSUMÉ

Le présent travail a pour but de contribuer au renouvellement institutionnaliste de la pensée sociologique qui s'inspire de la tradition marxiste. Pour ce faire, il puise dans la littérature polanyienne et néo-polanyienne, en mobilisant des auteurs aussi variés que David Graeber, Nancy Fraser et Wolfgang Streeck. De cette façon, il est possible d'articuler un cadre théorique à la fois matérialiste et institutionnaliste, capable d'enrichir une conception matérialiste de l'histoire des travaux de Karl Polanyi.

Pour ce faire, le présent travail prend comme point de départ l'hypothèse anthropologique développée par Frédéric Lordon, qui veut qu'un conflit entre les êtres humains autour de l'accès aux ressources matérielles soit à la base de la création des communautés humaines, qui se présentent comme différentes façons de médier ce conflit. À partir de ce fait fondamental, il est proposé que les différentes réponses sociétales offertes par les communautés humaines à ce problème originel peuvent être typifiées à l'aide des formes d'intégration identifiées par Polanyi, puis modernisées par Graeber, soit échange, mutualité et hiérarchie. Par la suite, cette explication est enrichie d'une typologie des différentes institutions à l'intérieur desquelles ces formes d'intégration peuvent être incarnées, en s'appuyant sur les formes du capital identifiées par Bourdieu; social, culturel, économique ou politique, pour observer comment un de ceux-ci peut en venir à servir de capital médiateur, c'est-à-dire à régir le fonctionnement des institutions incarnant une forme d'intégration. Subséquemment, ces deux concepts sont réunis à l'aide de la notion d'ordre allocatif institutionnalisé, qui sert à décrire les différentes façons par lesquelles les communautés humaines peuvent organiser leurs flots de biens et services, en jumelant une forme d'intégration à un capital médiateur. Ainsi, le capitalisme est analysé comme un ordre allocatif institutionnalisé, alliant la forme de l'intégration de l'échange au capital économique médiateur.

En accord avec la tradition marxiste, il est nécessaire d'ajouter au cadre théorique proposé une division fondamentale de classe entre détenteurs du capital médiateur et ceux à qui il fait défaut, tout en mobilisant une théorie bourdieusienne des classes sociales afin d'intégrer celles-ci à un cadre institutionnaliste qui ne prend pas pour fondement les rapports de propriété. Parallèlement, il est suggéré qu'un ordre allocatif s'incarne dans un ensemble plus large d'institutions, qui peut être analysé à l'aide du concept de structure d'approvisionnement. Celle-ci repose sur des conditions

écologiques d'arrière-fond et intègre les institutions qui assurent la reproduction sociale. Finalement, différentes formes de changement social sont explorées à l'aide des travaux d'Antonio Gramsci et Wolfgang Streeck, dans le but d'analyser les transitions possibles qui s'offrent en réponse à la crise écologique, prise ici comme cas d'étude. Uniquement de cette façon est-il possible d'esquisser un projet de transition ayant le potentiel de répondre aux conditions de possibilités du présent pour une transition juste et émancipatrice.

Mots-clés : transition écologique, matérialisme historique, institutionnalisme, classes sociales, structure d'approvisionnement, conditions d'arrière-fond, bloc hégémonique, Karl Polanyi.

INTRODUCTION

Dans *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte* Karl Marx évoque le poids des morts qui pèse sur le « cerveau des vivants » (Marx, 1969, p. 15) en plombant la possibilité d'une transformation sociale, dont la poésie ne peut venir « du passé, mais seulement de l'avenir » (Marx, 1969, p. 18). Si la tradition marxiste a su s'émanciper de la pauvreté conceptuelle héritée du marxisme de la deuxième internationale et enterrer ses dogmes à la suite de ses échecs historiques successifs, elle n'a su réinventer son langage et ses concepts afin de paver la voie vers une transition sociale et écologique émancipatrice. Cette poésie de l'avenir fait aujourd'hui défaut à la sociologie d'inspiration marxiste, incapable de conceptualiser une réelle alternative à l'état des choses actuel, capable de répondre aux conditions de possibilité du présent, sans sombrer dans un utopisme qui fait fi des « conditions directement données et héritées du passé » (Marx, 1969, p. 15) avec lesquelles les êtres humains « font leur propre histoire » (Marx, 1969, p. 15).

Différentes avenues, projets et programmes de recherche ont été proposés pour pallier cette misère imaginative, sans toutefois réussir à renouer avec l'efficacité politique et la pertinence analytique qu'a su trouver la critique marxiste lors de sa conception. Des diverses entreprises théoriques qui ont été tentées, celles qui ont proposé de renouveler l'outillage conceptuel marxiste à l'aide des travaux de Karl Polanyi, le plus souvent à partir de son analyse de la transition au capitalisme présentée dans *La grande transformation*, semblent les plus prometteuses. Parmi celles-ci se trouvent les travaux d'auteurs néo-polanyiens comme Wolfgang Streeck ou Nancy Fraser, qui tentent d'allier la pensée de l'école historique à un certain marxisme mesuré, afin de renouveler et réactualiser une conception matérialiste de l'histoire enrichie des contributions

institutionnalistes les plus récentes, aussi bien en sociologie, qu'en anthropologie ou en économie.

Cette entreprise théorique a su dépasser le champ de la sociologie marxiste pour inspirer un renouveau de la pensée sociologique autour d'un emploi plus systématique des travaux de Polanyi, et dans une moindre mesure de Pierre Bourdieu. Elle a aussi permis à une nouvelle génération d'auteurs de contribuer à l'analyse du capitalisme en mobilisant des références plus récentes que celles du corpus classique des pères fondateurs de la discipline sociologique. Cet effort novateur a su réunir des auteurs aussi variés que Frédéric Lordon, David Graeber, Wolfgang Streeck, Kathleen Thelen ou Nancy Fraser, qui ont réussi à mettre de l'avant les contributions de Polanyi tout en s'inspirant de Marx, sans nécessairement s'inscrire dans la tradition marxiste.

Le présent travail se veut un modeste apport à ce projet théorique qui cherche à renouveler le cadre théorique du matérialisme historique à l'aide des contributions d'auteurs institutionnalistes prenant pour repère les travaux de Polanyi et de ses successeurs. Les références théoriques qui seront mobilisées au cours de l'analyse reflèteront ce cheminement théorique, en débutant par la tradition marxiste pour faire une place croissante à la littérature institutionnaliste d'inspiration polanyienne. Le présent travail a donc pour but de contribuer au développement d'une conception matérialiste et institutionnaliste de l'histoire, tout en illustrant son utilité en la déployant pour analyser un cas d'étude donné. Si Polanyi, dans son ouvrage séminal, a choisi de s'intéresser à la transition au capitalisme pour démontrer la pertinence de son cadre théorique, le présent travail s'intéressera avec le même objectif à la possibilité d'une transition écologique prochaine. Il a donc été jugé préférable de s'intéresser aux mutations contemporaines du capitalisme, plutôt qu'à celles qui ont mené à son développement, afin d'illustrer l'utilité analytique des outils théoriques qui seront proposés.

En plus de contribuer à enrichir d'institutionnalisme une conception matérialiste de l'histoire, le présent travail aura pour tâche de développer un cadre théorique capable de rendre compte du passage d'une formation sociale à une autre, et de rendre ainsi mutuellement intelligibles les différentes sociétés humaines entre elles et à travers leurs époques historiques successives. L'importance accordée à ce point peut être expliquée par le choix d'un cas d'étude relié à un processus de transition sociale, qui impose de conférer, au cours de l'élaboration du cadre théorique, une importance similaire à celle accordée par Polanyi aux préoccupations reliées à l'évolution et à la transformation des formations sociales, et ce malgré un contexte historique différent de celui étudié par ce dernier. Parallèlement, si le présent travail a choisi de se tourner vers la littérature institutionnaliste pour contribuer au renouvellement du matérialisme historique, celui-ci ne sera pas abandonné, mais réactualisé, ce qui explique qu'une attention tout aussi particulière devra être apportée à la tâche de développer un cadre théorique capable de conceptualiser le capitalisme comme une réalité *sui generis* et d'en donner une définition analytique. De plus, devra être conservée de la tradition marxiste l'importance structurelle accordée aux rapports de classes, afin d'être fidèle à l'entreprise et de s'inscrire dans sa filiation.

À cette fin, le présent travail sera découpé en quatre chapitres. Le premier chapitre débutera par un survol de la littérature pertinente se rapportant à la tradition marxiste, afin d'identifier ses contributions et considérations importantes se méritant d'être conservées dans le cadre théorique qui sera développé, tout en reconnaissant les lacunes auxquelles il sera nécessaire de remédier à l'aide de la théorie institutionnaliste. Par la suite, une hypothèse anthropologique sera proposée comme point de départ du travail, à l'aide des recherches de Frédéric Lordon sur le *conatus* et de sa théorie spinoziste des désirs qui met le conflit distributif entre les membres d'une communauté humaine à la base du social (Lordon, 2011). La porte sera ainsi ouverte à l'étude des médiations pouvant être apportées par les sociétés humaines comme solutions à ce conflit primordial. Celles-ci seront analysées comme faisant intervenir les formes

d'intégration identifiées par Polanyi (Polanyi, 1957) et modernisées par Graeber; mutualité, échange et hiérarchie (Graeber, 2014). Ce sera l'opportunité pour le présent travail de faire une première contribution, en proposant une typologie des institutions à l'intérieur desquelles celles-ci peuvent s'institutionnaliser, en s'appuyant sur les formes du capital identifiées par Bourdieu; économique, social, culturel et politique (Bourdieu, 1986). Parallèlement, il sera proposé que le corollaire de l'institutionnalisation d'une forme d'intégration dans un type d'institution donné, est l'instauration de son capital correspondant comme capital médiateur, c'est-à-dire comme articulant le flot de biens et services d'une communauté. La combinaison d'une forme d'intégration à un capital médiateur afin d'organiser la distribution des ressources d'une communauté sera analysée comme donnant lieu à un ordre allocatif institutionnalisé. Ainsi, une priorité sera accordée aux relations de distribution plutôt qu'à celles de production.

Le deuxième chapitre offrira l'occasion de proposer une définition du capitalisme à l'aide des concepts précédemment développés, en le considérant comme un ordre allocatif institutionnalisé, alliant la forme d'intégration de l'échange au capital économique médiateur. Par la suite, il sera possible de considérer les conséquences du cadre théorique développé pour une théorie des classes sociales, en s'appuyant sur une conception bourdieusienne de celles-ci. Si une approche institutionnaliste inspirée des travaux de Bourdieu cours le risque de perdre de vue la division fondamentale de classe de toute formation sociale identifiée par Marx, le concept de capital médiateur devrait permettre de l'intégrer au présent travail et de rendre possible de la traduire dans un cadre institutionnaliste, évitant ainsi à l'analyse d'avoir à se contenter d'une théorie de la stratification sociale. Ainsi, le critère de possession du capital médiateur devrait permettre de distinguer entre deux classes fondamentales, entre celle dont les membres ont un contrôle et accès privilégié au flot de biens et services de la communauté et ceux à qui ces privilèges échappent. Cette seconde classe sera ensuite subdivisée entre

classes moyennes et classes inférieures, dans le but de proposer une typologie des classes sociales fondée sur le pouvoir institutionnel relatif de celles-ci.

Le troisième chapitre sera consacré à la tâche d'analyser l'envers des relations de distribution, les relations de production, et de démontrer leur interrelation à travers l'idée que distribuer c'est produire et produire c'est distribuer. Toutefois, la primauté de la distribution sera conservée et assimilée à celle de la lutte des classes, en s'inspirant de la tradition du marxisme *politique*. Par la suite, l'analyse sera enrichie de la conception des institutions comme régimes développée par Wolfgang Streeck et Kathleen Thelen (Streeck et Thelen, 2005), qui permettra de définir les détenteurs du capital médiateur comme *rule makers* et ceux à qui il échappe comme *rule takers*. Le chapitre se terminera par l'exploration du concept de structure d'approvisionnement et sa réinterprétation dans le sillage de la tradition marxiste, qui rendra possible d'étudier l'ensemble des institutions d'une formation sociale dans lesquelles un ordre allocatif institutionnalisé peut s'incarner.

Le quatrième et dernier chapitre tentera d'approfondir la notion de structure d'approvisionnement en intégrant à l'analyse ce qui a été défini par Nancy Fraser comme les conditions d'arrière-fond d'une formation sociale, aussi bien en ce qui concerne la reproduction sociale que l'écologie de la planète. Parallèlement, il sera question d'une théorie du changement social incorporant les concepts clés de l'économie politique néo-gramscienne; bloc hégémonique, contre-hégémonique et historique. Cette section du travail offrira aussi l'occasion de s'intéresser au cas d'étude de la transition écologique, où une attention particulière sera portée aux conditions politiques de possibilité d'une telle transformation sociale, afin de renouer avec la poésie de l'avenir qui faisait autrefois la marque de la sociologie inspirée de la tradition marxiste.

Une petite note de lecture s'impose, si le travail fait l'effort de penser en système, et de développer un argument qui est logiquement cohérent, c'est premièrement parce qu'il se veut en discussion avec des auteurs qui pensent en systèmes, Marx, Polanyi, Bourdieu et Gramsci, par exemple. Le but de l'exercice n'est pas pour autant de développer un système, ce qui constituerait une tâche démesurée pour l'exercice en question, mais plutôt de contribuer au renouveau institutionnaliste de la théorie sociologique sur différents points d'intérêt, les relations de distribution, les classes sociales et le changement social, par exemple. Il s'agit d'un essai de synthèse qui tente de mettre en relation différents auteurs qui offrent des contributions originales sur ces différentes questions. Le travail cherche à relier ces différentes intuitions, à leur donner forme et extension, au-delà de ce que les auteurs ont originellement proposé. Le lecteur tirera donc le plus grand profit de la lecture de ce travail exploratoire, s'il l'aborde avec ces considérations préliminaires en tête, et qu'il s'attend à y trouver quelques contributions novatrices et originales sur certains aspects particuliers de la théorie sociologique, plutôt que l'embryon d'un système théorique.

CHAPITRE I

CONCEPTUALISER LES RELATIONS DE DISTRIBUTION : FORMES D'INTÉGRATION, CAPITAUX MÉDIATEURS ET ORDRES ALLOCATIFS INSTITUTIONNALISÉS

Dans ce premier chapitre, il sera question d'articuler un cadre théorique permettant de participer au renouvellement du matérialisme historique à l'aide des apports de la sociologie et de l'anthropologie institutionnaliste, dans le but d'offrir une typologie permettant de délimiter les différentes formations sociales entre elles et d'expliquer leurs transformations. À cette fin, l'analyse concentrera son attention sur les relations de distribution de biens et services plutôt que de production, auxquelles sera attribuée la logique des formations sociales. Ces relations de distribution seront conceptualisées comme étant structurées par une forme d'intégration, empruntée à l'analyse polanyienne, jumelée à un capital médiateur, adopté de l'outillage bourdieusien, constituant ensemble un ordre allocatif institutionnalisé.

1.1 Fondements théoriques

L'approche ici présentée s'inspire des différents courants marxistes qui ont mis l'accent sur le rôle déterminant des rapports sociaux, les « rapports de production » (Althusser, 2011, p. 241) ou les « relations sociales de propriété » (Brenner, 2012, p. 7), plutôt que sur celui des forces productives dans l'évolution des formations sociales. Ils ont su réduire le déterminisme technologique et productif hérité par la tradition marxiste de

l'Idéologie allemande et de la « Préface » à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, qui affirme la prééminence des forces productives matérielles. Ce sont des courants qui s'inspirent plutôt du Marx du *Capital*, où « l'accent est mis sur les rapports de production, dont le primat est affirmé sans contestation » (Althusser, 2011, p. 244). Si ces courants, plus particulièrement le marxisme politique, ont su recentrer l'analyse autour des rapports sociaux et de la lutte des classes (Wood, 2002), en espérant se distancier de l'idée que « *the social structural framework in which production takes place is somehow determined by production itself, i.e. the form of cooperation or organization of the labour process* » (Brenner, 2012, p. 7), ils sont restés attachés à une conception des formations sociales comme étant essentiellement déterminées par leurs modes de production, même si les déterminants sociaux de ceux-ci sont maintenant mis de l'avant. Si le déterminisme productif se voit remis en question, c'est surtout pour en proposer une reformulation plus sophistiquée, où les différentes formations sociales sont toujours distinguées sur la base de leur mode de production, bien que le rôle du cadre sociostructurel dans le développement de celui-ci soit dorénavant souligné.

Le présent travail propose de mener à terme ce tournant vers les rapports sociaux de la théorie marxienne, initié par la grande importance accordée aux relations de propriété par le marxisme politique, en réalisant entièrement la rupture proposée entre cadre sociostructurel et production. Les caractéristiques de base des différentes formations sociales, expliquant leurs spécificités respectives, ne seront plus identifiées au mode de production, mais au cadre sociostructurel, aux rapports sociaux, auxquels seront subordonnés mode de production et rapports de production, comme le propose le marxisme politique. Autrement dit, les différentes formations sociales seront distinguées selon leur mode de distribution des biens et services plutôt de que production de ceux-ci, auquel sera attribué les caractéristiques particulières des différentes formations sociales. Pour ce faire, le travail s'inspirera de la théorie des relations sociales de propriété développée par Robert Brenner, et résumée dans son article *Property and Progress : Where Adam Smith Went Wrong*.

1.1.1 Théorie des relations sociales de propriété

L'idée à la base du cadre théorique développé par Brenner est que la macrostructure d'une économie détermine sa microéconomie, « *what individuals will find it makes sense to choose* » (Brenner, 2012, p. 7), et que cette macrostructure est déterminée par les relations sociales de propriété, c'est-à-dire « *the relations among direct producers, relations among exploiters, and relations between exploiters and direct producers that, taken together, make possible/specify the regular access of individuals and families to the means of production (land, labour, tools) and/or the social product per se* » (Brenner, 2012, p. 7). Elles spécifient l'accès aux moyens de reproduction, ou au produit social nécessaire à la reproduction des agents « *as they were* » (Brenner, 1986, p. 46), et peuvent donc être conceptualisées comme des relations de reproduction. Ces relations sociales de propriété sont présentées comme existant dans toute société, où elles définissent les contraintes, possibilités et limites de l'action économique individuelle, en précisant les ressources à la disposition des individus, mais aussi la façon par laquelle ils y ont accès, en plus de leur revenu (Brenner, 2012, p. 7). L'efficacité de ces relations sociales de propriété est expliquée par les communautés politiques qui s'efforcent de les faire respecter à l'aide des fonctions étatiques de défense, police et justice qu'elles se sont arrogées (Brenner, 2012, p. 7).

La primauté des relations sociales de propriété (Aston et Philpin, 1985, p. 300) explique aussi qu'elles déterminent les règles de reproduction adoptées par les individus d'une société donnée, où ils peuvent être « *systematically expected to adopt a particular corresponding set of economic strategies* » (Brenner, 2012, p. 8), les plus rationnelles au regard des limites et possibilités offertes par ces relations sociales de propriété (Brenner, 2012, p. 8).

L'adoption généralisée de certaines règles de reproduction, motivée par un ensemble particulier de relations sociales de propriété auxquelles elles répondent, explique le développement de « *certain corresponding overall developmental patterns, which*

Marx called [...] laws of motion » (Brenner, 2012, p. 7), qui attestent la présence d'une société ou d'un mode de production particulier. En résumé, « *the causal chain runs from historically specific, politically reproduced social property relations to individual rules of reproduction to aggregate developmental patterns to society-wide forms of crisis* » (Brenner, 2012, p. 8).

Finalement, ce cadre théorique permet à Brenner de distinguer entre un changement à l'intérieur du système, qui conserve les mêmes relations sociales de propriété et règles de reproduction correspondantes, et un changement de système, où il y a une transformation des relations sociales de propriété et l'avènement de nouvelles règles de reproduction, qui génèrent un nouveau modèle développemental.

1.1.2 Vers les relations de distribution

C'est en raison de l'insuffisance des approches axées sur les forces productives, les relations de production ou les moyens de production, que le présent travail propose de se tourner vers les relations de distribution. Le schéma marxiste classique de l'*Idéologie allemande*, délaissé depuis la publication de *Karl Marx's Theory of History: A Defence* par G.A. Cohen, propose une séquence causale qui part de l'apparition autonome de nouvelles forces productives pour expliquer le développement d'une nouvelle division du travail correspondante, causant à son tour de nouvelles relations de production, de propriété et de classe (Brenner, 1986, p. 44). Ce modèle a particulièrement été mis à mal par Ellen Meiksins Wood qui a démontré comment « *a radical transformation of social relations preceded industrialization [and how] the revolutionizing of productive forces presupposed a transformation of property relations and a change in the form of exploitation* » (Wood, 2002, p. 26). Ce qui explique qu'une transformation dans les relations sociales de propriété « *bears no relation to prior superiority or more advanced development in commercial sophistication, science and technology, or [...] material wealth* » (Wood, 2002, p. 75).

Les failles de cette approche ont été ressenties par Althusser, le menant à stipuler le primat des rapports de production (Althusser, 2011), sans toutefois être en mesure de développer une solution intérieurement cohérente au problème, étant donné qu'il utilise les concepts d'un cadre théorique fondé sur « *a reading of property relations as 'relations of production' and a reduction of relations of production to socio-technical relations within the unit of production* » (Brenner, 1986, p. 43).

La solution au problème passe donc par l'élaboration de nouveaux concepts, ainsi que la transformation du cadre théorique hérité de l'approche marxiste. C'est ce que le marxisme politique a tenté de faire avec la notion de relations sociales de propriété, que Robert Brenner présente comme des relations de distribution (Brenner, 1986, p. 43), sans toutefois poursuivre l'idée jusqu'au bout et faire des relations de distribution, spécifiant l'accès au revenu et au « *social product per se* » (Brenner, 2012, p. 7), le facteur déterminant dans le développement des « lois » du mouvement des sociétés, et ce sans faire intervenir les relations de production, c'est-à-dire comment est spécifié et déterminé « *the regular and systemic access of the individual economic actors [...] to the means of production* » (Brenner, 1986, p. 26). En manquant de faire ainsi, les relations de distribution sont conceptualisées comme des relations de distribution des moyens de production, coupant l'élan vers les rapports sociaux pour céder à une forme réduite de déterminisme productif. Si les conséquences sont moins dommageables à l'argument général, celui-ci demeure tout de même marqué par une importance disproportionnée accordée aux rapports productifs, qui ne peut être justifiée au regard de leur impact effectif sur les dynamiques des différentes formations sociales.

La nécessité d'un tel travail théorique s'impose dès qu'est apprécié le fait que la logique d'une formation sociale donnée peut principalement être expliquée par ses rapports distributifs particuliers, sous lesquels divers rapports productifs peuvent cohabiter et alterner, comme en témoigne l'existence du travail salarié, du travail forcé, de la servitude pour dettes et du servage, aussi bien sous le capitalisme, où l'esclavage a une

place de choix (Parisot, 2019), que dans des formations sociales précédentes (Graeber, 2014). L'immense variété de rapports productifs qui existent sous une même formation sociale rend donc intenable l'idée de vouloir établir un lien entre la dynamique particulière d'une formation sociale et les relations sociales de propriété qui y spécifient l'accès aux moyens de production, comme le marxisme politique le propose. À l'intérieur même du capitalisme, plusieurs types de relations sociales de propriété cohabitent, qui spécifient différentes formes d'accès aux moyens de production, et rendent donc impossible l'identification de la dynamique capitaliste à l'une d'entre elles :

It is the secret scandal of capitalism that at no point has it been organized primarily around free labor. The conquest of the Americas began with mass enslavement, then gradually settled into various forms of debt peonage, African slavery, and “indentured service” – that is, the use of contract labor, workers who had received cash in advance and were thus bound for five-, seven-, or ten-year terms to pay it back. [...] Even Africans in the Carolinas were first classified as contract laborers. Of course, this later changed when the idea of “race” was introduced. When African slaves were freed, they were replaced on plantations from Barbados to Mauritius, with contract laborers again: though now ones recruited mainly in India or China. Chinese contract laborers built the North American railroad system, and Indian “coolies” built the South African mines. The peasants of Russian and Poland, who had been free landholders in the Middle Ages, were only made serfs at the dawn of capitalism, when their lords began to sell grain on the world market to feed the new industrial cities to the west. Colonial regimes in Africa and Southeast Asia regularly demanded forced labor from their conquered subjects, or, alternatively, created tax systems designed to force the population into the labor market through debt. British overlords in India, starting under Her Majesty’s government, institutionalized debt peonage as their primary means of creating product for sale abroad. (Graeber, 2014, p. 350-351)

Le déterminisme productif du marxisme politique, où un ensemble de relations sociales de propriété détermine l'accès aux moyens de production et de reproduction, contient les mêmes défauts qu'une approche reposant directement sur les relations de production, comme il refuse de compléter le tournant qu'il propose vers les rapports

sociaux et distributifs pour expliquer les « lois » du mouvement des formations sociales. À l'inverse, prendre acte de l'importance des relations de distribution dans toute son étendue implique de ne pas faire du mouvement des sociétés une affaire d'outils, de machines et de moyens de production, même sous l'angle de l'accès, afin de plutôt expliquer ce qui anime et distingue les différentes formations sociales entre elles à l'aide des relations de distribution, qui précisent « *who has access to what sorts of things and under what conditions* » (Graeber, 2014, p. 95).

1.2 Conatus, désirs et intérêt

Une théorie matérialiste des rapports de distribution ne peut faire l'économie d'une « hypothèse anthropologique » (Lordon, 2011, p. 57), qu'au risque de laisser « s'insinuer subrepticement [...] [une] anthropologie implicite mal conçue et mal consciente » (Lordon, 2011, p. 57). Afin d'éviter cet écueil potentiel, une « anthropologie [spinoziste] de l'existence comme activité » (Lordon, 2011, p. 58) sera proposée à partir des travaux de Frédéric Lordon sur la question, qui devrait permettre de regarder les êtres-humains « tels qu'ils sont et non tel qu'on voudrait qu'ils fussent » (Spinoza, 2013, cité dans Lordon, 2007, p. 2).

Pour ce faire, il est nécessaire de mobiliser la notion de *conatus*, à l'aide de laquelle Spinoza décrit l'effort par lequel « chaque chose, autant qu'il est en elle, s'efforce de persévérer dans son être » (Spinoza, 1965, cité dans Lordon, 2010, p. 17). Le *conatus* peut donc être conceptualisé comme l'énergie fondamentale ou la force d'exister qui « habite les corps et les met en mouvement [...] à la poursuite d'un certain objet » (Lordon, 2007, p. 17-18). Cette énergie du *conatus* est force de vie, considérant « [qu']exister c'est agir, c'est-à-dire déployer cette énergie » (Lordon, 2007, p. 17).

Si cette énergie est « axiologiquement neutre – entendre : d'une parfaite positivité » (Lordon, 2011, p. 58), l'anthropologie du conatus ici proposée n'est pas une théorie

normative de l'être humain, celui-ci « n'est ni bon ni méchant, il est élan [...] vers un surcroît de puissance » (Lordon, 2011, p. 49). Les êtres-humains sont donc conceptualisés comme étant les dépositaires d'une puissance infinie, qu'ils s'efforcent de « réaliser au maximum » (Lordon, 2007, p. 7), ou d'actualiser. L'élan à la base de la théorie spinoziste de l'être humain est ainsi un « mouvement d'accroissement de la puissance sans limite ni satiété, disposé tant que rien ne vient l'entraver à conquérir le maximum d'espace et de domination » (Lordon, 2010, p. 66). L'être humain est un « élan vers plus de puissance, ou bien le refus d'un moins de puissance » (Lordon, 2011, p. 164).

Cette puissance est une puissance intéressée, c'est-à-dire que le *conatus* est une « puissance fondamentalement autocentrée et intéressée à elle-même » (Lordon, 2011, p. 60), étant donné qu'une « chose vit tout entière pour elle-même » (Lordon, 2007, p. 7), et qu'elle travaille « d'abord exclusivement au service de ce soi dont elle est la réalisation concrète » (Lordon, 2007, p. 7). Ainsi, le *conatus* peut être qualifié « [d']égocentrisme de la persévérance » (Lordon, 2011, p. 60) ou « [d']égocentrisme foncier » (Lordon, 2007, p. 7), qui comme « intéressement fondamental d'une existence à elle-même est l'essence de l'[être humain] comme d'ailleurs de toute chose » (Lordon, 2011, p. 167).

Cet intéressement fondamental d'un être humain à lui-même se manifeste par la « recherche ouverte d'avantages matériels pour soi » (Lordon, 2011, p. 172), ou par des « comportements stratégiques, orientés vers la captation d'avantages de toute sorte » (Lordon, 2011, p. 172). Le *conatus* est donc « fondamentalement préoccupation de soi et recherche de l'avantage pour soi » (Lordon, 2007, p. 11).

Toutefois, cette anthropologie est incomplète sans une théorie des désirs, qui permet de rendre compte de la « constitution ontologiquement désirante et active de chaque être[-humain] » (Lordon, 2010), et qui fait en sorte que « être c'est être un être de désir

[et] exister c'est désirer » (Lordon, 2010, p. 17). Le *conatus* peut ainsi être considéré comme « énergie du désir » (Lordon, 2010, p. 17) ou « force désirante » (Lordon, 2007, p. 7) autocétre.

Les êtres-humains, considérés comme forces d'agir, ont donc « pour corrélat des désirs, [...] [c'est-à-dire que] l'impulsion désirante est la forme sous laquelle se manifeste l'élan de puissance du *conatus* » (Lordon, 2007, p. 7). C'est cette force de désir ou impulsion désirante qui pousse le *conatus* à « s'activer à la poursuite de ses objets de désirs » (Lordon, 2010, p. 17), où la connexion du désir sert comme « effectuation de l'effort en vue de la persévérance, et de la mise en mouvement du corps » (Lordon, 2010, p. 17). Le *conatus* s'élanche ainsi à la « poursuite de son désir » (Lordon, 2010, p. 18).

Afin d'identifier la direction dans laquelle l'impulsion désirante élance le *conatus*, il est nécessaire d'amender ici la présentation lordonienne de l'anthropologie spinoziste, pour y inclure une théorie des besoins, sans quoi elle resterait incomplète. Il est question de préciser les besoins humains fondamentaux et universels, auxquels les objets des désirs tentent de répondre, par exemple, à l'aide de la typologie de Manfred Max-Neef :

Owing to the dirth of empirical evidence, it is impossible to state with absolute certainty that the fundamental human needs are historically and culturally constant. However, there is nothing that prevents us from speaking of their socio-universal character because people everywhere want to satisfy their needs. [...] Common sense, along with some socio-cultural sensitivity, surely points to the fact that the needs for Subsistence, Protection, Affection, Understanding, Participation, Creation and Leisure have existed since the origins of *homo habilis* and, undoubtedly, since the appearance of *homo sapiens*. (Max-Neef, 2017, p. 203)

Une telle classification n'est pas sans rappeler la pyramide des besoins de Maslow qui fait une place à cinq catégories de besoins innés et universels, soit « *immediate*

physiological needs, safety, love (affection, belongingness), esteem (respect) [and] self-actualization » (Kenrick *et al.*, 2010, p. 293), ou ses versions révisées qui mettent de l'avant des catégories renouvelées, par exemple, « *immediate physiological needs, self-protection, affiliation, status/esteem, mate acquisition, mate retention [and] parenting* » (Kenrick *et al.*, 2010, p. 293).

Il est aussi possible de développer une théorie des besoins à partir de la théorie marxiste, qui prend pour fondement l'idée selon laquelle « les hommes, avant de pouvoir s'occuper de politique, de science, d'art, de religion, etc., doivent tout d'abord manger, boire, se loger et se vêtir » (Engels, 1935). Pareillement, dans l'*Idéologie allemande*, Marx soutient que :

force nous est de débiter par la constatation de la présupposition première de toute existence humaine, partant de toute histoire, à savoir que les hommes doivent être à même de vivre pour pouvoir « faire histoire ». Mais pour vivre, il faut avant tout boire, manger, se loger, s'habiller et quelques autres choses encore. (Marx, 1970, p. 18)

Peu importe la classification retenue, l'idée importante pour le présent travail, sous-jacente à ces trois modèles, est que les êtres-humains possèdent des besoins universels et intrinsèques, qu'ils cherchent à satisfaire. Les êtres-humains suivent donc leurs désirs ou impulsions désirantes jusqu'aux moyens permettant de les satisfaire. Il n'est donc pas question de préférences extérieurement définies, de la préférence pour une telle chose plutôt qu'une autre, mais de besoins consubstantiels à l'existence humaine, auxquels les désirs des êtres-humains tentent de répondre. Ceux-ci désirent quelque chose si elle permet de répondre à leurs besoins, qui ne se résument pas qu'à des choses matérielles :

plutôt que de désirs d'objet, peut-être vaudrait-il mieux parler de régimes de désirs, dans lesquels on inclurait aussi bien les désirs de choses matérielles, ou de choses symboliques – comme la gloire et la réputation – mais aussi les désirs vocationnels, désirs de persévérer en tant que tel ou

tel type particulier de l'être social [...], et toutes les formes d'élan dirigé qui sont le propre des conatus. (Lordon, 2007, p. 10)

Les objets des désirs des êtres-humains, qui permettent de répondre à leurs besoins, ne sont donc que des « instrument[s] dans l'effort continué en vue de la persévérance dans l'être, de la plus grande actualisation de la puissance, et donc de la recherche des affects joyeux – ou de l'évitement des affects tristes » (Lordon, 2011, p. 164). Répondre aux besoins et désirs humains est ainsi source de joie, d'affects joyeux, considérant que « tout ce que nous imaginons qui mène à la Joie, nous nous efforçons d'en procurer la venue; [et] tout ce que nous imaginons qui lui est contraire ou mène à la Tristesse, nous nous efforçons de l'écarter ou de le détruire » (Spinoza, 1965, p. 162, cité dans Lordon, 2011, p. 164). Les êtres-humains recherchent donc ce qui leur fait du bien et évitent ce qui leur fait du mal, ils recherchent la joie et évitent la tristesse, c'est-à-dire qu'ils cherchent à répondre à leurs besoins et à assouvir leurs désirs, ce qui est source de bien et de joie, alors que manquer à ceux-ci est source de mal et de tristesse.

Autrement, il peut être dit que les êtres-humains sont intéressés à leurs besoins et désirs, qu'ils y répondent selon un mode d'action intéressé, qu'ils fonctionnent « à l'intérêt, c'est-à-dire au désir – car on pourrait ici paraphraser Spinoza : *interesse sive appetitus* » (Lordon, 2010, p. 21). Ceci permet de mettre de l'avant la constitution désirante de l'être humain, de laquelle il découle « que ses comportements doivent tous être dits *intéressés* » (Lordon, 2010, p. 22), du moment que l'intérêt est entendu comme « prise de satisfaction, c'est-à-dire l'autre nom de l'objet du désir, dont il épouse l'infinie variété » (Lordon, 2010, p. 22). Frédéric Lordon le demande, « est-il seulement possible de nier qu'on soit *intéressé à son désir* ? » (Lordon, 2010, p. 22).

Le conatus, lui-même, est théorisé comme « intérêt générique par excellence, intérêt de l'existence pour elle-même » (Lordon, 2011, p. 61). Il représente donc « la forme la plus fondamentale de l'intérêt, l'intérêt de la persévérance, l'intérêt du maintien

indéfini dans l'existence » (Lordon, 2007, p. 6). C'est cet intérêt fondamental orienté vers l'agir qui se décline en multiples intérêts, besoins et désirs spécifiques ou concrets :

en tant que chaque chose est essentiellement intéressée à l'actualisation maximale du degré de puissance déposé en elle, en tant que chaque existence est intéressée à s'effectuer comme puissance, le conatus [...] est la forme essentielle de l'intérêt, l'intérêt fondamental d'une chose pour elle-même. Il n'est pas une action qui ne procède de cet intérêt premier, diffracté [...] dans des intérêts spécifiques, sociaux et psychiques. (Lordon, 2011, p. 160-161)

Tout comme l'impulsion désirante, l'intérêt ne se résume pas qu'à la recherche de choses matérielles, à l'acquisition d'objets. L'anthropologie spinoziste fait place à une diversité d'intérêts possibles :

comment refuser alors le statut d'intérêt à tous les objets du désir qui échappent à l'ordre du seul désir économique, comment nier qu'il y aille de l'intérêt dans la reconnaissance escomptée d'un don, dans l'attente de la réciprocité amoureuse, dans les démonstrations de munificence, dans l'encaissement des profits symboliques de grandeur ou de l'image charitable de soi. (Lordon, 2010, p. 22)

Toutefois, le présent travail se doit de préciser et circonscrire son objet d'étude, en reconnaissant la primauté des choses, c'est-à-dire en accordant « de nouveau aux choses leur centralité » (Lordon, 2011, p. 73), et en remettant « le “problème des choses” au foyer de la constitution du social » (Lordon, 2011, p. 73). Pour ce faire, il est nécessaire d'effacer « la distinction tranchée des relations entre [êtres-humains] et des relations aux choses en proposant que les relations entre [êtres-humains] s'établissent nécessairement et primitivement *à propos des choses* » (Lordon, 2011, p. 73). C'est ce caractère premier des choses qui explique leur « surplomb [...] sur la vie du groupe » (Lordon, 2011, p. 73).

Celui-ci peut être expliqué à son tour par l'importance prééminente des choses, des biens et services, pour la satisfaction des besoins et désirs des êtres-humains, par exemple en ce qui concerne les besoins de « boire, manger, se loger, s'habiller » (Marx, 1970, p. 18) mentionnés plus tôt, si bien que la distribution et production des choses permettant d'y répondre peut être considéré comme le « fait fondamental » (Marx, 1970, p. 18) de toute société humaine :

Le premier fait historique est donc [la distribution et] la production des moyens permettant de satisfaire ces besoins, la production de la vie matérielle elle-même, et c'est même là un fait historique, une condition fondamentale de toute histoire que l'on doit, aujourd'hui encore comme il y a plusieurs milliers d'années, remplir jour après jour, heure par heure, simplement pour maintenir les hommes en vie. (Marx, 1970, p. 18)

Si, « la première chose, dans toute conception historique, est donc d'observer ce fait fondamental » (Marx, 1970, p. 18), les sociétés humaines ne se résument pas pour autant à ce fait fondamental, c'est uniquement la présente analyse qui y circonscrit intentionnellement son objet d'étude, afin de réduire la portée de l'analyse à un niveau approprié au présent travail. C'est donc une sociologie de ce fait fondamental, de la primauté des choses, des biens et services, en tant qu'ils permettent de répondre aux besoins humains, qu'il sera ici question de développer. Une sociologie de la distribution et de la production des objets désirés par les êtres-humains pour satisfaire leurs besoins.

S'il a été clairement établi que les besoins humains ne se limitent pas à l'acquisition de choses, à la consommation de biens et services, il demeure tout de même le fait que le procès de satisfaction des besoins fait intervenir des choses, directement ou indirectement. Les biens et services sont parfois le substrat indirect de l'assouvissement des besoins, c'est par exemple le cas pour le besoin d'affection, lorsqu'ils ne sont pas le matériau direct, pour le besoin de subsistance par exemple. Ils sont ce à l'aide de

quoi les besoins peuvent être satisfaits, de près ou de loin, renforçant ainsi leur caractère central aux sociétés humaines, et solidifiant leur importance analytique.

Les *conatus* sont donc à la recherche des objets de leurs désirs, leur permettant de répondre à leurs besoins. Ainsi, ils s'expriment « d'abord dans un rapport pratique au monde qui est spontanément pronateur, captateur. Dans son élan le plus brut, le conatus prend pour soi, son geste premier est de mettre la main sur. Il est captation et dévoration, appropriation du monde et absorption » (Lordon, 2007, p. 11). Les objets des désirs s'offrent donc d'abord « à la prise sauvage des conatus » (Lordon, 2011, p. 77), générant « la violence des luttes pour les choses » (Lordon, 2011, p. 68).

Cette violence est celle du conflit entre les conatus qui se livrent « à la prise sauvage de choses » (Lordon, 2007, p. 12), où un *conatus* pronateur, qui revendique une chose en la saisissant physiquement, peut rencontrer une opposition qui se manifeste par un « second conatus [qui] conteste la pronation du premier » (Lordon, 2011, p. 64). C'est la scène originelle :

uchronie conceptuelle, temps alpha précédent immédiatement la formation du social, [...] celle de deux puissances intéressées s'entrechoquant pour une chose disputée. Parce que la *pronation* est le geste premier du conatus – il met la main sur... –, l'éventualité du heurt violent surplombe en permanence la rencontre avec un semblable. Aussi la rencontre des conatus est-elle l'origine d'une violence primordiale qui a pour motif la lutte pour les choses. La première réciprocité est négative : elle échange des coups autour d'un objet déchiré entre deux puissances pronatrices. (Lordon, 2011, p. 61-62)

C'est le moment de la naissance du social, lorsque deux *conatus* se rencontrent et entrent en conflit pour la capture d'un même objet désiré, considérant que « le prendre sauvage du conatus est [...] la force antisociale et antésociale qui constitue en propre le problème du social... et définit son horizon permanent de décomposition » (Lordon, 2011, p. 62). Ainsi, « la pronation anarchique est le péril à conjurer pour faire société »

(Lordon, 2011, p. 62), c'est ce que les communautés humaines tentent de faire en domestiquant les pulsions pronatrices des *conatus*, afin d'éviter la désintégration violente qui pourrait résulter de ce conflit. Cette violence originaire est le « problème à régler, [...] le péril social par excellence » (Lordon, 2007) des communautés humaines, qui offrent différentes réponses à « l'entrechoc de *conatus* pronateurs antagonistes [et à] la généralisation des pronations de choses disputées » (Lordon, 2007, p. 12).

En prenant la pulsion pronatrice élémentaire comme donnée de base (Lordon, 2007, p. 11-12), et les conflits sociaux auxquels elle donne lieu comme problème originel, les communautés humaines cherchent à assurer la médiation de ce conflit premier entre *conatus*, qui débouche « nécessairement sur un déchaînement de violence qui n'a dès lors pas d'autre alternative que sa propre extinction dans la tuerie généralisée, ou bien son dépassement sous la forme d'une "entrée en société" instituant un autre type de relations : sociales » (Lordon, 2011, p. 76). Cette seconde option correspond au processus de civilisation, qui voit « les collectivités humaines se construi[re] comme sociétés à partir du sentiment de terreur partagé que leur a d'abord inspiré le péril des *conatus* libérés, abandonnés à leurs élans préhenseurs élémentaires » (Lordon, 2011, p. 66).

Ainsi, les institutions sociales fondamentales d'une communauté peuvent être considérées « comme autant de dispositifs de contention ou de mise en forme des forces potentiellement destructrices, anarchiquement libérées par l'élan d'exister des *conatus* » (Lordon, 2011, p. 67). Elles sont des forces opposées aux pulsions préhensives des *conatus*, c'est-à-dire qu'elles constituent une puissance collective contenant les puissances individuelles, ou traduisent les « injonctions de la société au refus de la prise anarchique pour soi » (Lordon, 2011, p. 181).

Cette puissance collective représente « la logique de l'antidote » (Lordon, 2011) développée par les communautés humaines pour faire face au « problème des choses » (Lordon, 2011, p. 57). La solution à ce problème, à la violence *conative*, se présente premièrement par différentes façons d'organiser, par la communauté, la distribution et la production des biens et services désirés par les *conatus* pour répondre à leurs besoins, c'est-à-dire différentes façons d'organiser l'accès aux choses qui constituent la source du conflit entre les *conatus*, ce sur quoi il porte. Les sociétés humaines développent donc différents moyens de gérer, médier et institutionnaliser ce conflit distributif, de déterminer qui a droit à quoi, en organisant de différentes façons le flot de biens et services de la communauté. Diverses sociétés humaines offrent ainsi des solutions divergentes au problème des choses, en organisant différemment le flot de biens et services. Toutefois, elles se présentent toutes comme « des inventions institutionnelles de régulation de la violence pronatrice » (Lordon, 2007, p. 12), qui traduisent « les réquisits du conatus du groupe – persévérer dans son être de collectif et résister à la décomposition violente – en normes praticables » (Lordon, 2011, p. 68). Ainsi, « les tendances agressives et dominatrices du conatus ne sont pas simplement réprimées, elles sont redirigées et se voient offrir une autre expression possible, cette fois socialement positive » (Lordon, 2011, p. 69), en obligeant les *conatus* à emprunter la voie tracée par l'organisation du flot de biens et services d'une communauté, pour accéder aux choses vers lesquelles leurs désirs les guident, dans le but de répondre à leurs besoins.

De ce point de vue, les communautés humaines sont indissociables des institutions qui leur permettent de gérer le conflit distributif à la base de la vie sociale. Ce conflit peut être arbitré d'une multitude de façons différentes et il l'a été, comme le démontre l'anthropologie contemporaine (Graeber, 2014), qui atteste de l'inépuisable créativité humaine pour organiser la façon dont les ressources de la société sont distribuées et pour médier le conflit social qui anime ce processus.

Bien entendu, la médiation du conflit distributif entre les *conatus* et la régulation de la violence résultante ne se résument pas qu'à l'organisation du flot de biens et services d'une communauté. Il s'agit toutefois de l'aspect de cette médiation auquel le présent travail a préféré circonscrire son objet d'étude, pour les raisons énoncées plus haut. L'analyse limitera donc son sujet d'intérêt à la production et la distribution de biens et services, de choses désirées pour répondre aux besoins humains, c'est-à-dire à cet aspect matériel et économique de la réponse offerte par les sociétés humaines au problème des choses, et qui constitue leur fait fondamental, premier.

1.3 Rapports institutionnels et institutions

Ce conflit, cet ensemble de désirs rivaux, de pronations et contestations concernant les biens et services d'une communauté humaine, doit être arbitré à l'intérieur d'un ensemble de rapports institutionnels, qui déterminent et précisent qui a droit à quoi et comment (Graeber, 2014, p. 95). Les rapports institutionnels règlent la façon de distribuer les richesses de la société entre les membres de la communauté, et fournissent ainsi une forme institutionnelle à l'intérieur de laquelle le conflit social autour de l'acquisition des biens et services peut se dérouler et être médié. Ces rapports institutionnels constituent un compromis social sur un terrain inégal, historique et stable, à l'intérieur duquel les luttes distributives précédentes se sont temporairement apaisées, en faveur d'une configuration particulière de la distribution des ressources de la communauté. La notion de compromis sur un terrain inégal est importante puisqu'elle permet d'expliquer que la multitude de désirs rivaux qui se rencontrent à l'intérieur d'une communauté humaine est toujours arbitrée par cette même communauté, à partir des compromis et rapports de pouvoir précédents. Cet arbitrage donne lieu à un compromis inégal qui s'exprime sous la forme d'un ensemble de rapports institutionnels, c'est une « émanation de la "compétence originelle" de la communauté, [...] [qui] est endogène au groupe, car "il provient de la société dans laquelle il est respecté" » (Otis, 2019, p. 20). Ces rapports institutionnels ne sont jamais

figés dans le temps, ils représentent plutôt un arrangement transitoire, toujours en évolution, capable de recevoir l'assentiment d'une masse critique de la population, afin d'assurer son effectivité. Il est important de préciser que ces différents rapports institutionnels « ne se manifestent pas de manière isolée, qu'[ils] interagissent et se reconfigurent constamment à la faveur d'un contexte historique et social donné, de sorte que ce que l'on cherche à apercevoir est une réalité organique, un processus » (Otis, 2019, p. 10).

Cette conception des rapports institutionnels, comme consubstantiels à la vie communautaire des êtres humains, doit s'appuyer sur une théorie des institutions, desquels ils émanent et à l'aide desquels le conflit entre les conatus est arbitré, ou le flot de biens et services organisé. Pour ce faire, il est nécessaire de fournir une définition de travail du concept d'institution :

Institutions may be defined as building-blocks of social order: they represent socially sanctioned, that is, collectively enforced expectations with respect to the behavior of specific categories of actors or to the performance of certain activities. Typically they involve mutually related rights and obligations for actors, distinguishing between appropriate and inappropriate, 'right' and 'wrong', 'possible' and 'impossible' actions and thereby organizing behavior into predictable and reliable patterns. (Streeck et Thelen, 2005, p. 9)

Une institution, qu'elle soit formelle ou informelle, a donc un caractère obligatoire, considérant que les acteurs impliqués vont se soumettre aux demandes d'une norme sociale institutionnalisée (Streeck et Thelen, 2005, p. 10). Ce qui définit une institution est donc le fait qu'il est attendu des acteurs impliqués qu'ils s'y conforment, peu importe leurs préférences personnelles, et que ces attentes sont celles de toute la société et non seulement des acteurs directement impliqués (Streeck et Thelen, 2005, p. 10). Ainsi, « *the institutions in which we are interested here are formalized rules that may be enforced by calling upon a third party, [...] it is this possibility of third party enforcement that indicates whether a rule has legitimacy* » (Streeck et Thelen, 2005, p.

10-11). Aussi longtemps que le non-respect d'une règle ou d'une attente de nature formelle ou informelle ne mène qu'à une réponse stratégique de la part des acteurs directement impliqués, il n'est pas question d'une institution, mais plutôt d'une convention sociale plus ou moins volontaire, « *with an institution we are dealing only if and to the extent that third parties predictably and reliably come to the support of actors whose institutionalized, and therefore legitimate, normative expectations have been disappointed* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 11). Plutôt que de faire appel au volontarisme, les institutions « *draw attention to relations of authority, obligation, and enforcement [...] In this way we distinguish institutions from private pacts or conventions that lack third party or societal support and with it, in our definition, legitimacy* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 11). Finalement, bien qu'il soit nécessaire de distinguer les organisations des institutions, il est possible de suggérer « *that organizations come to be regarded as institutions to the extent that their existence and operation become in a specific way publicly guaranteed and privileged, by becoming backed up by societal norms and the enforcement capacities related to them* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 12).

L'intérêt de telles considérations pour le présent travail réside dans la reconnaissance de l'importance des institutions et des rapports institutionnels d'une communauté dans la médiation du conflit distributif entre les *conatus* à la base de sa formation. Afin de circonscrire l'objet de recherche, il est toutefois nécessaire de se concentrer sur leur rôle dans la distribution des richesses de la société, c'est-à-dire dans l'organisation de son flot de biens et services, dans le but de concentrer l'analyse sur le « fait fondamental » des sociétés humaines, le conflit entre les *conatus* qui porte sur les choses.

De ce point de vue, ce sont les règles légitimes d'une communauté, dont le respect peut être imposé par un tiers, qui permettent d'expliquer comment un arrangement distributif particulier, développé en réponse à la violence conative, et cristallisé à

l'intérieur d'un ensemble d'institutions et de rapports institutionnels, peut se déployer concrètement, c'est-à-dire comment il peut trouver une expression pratique permettant de déterminer qui a droit à quoi et comment, et d'ainsi régler la distribution sociale des ressources du groupe.

1.4 Formes d'intégration

Si les mécanismes identifiés permettent de construire des rapports institutionnels à travers une institutionnalisation médiatrice des conflits distributifs, il sera proposé que les différentes solutions offertes par les communautés humaines à la question du qui a droit à quoi et comment peuvent être classifiées selon trois « formes d'intégration » (Polanyi, 1957), soit mutualité, échange et hiérarchie, qui permettent « *[to] integrate the economic activities of the community* » (Polanyi, 1957, p. 38). Cette typologie est celle de Karl Polanyi dans « *The Economy as Instituted Process* », reformulée par David Graeber dans *Debt : The First 5000 Years*. Avant de poursuivre, il est important de comprendre que:

Integration is present in the economic process to the extent that those movements of goods and persons which overcome the effect of space, time, and occupational differentials are institutionalized so as to create interdependence among the movements. Thus, for example, regional differences within a territory, the time span between sowing and harvesting, or the specialization of labor is overcome by whatever movements of the respective crops, manufactures, and labor make their distribution more effective. Forms of integration thus designate the institutionalized movements through which the elements of the economic process – from material resources and labor to the transportation, storage, and distribution of goods – are connected. (Polanyi, 1957, p. 35)

Les trois formes d'intégration identifiées ne surdéterminent pas les rapports institutionnels, ils ne constituent pas un niveau séparé d'analyse, mais représentent plutôt différentes façons dont les rapports institutionnels peuvent se construire pour

structurer et organiser les relations économiques distributives d'une communauté humaine. Il s'agit de trois idéaux-types qui permettent d'illustrer comment les rapports institutionnels déterminent qui a droit à quoi et comment. Les formes d'intégration sont donc le résultat de différentes constitutions des rapports institutionnels. Aucune d'entre elles ne permet d'organiser à elle seule une formation sociale, où il est normal pour différentes formes de se chevaucher et de trouver des champs d'application distincts : « we are not talking about different types of society here [...] but moral principles that always coexist everywhere. We are all communists with our closest friends, and feudal lords when dealing with small children. It is very hard to imagine a society where this would not be true » (Graeber, 2014, p. 113-114).

La mutualité est définie par Graeber à l'aide du slogan socialiste français, « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » (Marx, 1972b, p. 32), forme qu'il applique à toute relation humaine qui fonctionne selon ce principe (Graeber, 2014, p. 94). Ainsi, la forme qu'il nomme aussi « communisme » est définie comme « *not some magical utopia, and neither does it have anything to do with ownership of the means of production. It is something that exists right now – that exists to some degree, in any human society* » (Graeber, 2014, p. 95). Pourtant, aucune société n'a jamais été organisée exclusivement à l'aide de cette forme, si elle prend parfois plus d'importance, elle se manifeste le plus souvent comme « *“baseline communism” : the understanding that, unless people consider themselves enemies, if the need is considered great enough, or the cost reasonable enough, the principle “from each [...] to each [...]” will be assumed to apply* » (Graeber, 2014, p. 98). Cette mutualité fonctionne grâce à la certitude qu'ont les membres d'une communauté que ceux à qui ils donnent leur rendraient la pareille, sans qu'ils ne le fassent nécessairement, c'est-à-dire que c'est une forme « *based neither in exchange nor in reciprocity except [...] in the sense that it does involve mutual expectations and responsibilities* » (Graeber, 2014, p. 102).

L'échange est affaire d'équivalences, où deux partis participent à un commerce qui implique de donner autant que l'on reçoit, « *it's not that there is ever an exact equivalence – even if there were some way to measure an exact equivalence – but more a constant process of interaction tending towards equivalence* » (Graeber, 2014, p. 103). De cette façon, la relation sociale qui est créée peut être rompue à tout moment, lorsque les deux partis jugent avoir reçu autant qu'ils ont donné. Contrairement à la mutualité, ici les deux acteurs tiennent compte de ce qui change de mains, comme les relations d'échange ne participent pas d'une certaine éternité, qui pourrait être conférée par une communauté humaine toujours présente pour répondre à chacun selon ses besoins (Graeber, 2014, p. 104-105). Les relations sociales d'échange doivent plutôt être constamment recrées par de nouveaux actes d'échange, rompues lorsque complétées. Si les biens échangés sont considérés égaux, les individus qui participent à l'échange le sont aussi, expliquant pourquoi ils peuvent mettre fin à la relation et passer à autre chose une fois que les deux partis ont reçu autant qu'ils ont donné. Il y a donc une certaine notion d'autonomie et d'égalité formelle qui rend possible l'échange, « *exchange encourages a particular way of conceiving human relations. This is because exchange implies equality, but it also implies separation. It's precisely when the money changes hands, when the debt is cancelled, that equality is restored and both parties can walk away* » (Graeber, 2014, p. 108).

La hiérarchie, troisième forme d'intégration, rompt avec l'égalité sous-jacente à l'échange et la réciprocité intrinsèque à la mutualité, pour présenter un mode de distribution fondé sur des relations foncièrement inégales entre deux partis, où l'un d'entre eux est le supérieur de son inférieur. Le principe régulateur de ces relations hiérarchiques est la coutume, qui devient opérante « *whenever the lines of superiority and inferiority are clearly drawn and accepted by all parties as the framework of a relationship, and relations are sufficiently ongoing that we are no longer simple dealing with arbitrary force* » (Graeber, 2014, p. 110). L'inégalité des participants se reflète aussi dans la qualité et la quantité des objets échangés, comme « *the key*

principle seems to be that the sorts of things given on each side should be considered fundamentally different in quality, their relative value impossible to quantify – the result being that there is no way to even conceive of a squaring of accounts » (Graeber, 2014, p. 112).

Aucune de ces trois formes d'intégration ne permet de décrire parfaitement une formation sociale, ni de les séparer en unités discrètes, étant donné que ces variables coexistent à l'intérieur de plusieurs sociétés distinctes (Graeber, 2014, p. 113). Considérées seules, elles permettent d'identifier les mécanismes macrosociaux par lesquels les richesses d'une société peuvent être distribuées entre ses membres, ce que Graeber appelle des « *systems of moral accounting* » (Graeber, 2014, p. 114). Les formes d'intégration représentent donc différentes façons de déplacer, transférer ou distribuer les ressources d'une communauté humaine, son produit social, ou ses biens et services, en plus de toutes les ressources nécessaires à leur production. Si elles se mélangent souvent à l'intérieur d'une même formation sociale, il n'en demeure pas moins qu'une forme d'intégration en particulier peut souvent être identifiée comme prédominante à l'intérieur d'une communauté donnée (Graeber, 2014, p. 115), c'est-à-dire qu'elle tient un rôle prééminent dans la distribution du produit social à l'échelle de la société. Les différentes formes d'intégration peuvent ainsi être conçues comme des idéaux-types, qui interviennent à différents degrés dans une communauté donnée. Une forme d'intégration peut donc être plus ou moins présente dans l'organisation du flot de biens et services d'une société en particulier, selon que celle-ci fait plus ou moins appel à d'autres formes d'intégration. Une formation sociale n'est donc que très rarement, si jamais, animée d'une seule forme, ce qui constituerait un cas limite. Les communautés humaines se retrouvent plutôt à organiser leurs économies à l'aide des différentes formes d'intégration, qui doivent être articulées entre elles, selon leur prévalence, où l'une est souvent prépondérante, c'est-à-dire structurellement plus importante. Ainsi, il peut être suggéré « *that economies be grouped according to the form of integration dominant in each of them* » (Polanyi, 1957, p. 35), comme ce sera

plus loin le cas, sans pour autant être aveugle aux nuances des différentes combinaisons possibles entre les formes d'intégration.

Par conséquent, il peut être proposé que la distribution sociale des ressources d'une communauté est organisée de façon déterminante par cette forme d'intégration dominante, à laquelle un rôle prépondérant est accordé par les rapports institutionnels. Ceux-ci peuvent aussi mobiliser d'autres formes d'intégration, en leur conférant une place subordonnée à la forme dominante, afin de participer à son opération et d'ainsi pallier ses lacunes, « *several subordinate forms may be present alongside the dominant one, which may itself reoccur after a temporary eclipse* » (Polanyi, 1957, p. 42). C'est souvent le cas de la mutualité, comme le souligne Graeber, selon qui « *all social systems, even economic systems like capitalism, have always been built on top of a bedrock of actually-existing communism* » (Graeber, 2014, p. 95). Malgré ces précisions, « *a classification of economies according to the dominant forms of integration is [nevertheless] illuminating* » (Polanyi, 1957, p. 43).

Au niveau théorique, les formes d'intégration peuvent être distinguées analytiquement à l'aide des impératifs, ou des dynamiques auxquels elles donnent lieu. Par exemple, la mutualité oblige les acteurs à la réciprocité, ou la hiérarchie au respect des ordres coutumiers. Ainsi, il se révèlent comme des faits sociaux aux membres des communautés qu'ils organisent. Ils leur imposent une conduite à adopter, afin d'assurer leur accès aux ressources distribuées. Ces concepts s'ouvrent du même coup à l'analyse sociologique, en se manifestant au chercheur, qui peut délimiter leurs contours en observant la dynamique qu'ils imposent aux individus qui cherchent à assurer leur accès aux biens et services de la communauté.

1.5 Institutionnalisation et forme d'intégration

À ce stade-ci, le portrait est encore incomplet, étant donné qu'aucun concept n'a été développé pour expliquer comment les différentes formes d'intégration peuvent être institutionnalisées à l'intérieur de formations sociales données, et classifier les différents types possibles d'institutionnalisation. C'est la lacune des approches polanyiennes et des approches institutionnalistes qui s'en inspirent, comme elles n'ont aucun critère déterminé pour distinguer entre elles les différentes institutionnalisations possibles d'une même forme d'intégration, et ce malgré le fait que ses différentes incarnations historiques peuvent générer des dynamiques radicalement différentes, comme c'est le cas, par exemple, avec l'échange dans les sociétés marchandes et capitalistes (Wood, 2002). Ces approches doivent plutôt s'en remettre aux contextes institutionnels historiquement spécifiques des sociétés étudiées, par exemple à l'aide des concepts d'encastrement et désencastrement (Polanyi, 2001), mais en perdant toutefois en précision conceptuelle généralisable.

Afin de pallier cette lacune, il est possible de proposer une typologie des différentes façons par lesquelles les formes d'intégration peuvent s'institutionnaliser, en mobilisant la théorie des capitaux de Pierre Bourdieu. L'idée sous-jacente à cette typologie est que les capitaux identifiés par Bourdieu, capital social, culturel, économique et politique, peuvent permettre de rendre compte, ou de typifier, les mécanismes par lesquels les communautés humaines institutionnalisent leurs formes d'intégration, étant donné qu'ils correspondent aux types d'institutions; sociales, culturelles, économiques ou politiques, qui peuvent être mobilisées dans leurs procès d'institutionnalisation. À un procès d'institutionnalisation qui fait intervenir des institutions sociales, correspond le capital social, à un procès qui fait plutôt intervenir des institutions économiques, correspond le capital économique, comme ces capitaux seront nécessités pour y fonctionner et qu'ils y réguleront l'opération de la forme d'intégration. Ainsi, une typologie des institutionnalisations possibles des formes

d'intégration peut être fondée sur les quatre types de capitaux identifiés, et être dérivée des différents procès historiques par lesquels les formes d'intégration ont été effectivement institutionnalisées.

1.5.1 Capitaux

Par conséquent, il est possible de dégager quatre idéaux-types de relations sociales, des capitaux, pouvant tenir un rôle prépondérant dans l'opération des institutions permettant d'institutionnaliser une forme d'intégration, c'est-à-dire dans l'allocation des ressources d'une communauté. Ces quatre idéaux-types correspondent aux formes du capital identifiées par Pierre Bourdieu, le capital social, culturel, économique et politique : « *the social world is accumulated history, and if it is not to be reduced to a discontinuous series of instantaneous mechanical equilibria between agents who are treated as interchangeable particles, one must reintroduce into it the notion of capital* » (Bourdieu, 1986, p. 241).

Le premier type, le capital économique, correspond au capital en tant que tel, c'est-à-dire à l'argent en tant que tel, aux biens et services de consommation qu'elle permet d'acheter, ou au capital physique et naturel qui permet de les produire. Cette forme de capital est donc constituée de possessions monétaires ou matérielles (des biens de consommation en nature), de la monnaie, de biens de productions et de ressources naturelles. C'est le contrôle ou la possession de ces ressources qui constitue le capital économique.

Le capital culturel « *merely refers to a culturally specific "competence," albeit one which is unequally distributed and which is efficacious – as a "resource" or a "power" – in a particular social setting* » (Weininger, 2005, p. 87). Cette forme de capital peut exister en trois états. Le premier, l'état incorporé, se résume « *in the form of long-lasting dispositions of the mind and body* » (Bourdieu, 1986, p. 17). Le second, l'état objectivé, correspond aux « *cultural goods (pictures, books, dictionaries instruments,*

machines, etc.), which are the trace or realization of theories or critiques of these theories, problematics, etc. » (Bourdieu, 1986, p. 17). Le troisième, l'état institutionnalisé, correspond aux diplômes, brevets et titres. L'acquisition de capital culturel nécessite un investissement de temps, qui ne peut être délégué à un tiers parti par celui qui cherche à en faire l'acquisition :

Most properties of cultural capital can be deduced from the fact that, in its fundamental state, it is linked to the body and presupposes embodiment. The accumulation of cultural capital in the embodied state, i.e., in the form of what is called culture, cultivation, *Bildung*, presupposes a process of embodiment, incorporation, which, insofar as it implies a labor of inculcation and accumulation, costs time, time which must be invested personally by the investor. (Bourdieu, 1986, p. 17-18)

Le capital social réfère plutôt aux connexions sociales que les individus peuvent mobiliser, dont la production et la reproduction nécessitent un effort incessant de sociabilité et de socialisation (Bourdieu, 1986, p. 22). Cette forme de capital représente :

the aggregate of the actual or potential resources which are linked to possession of a durable network of more or less institutionalized relationships of mutual acquaintances and recognition – or in other words, to membership in a group – which provides each of its members with the backing of the collectivity-owned capital, a “credential” which entitles them to credit, in the various senses of the word. (Bourdieu, 1986, p. 21)

Ces trois formes canoniques de capital sont insuffisantes pour répondre aux visées de la présente analyse, étant donné que « toutes les différences dans les chances d'appropriation des biens et services rares ne peuvent raisonnablement être rapportées à des différences dans le capital culturel et le capital scolaire détenus » (Bourdieu, 2014, p. 18). De cet état de fait, Bourdieu conclut « il faut donc faire l'hypothèse qu'il existe un autre principe de différenciation, une autre espèce de capital, dont la distribution inégale est au principe des différences constatées, notamment dans les consommations

et les styles de vie. Je pense en fait ici à ce que l'on peut appeler capital politique » (Bourdieu, 2014, p. 18).

Le capital politique constitue donc la quatrième forme de capital qui sera élevée à l'importance des précédentes. Si Bourdieu la présente comme garantissant à ses détenteurs « une forme d'appropriation privée de biens et services publics » (Bourdieu, 2014, p. 18), ou comme moyen de patrimonialiser les ressources collectives (Bourdieu, 2014, p. 18), ce que permet toute forme de capital, elle sera plutôt entendue ici comme le pouvoir que retire un individu de la position qu'il occupe à l'intérieur ou par rapport aux institutions politiques d'un État, peu importe l'état historiquement contingent dans lequel elles se trouvent. En d'autres termes, c'est le pouvoir, ou la « chance de faire triompher au sein d'une relation sociale, sa propre volonté, même contre des résistances » (Weber, 1995, p. 95), conféré à un individu par la position qu'il occupe au sein ou vis-à-vis des institutions qui régissent le fonctionnement et l'arbitrage des conflits de sa formation sociale.

1.6 Capital médiateur

Dans la typologie proposée, le capital dominant, qui permet de naviguer les institutions ayant institutionnalisé la forme d'intégration dominante, peut être identifié comme le capital médiateur, c'est-à-dire celui qui est utilisé par la communauté pour réguler l'opération de cette forme d'intégration, ou ce qui revient au même, dans le fonctionnement de ses institutions institutantes. Par exemple, l'échange peut être institutionnalisé à l'aide d'institutions sociales, et donc du capital social, dans le cas, par exemple, des sociétés marchandes islamiques (Graeber, 2014, p. 271-282) ou des villes du Moyen Âge européen (Pirenne, 1915), et à l'inverse, à l'aide d'institutions économiques, et donc du capital économique, dans le cas des sociétés capitalistes. Dans cet exemple, l'échange est gouverné soit par un contrôle social exercé par la communauté, donc par le capital social, ou par un contrôle principalement économique,

donc par le capital économique. C'est donc le capital dominant, qui est utilisé par la communauté pour contrôler, opérer ou réguler la forme d'intégration dominante, c'est-à-dire ses institutions institutantes, qui peut être analysé comme capital médiateur, et utilisé pour dériver une typologie des façons possibles d'institutionnaliser une forme d'intégration.

Dans cette perspective, il peut être dit que le capital médiateur est le principe qui organise ou régule, au niveau de la société, le flot de biens et services vers les membres de la communauté. Sa possession donne donc à ses détenteurs un contrôle ou un pouvoir prééminent sur le flot de biens et services, qu'ils peuvent utiliser pour y accéder directement, comme un droit sur la richesse sociale de la communauté, étant donné qu'il régule l'opération de la forme d'intégration qui organise le flot de biens et services de la société. La possession ou non-possession du capital médiateur donne ainsi un accès direct et un contrôle privilégié aux ressources de la communauté. Le capital médiateur est donc le mécanisme par lequel la distribution sociale des ressources d'une communauté, articulée par une forme d'intégration, est animée. Il s'agit de ce à l'aide de quoi est organisée la distribution d'ensemble du produit social.

Les capitaux médiateurs peuvent donc être constitués à partir de l'une des quatre formes de capitaux identifiées, des relations sociales, si elles prennent une importance particulière à l'intérieur de l'opération de l'ensemble des institutions d'une communauté qui institutionnalisent la forme d'intégration dominante. Ainsi, les rapports institutionnels lui spécifient un rôle singulier. Les quatre formes de capitaux peuvent toutes servir comme capital médiateur dans la distribution sociale et institutionnalisée des ressources d'une communauté, c'est-à-dire comme mécanisme donnant à ses détenteurs un contrôle et un accès privilégiés au produit social, du moment qu'elles tiennent un rôle prééminent à l'intérieur de formations sociales qui organisent leur flot de biens et services à l'aide de différentes formes d'intégration.

Il est important de préciser que le capital médiateur opère au niveau de l'infrastructure économique d'une communauté. C'est le principe régulateur de la distribution de son produit social au niveau macrosocial, comme c'est le capital qui assure le fonctionnement des institutions qui en organisent le mouvement. C'est la distribution d'ensemble de la société qui opère à l'aide d'un capital médiateur donné. C'est donc le mécanisme à l'aide duquel les ressources de la communauté sont déplacées au niveau général de la société, et qui se révèle comme un fait social à tous ceux qui entrent en interaction avec les institutions qui organisent son flot de biens et services, ou sa forme d'intégration, où il tient un rôle régulateur.

Le capital médiateur permet donc de départager les membres de la communauté, entre ceux qui possèdent cette ressource sociale à l'aide de laquelle s'organise la distribution des biens et services, et ceux à qui elle échappe, les reléguant à des positions sociales foncièrement différentes. Il structure le champ social entre ceux qui ont un contrôle et un accès directs au produit social, et ceux qui doivent y trouver un accès indirect.

1.6.1 Formations sociales et capital médiateur

Avec le concept de capital médiateur maintenant développé, il est possible d'explorer comment les différents capitaux peuvent fonctionner à ce titre, sans égard pour les formes d'intégration, à l'intérieur de diverses formations sociales données. Chaque type de capital sera pris en exemple en tant qu'il peut être institué comme capital médiateur à travers le fonctionnement des institutions distributives d'une communauté, dans le but d'assurer l'allocation du produit social de cette société à son niveau d'ensemble, séparant du même coup ses membres entre ceux qui possèdent le capital médiateur et ceux à qui il échappe.

Le capital économique correspond évidemment au capital médiateur des sociétés capitalistes, où la possession ou non-possession de ressources économiques constitue

le principal critère de discrimination à l'intérieur de la distribution sociale du produit, accordant un contrôle et un accès privilégiés à celui-ci.

Le capital culturel peut être analysé, par exemple, comme le capital médiateur régissant le système distributif de l'Inde médiévale des brahmanes. À cette fin, il faut comprendre que ces derniers ont reconfiguré leur « *increasingly rural society along strictly hierarchical principles [...] by seizing control of the administration of law* » (Graeber, 2014, p. 254-255), tout en empêchant les autres membres de la communauté d'accéder au capital culturel qu'ils monopolisaient, « *members of the inferior classes were forbidden to do so: [...] any Sudra (the lowest caste, assigned to farming and material production) who so much as listened in on the teaching of the law or sacred texts should have molten lead poured into their ears* » (Graeber, 2014, p. 255). Le cas de Chine de la même époque peut aussi être donné en exemple, où « *a centralized state, run by Confucian scholar-gentry trained in the literary classics, selected through a national exam system, working in meticulously organized national and regional bureaus where [...] economic matters [were] continually monitored and regulated* » (Graeber, 2014, p. 258).

Le capital social constitue quant à lui le capital médiateur d'une multitude de sociétés variées, dont celle des sociétés du don étudiées par Marcel Mauss (Mauss, 1968), où le maintien d'un bon capital social avec les membres de sa communauté peut être une question de vie ou de mort :

One extreme example is the Maori story about a notorious glutton who used to irritate fishermen up and down the coast near where he lived by constantly asking for the best portions of their catch. Since to refuse a direct request for food was effectively impossible, they would dutifully turn it over; until one day, people decided enough was enough and killed him. (Graeber, 2014, p. 116)

C'est aussi le capital médiateur qui règle l'organisation du flot de biens et services des sociétés héroïques, où les gouvernements sont « *weak or nonexistant and society is organized instead around warrior noblemen, each with his entourage of loyal retainers and tied to the others by ever-shifting alliances and rivalries* » (Graeber, 2014, p. 117), ce qui encourage l'art de la vantardise et de la générosité, alors que « *addition and subtraction of honor and disgrace is lifted from a somewhat marginal practice to become the very essence of politics* » (Graeber, 2014, p. 209).

Le capital politique constitue le capital médiateur des sociétés féodales, comme il peut l'être proposé à partir des travaux de Robert Brenner et Ellen Meiksins Wood et de leur usage de la notion de « *politically constituted property* » (Wood, 2002), qui décrit la situation par laquelle les détenteurs de capital politique sont en mesure de s'approprier une part significative du produit social en vertu de leur possession du capital médiateur qui organise le flot de biens et services de ces sociétés. C'est aussi le capital médiateur des sociétés absolutistes, qui ont vu une augmentation des pouvoirs acquisitifs conférés par la possession de capital politique, en générant « *new extra-economic powers as the absolutist state created a vast apparatus of office* » (Wood, 2002, p. 104), ainsi que « *various powers and privileges attached to noble status (such as certain exemptions from taxes)* » (Wood, 2002, p. 116). Les pays du « socialisme réellement existant » peuvent aussi être considérés comme faisant usage du capital politique comme capital médiateur, permettant à la classe dirigeante « *to take a surplus directly by force from the collectivity of the direct producers, the working class* » (Brenner, 2016). Autrement dit, le capital politique « assure à ses détenteurs une forme d'appropriation privée de biens et de services publics (résidences, voitures, hôpitaux, écoles, etc.) » (Bourdieu, 2014, p. 18), ou une « patrimonialisation des ressources collectives » (Bourdieu, 2014, p. 18).

1.7 Une théorie institutionnaliste des relations de distribution

Ces différents exemples provenant de sociétés diverses permettent de mettre en lumière la façon par laquelle la théorie des relations de distribution, ici proposée, permet de mettre en relation, ou de contraster des sociétés foncièrement différentes sur la base des mécanismes macrosociaux, ou de l'infrastructure économique, qu'elles déploient pour assurer la distribution institutionnelle de leur produit social, ou ce qui n'est que la même chose, l'organisation de leur flot de biens et services. C'est ce fait fondamental, que toute communauté humaine est structurée par des institutions qui permettent de distribuer le produit social de la collectivité entre ses membres, qui rend possible la mise en relation analytique et la comparaison de sociétés aussi hétéroclites. Ce n'est que parce que toute société contient un ensemble fondamental d'institutions qui permettent de distribuer les richesses de la communauté entre ses membres, qu'il est possible de les analyser sur un pied d'égalité à l'aide des mêmes concepts. C'est ce qui explique que le chercheur travaille avec la même matière, matériau ou substance, dans toutes les sociétés humaines, une distribution institutionnelle du produit social, peu importe la forme historiquement contingente qu'elle peut prendre dans des conditions données.

Le caractère institutionnel de cette distribution des ressources des communautés humaines est d'une importance primordiale, comme il permet de faire rupture avec le schématisme du marxisme structuraliste et le fonctionnalisme du marxisme analytique, qui ont inspiré le présent travail, pour dégager une analyse processuelle où l'opération de l'ensemble des institutions qui règlent la distribution des ressources de la société a pour résultat d'institutionnaliser une forme d'intégration et de générer un capital médiateur. L'organisation du flot de biens et services de la communauté qui est ainsi produite n'existe qu'à travers le fonctionnement conflictuel de l'ensemble des institutions qui animent sa vie sociale. Les rapports institutionnels d'une communauté sont donc le résultat des conflits, luttes, rapports de force et de classes qui se déroulent

à l'intérieur de ces institutions, et qui sont constamment négociés et renégociés de partout.

Capitaux médiateurs et formes d'intégration ne sont donc que des outils analytiques utilisés pour référer aux arrangements distributifs qui naissent de l'opération des institutions qui règlent la distribution du produit social d'une collectivité. Ils ne sont que la description analytique des rapports institutionnels résultants, qui s'élaborent à l'intérieur des institutions distributives d'une communauté donnée, et qui demeurent toujours essentiellement des relations sociales institutionnalisées.

Il est important de préciser que forme d'intégration et capital médiateur sont historiquement contingents, différents capitaux médiateurs pouvant être combinés à différentes formes d'intégration, sans que le choix de l'un d'entre eux ne conditionne le choix d'un autre. Un agencement particulier est plutôt la conséquence de la myriade de luttes sociales historiques qui traversent les institutions distributives d'une collectivité et se cristallisent à l'intérieur de rapports institutionnels déterminés. Une conception de l'évolution historique comme une succession de distributions institutionnelles du produit social à travers le conflit social qui anime ses institutions constituantes prévaut donc sur une explication faisant usage d'un progrès historique stadial ou déterminé par des formes de propriété successives.

1.7.1 Ordre allocatif institutionnalisé

La combinaison d'une forme d'intégration à un capital médiateur génère ce qu'il sera proposé d'appeler un ordre allocatif institutionnalisé, dans une formulation inspirée de Nancy Fraser (Fraser, 2014). Ces deux éléments se combinent pour constituer, au niveau de l'infrastructure économique de la société, un mode de distribution ou d'allocation des ressources de la collectivité, qui est la réponse offerte par les rapports institutionnels de celle-ci à la question du qui a droit à quoi et comment. C'est de cet ordre allocatif institutionnalisé que provient la logique ou dynamique caractéristique

d'une formation sociale, comme elle explique le mode de distribution du produit social qui l'anime. Cette distribution d'ensemble du produit social de la communauté confère une logique particulière à une formation sociale, comme elle oriente l'action de tous ses membres, qui doivent la prendre en compte comme condition fondamentale de leur accès au produit social. Leur reproduction dépend de leur participation aux institutions sociales qui permettent d'obtenir une part du produit social de par leur intégration au flot de biens et services dirigé par l'ordre allocatif institutionnalisé. Tout individu doit donc assurer sa reproduction à l'intérieur d'institutions animées par la logique de l'ordre allocatif institutionnalisé. La structure de la distribution du produit social constitue ainsi l'infrastructure économique de la formation sociale et la logique générale de celle-ci.

Un ordre allocatif institutionnalisé présente donc une logique qui se révèle surtout par les impératifs qu'il impose aux individus dont il organise la reproduction, à travers l'imposition d'un accès au produit social médié par une forme d'intégration et un capital médiateur déterminés. Les individus fonctionnant à l'intérieur d'un ordre allocatif sont donc confrontés à une logique et des impératifs qui ne peuvent être expliqués qu'en vertu de leur position par rapport à la forme d'intégration et au capital médiateur dominants, qui organisent le flot de biens et services auquel ils doivent s'intégrer pour assurer leur reproduction. Ces impératifs présentent donc une contrainte au comportement des individus, qui doivent obligatoirement se plier à ces injonctions pour assurer leur reproduction, c'est-à-dire pour accéder au produit social, sans quoi ils ne peuvent se perpétuer à l'intérieur du système qui contrôle l'accès aux ressources de la communauté.

Bien entendu, chaque ordre allocatif institutionnalisé à l'intérieur de sociétés historiques est porteur d'impératifs et de dynamiques historiquement spécifiques, qui découlent d'institutions constituantes tout aussi historiquement spécifiques, porteuses de caractéristiques particulières et contingentes. Toutefois, des constantes demeurent

pour un même ordre allocatif institutionnalisé, peu importe le contexte historique singulier dans lequel il est institué et les institutions particulières dans lesquelles il s'incarne. D'un côté, les individus ressentent toujours l'impératif de s'intégrer au flot de biens et services tracé par la forme d'intégration constituante de l'ordre allocatif, c'est-à-dire de participer au schéma qui organise la distribution des ressources de la communauté :

One might think of the forms of integration as diagrams representing the patterns made by the movements of goods and persons in the economy, whether these movements consist of changes in their location, in their appropriation, or in both. As a form of integration, [mutuality] describes the movement of goods and services (or the disposal over them) between corresponding points of a symmetrical arrangement; [hierarchy] stands for a movement towards a center and out of it again, whether the objects are physically moved or only the disposition over them is shifted; and exchange represents a movement in a similar sense, but this time between any two dispersed or random points in the system. In a diagrammatic presentation, arrows connecting points that are symmetrically arranged in regard to one or more axes might stand for [mutuality]; [hierarchy] would require a star-shaped diagram, some arrows pointing towards the center, others away from it; and exchange could be pictured as arrows connecting random points, each directed both ways. (Polanyi, 1977, p. 36)

D'un autre côté, les individus doivent composer avec les impératifs qui émanent de la possession ou non-possession du capital médiateur qui anime l'opération des institutions qui incarnent la forme d'intégration dominante, et qui confère à ses détenteurs un contrôle et un accès directs au flot de biens et services.

L'ordre allocatif institutionnalisé, en jumelant une forme d'intégration dominante à un capital médiateur, constitue donc l'infrastructure économique de la communauté, au niveau structurel ou d'ensemble de la société, c'est-à-dire qui dépasse les individus et n'émane pas de leurs comportements individuels, mais plutôt de la médiation ou de l'arbitrage du conflit entre les conatus, qui s'opère au niveau général de la communauté :

the effective functioning of forms of integration depends upon the presence of definite institutional structures. [...] It is not true, however, that individual acts and attitudes simply add up to create the institutional structures that support the forms of integration. The supporting structures, their basic organization, and their validation spring from the societal sphere. (Polanyi, 1977, p. 37)

C'est aux institutions générées par cette solution, qui dépasse les individus, c'est-à-dire *sui generis*, que ceux-ci doivent s'intégrer, en respectant les impératifs et dynamiques particulières que ces institutions produisent. Pour ce faire, ils doivent adopter une rationalité d'action compatible avec la structuration du flot de biens et services générée par l'ordre allocatif, avec sa logique, leur permettant ainsi de s'y intégrer et d'assurer leur reproduction, « *what will determine an economy's micro-economics – i.e. what individuals will find it makes sense to choose – is the macro-structure* » (Brenner, 2012, p. 7).

La logique d'ensemble de l'ordre allocatif institutionnalisé et les impératifs qu'il génère permettent d'opérationnaliser ce concept et de proposer une sociologie historique, matérialiste et institutionnaliste, capable d'étudier les différentes formations sociales qui jalonnent l'histoire humaine en tant qu'ordres allocatifs institutionnalisés, c'est-à-dire comme combinaisons particulières d'une forme d'intégration à un capital médiateur, animées de dynamiques et impératifs caractéristiques. Une telle analyse devrait permettre de situer les dynamiques respectives des formations sociales dans leurs modes de distribution du produit social, plutôt que dans leurs modes de production de celui-ci, complétant le tournant vers les relations de distribution qui avait été proposé, en autres, par le marxisme politique.

À cette fin, il est possible de considérer que l'ordre allocatif institutionnalisé d'une formation sociale se conserve, et ce malgré ses transformations, lorsque sa logique d'ensemble n'est pas modifiée, comme elle est expliquée par celui-ci. Ainsi, l'évolution des sociétés humaines peut être analysée comme une succession d'ordres

allocatifs institutionnalisés. Si la logique et les impératifs d'une formation sociale peuvent être attribués à son ordre allocatif, la permanence de ceux-ci atteste de la conservation d'une même forme d'intégration jumelée à un même capital médiateur, peu importe les changements qui affectent la formation, ou ses rapports institutionnels. Lorsque la logique d'ensemble d'une formation sociale change, tout comme les impératifs y correspondant, il peut être attendu que l'ordre allocatif s'est transformé. De cette façon, il est possible de distinguer analytiquement différentes formations sociales sur la base des logiques qui les animent, en plus d'étudier leurs évolutions et transformations.

CHAPITRE II

LES CLASSES SOCIALES DANS L'ORDRE ALLOCATIF INSTITUTIONNALISÉ CAPITALISTE

Dans ce deuxième chapitre, il sera question de développer une définition de travail du capitalisme, afin de prendre en exemple cet ordre allocatif pour le reste de l'exercice, et d'être en mesure d'articuler une typologie des classes sociales s'y disputant le produit social. Pour ce faire, la théorie des capitaux et des classes sociales de Pierre Bourdieu sera mobilisée et adaptée au cadre théorique institutionnaliste mis de l'avant. Finalement, une schématisation de la structure de classe basée sur le pouvoir social des individus sera proposée.

2.1 Un arrière-plan capitaliste

Avant de poursuivre l'exposé théorique, il est nécessaire de préciser que le reste du travail prendra en exemple, ou comme arrière-plan, l'ordre allocatif capitaliste, sans pour autant sacrifier les visées plus universelles du cadre théorique, ou la possibilité de généraliser certains aspects du cadre théorique qui sera développé. Toutefois, celui-ci sera articulé avec pour but premier d'étudier les sociétés capitalistes. Il est donc nécessaire de proposer une définition de travail de cet ordre allocatif institutionnaliste capitaliste.

Afin de dissiper certains malentendus hérités de la tradition économique, il est nécessaire de préciser que l'ordre allocatif capitaliste ne se résume pas à l'échange,

même si celui-ci constitue sa forme d'intégration. L'échange peut donc fonctionner de façons complètement différentes, selon le capital médiateur à l'aide duquel il est institutionnalisé, générant des impératifs complètement distincts, qui se révèlent aux acteurs comme des faits sociaux contraignant de manières fondamentalement différentes l'agir social. L'échange, comme forme d'intégration, peut donc constituer des façons radicalement différentes d'organiser la distribution des ressources d'une société, générant différents impératifs, logiques et contraintes, de par le capital médiateur à l'aide duquel il est institutionnalisé. Les ordres allocatifs institutionnalisés ainsi générés peuvent être considérés comme des modes de distribution distincts, *sui generis*, du produit social d'une communauté, qui peuvent être distingués sur la base de leurs rapports au processus de formation des prix, comme il s'agit de la variable déterminante en ce qui concerne la distribution sociale des ressources dans tout ordre allocatif fondé sur l'échange.

Par exemple, un ordre allocatif marchand, mais non capitaliste, peut être analysé comme émanant de l'institutionnalisation de l'échange à l'aide du capital social, dans le but de distribuer les ressources d'une communauté. Dans une telle société, bien que l'échange soit la forme d'intégration de l'économie, la formation des prix y est soumise au contrôle social de la communauté, qui y est organisé par un ensemble d'institutions dont le fonctionnement promeut le capital social comme capital médiateur, c'est-à-dire que le capital social est la forme opérante ou régulatrice de capital dans l'opération de ces institutions, c'est elle qui règle leur fonctionnement. Dans un tel ordre allocatif, le processus de formation des prix est régulé par les institutions sociales prévalentes, qui s'arrogent ce pouvoir afin d'influencer la distribution sociale des ressources, tout en fonctionnant à l'aide du capital social. Ce contrôle social de la formation des prix, rendu possible par un ensemble particulier d'institutions où le capital social tient un rôle régulateur établit le capital social comme capital médiateur. Les rapports institutionnels générés par ces institutions se déploient à l'aide de règles légitimes, dont le respect peut être imposé par un tiers parti. Celles-ci peuvent trouver une forme pratique à l'aide

d'une myriade de moyens différents, que ce soit l'établissement direct de prix spécifiés pour certaines denrées, de prix planchers, de prix plafonds, la régulation des quantités, de la qualité, le contrôle de l'offre, de la demande, etc.

À l'inverse, dans une distribution institutionnelle du produit social organisée par un ordre allocatif capitaliste, qui institutionnalise la forme d'intégration de l'échange à l'aide du capital économique, les institutions médiatrices se déchargent de toute responsabilité en ce qui concerne la formation des prix, abandonnant au marché et aux institutions fonctionnant à l'aide du capital économique le contrôle de la communauté sur ce processus. La société refuse de s'investir du pouvoir nécessaire pour faire pression sur les prix qui ont cours dans l'échange. Plutôt que de favoriser un contrôle social des prix, par la communauté humaine dans laquelle se déroule l'échange capitaliste, les rapports institutionnels dominants s'organisent de façon à construire un marché où les prix sont librement déterminés par les acteurs qui prennent directement part à l'échange, offrant au capital économique un rôle régulateur dans ce processus. Il s'agit donc d'une forme de distribution du produit social qui se déroule à l'intérieur d'une création institutionnelle, un marché autoréférentiel, où les prix ne sont déterminés que par les acteurs qui se trouvent à l'intérieur de ce marché, et la distribution du produit social organisée à l'aide du capital économique. Les êtres humains ont toujours le contrôle sur la formation des prix, mais le siège de ce pouvoir est transféré par les rapports institutionnels, de la communauté humaine en général, au marché en particulier. Ce sont les acteurs situés à l'intérieur du marché qui se voient conféré le pouvoir de déterminer les prix. Il y a donc toujours un contrôle humain sur la formation des prix, qui n'est plus exercé par la communauté humaine dans son ensemble, mais plutôt par les acteurs intramarché, par les institutions économiques. Les acteurs sociaux extramarché sont dépossédés d'un pouvoir significatif sur la valeur monétaire accordée aux objets, qui est conféré aux détenteurs de capital économique. L'échange jumelé au capital économique, respectivement forme d'intégration et capital médiateur, constituent ainsi l'ordre allocatif capitaliste, en générant une infrastructure

économique incarnée dans un ensemble d'institutions qui permettent de distribuer le produit social à l'aide d'un marché autorégulé, dont le principe régulateur est le capital économique. Bien entendu, cette théorisation du capitalisme est largement redevable aux travaux de Karl Polanyi, et plus précisément à son ouvrage séminal *The Great Transformation*, où il propose de comprendre le capitalisme comme une économie de marché :

[a] market economy implies a self-regulating system of markets; in slightly more technical terms, it is an economy directed by market prices and nothing but market prices. Such a system capable of organizing the whole of economic life without outside help would certainly deserve to be called self-regulating. (Polanyi, 2001, p. 45)

2.2 Ordre allocatif institutionnalisé et structure de classe

Si les formes d'intégration permettent de répondre au comment, il est maintenant nécessaire d'aborder le qui, du qui a droit à quoi et comment. À partir des considérations sur les relations de distribution développées dans le chapitre précédent, il est possible de construire une conceptualisation correspondante du « qui », des classes sociales, et de leur fonctionnement.

Pour ce faire, il faut comprendre l'infrastructure économique d'une société, tracée par la combinaison d'une forme d'intégration à un capital médiateur, c'est-à-dire un ordre allocatif institutionnalisé, comme un flot de biens et services, organisé par un ensemble d'institutions particulières. Celles-ci se présentent aux individus comme composant une réalité *sui generis*, une médiation émanant du niveau d'ensemble de la communauté ou provenant de sa « sphère sociétale » (Polanyi, 1977, p. 37), qui dépasse donc le niveau individuel. En trouvant cette réalité déjà-là devant eux, un ensemble d'institutions qui organisent le flot des biens et services de la communauté, les individus sont confrontés à l'impératif de s'y intégrer pour accéder aux ressources de

la communauté, afin de répondre à leurs besoins et d'assurer ainsi leur reproduction. Ils doivent donc participer aux institutions ou organisations à travers lesquelles le flot de biens et services s'achemine, pour espérer y participer. Certains s'y trouvent déjà intégrés, positionnés à des places enviables dans ses institutions constituantes, en raison de leur possession du capital médiateur qui règle leur fonctionnement. Celui-ci confère à ces individus privilégiés un contrôle et un accès privilégiés aux ressources de la communauté, à son flot de biens et services, alors que d'autres n'ont pas cette chance.

Les impératifs d'un ordre allocatif représentent quant à eux les injonctions qui se présentent aux individus d'une communauté, auxquels ils doivent répondre afin d'être en mesure de s'intégrer à ce flot de ressources, et d'assurer ainsi leur reproduction. Ils entrent donc en relation avec les institutions constituantes de cette distribution et les individus qui y ont un contrôle et un accès privilégiés. Les impératifs de l'ordre allocatif peuvent ainsi être identifiés comme ceux dont l'observance permet de participer à la distribution institutionnelle du produit social d'une communauté, en s'intégrant aux institutions par lesquelles le flot de biens et services est acheminé.

Cet ordre allocatif peut donc être analysé comme donnant lieu à une structure de classe particulière, expliquant qui a un contrôle et un accès privilégiés au flot de ressources de la communauté et à qui ces pouvoirs échappent, tout en précisant comment et vers où ces biens et services sont déplacés. En instituant un capital médiateur, qui donne à certains un contrôle et un accès privilégiés au flot de biens et services de la communauté, l'ordre allocatif influence la façon par laquelle le produit social de la formation sociale est distribué à l'échelle de la société, c'est-à-dire entre les classes sociales qu'il crée du même coup, et qui sont distinguées sur la base de leur possession ou non-possession du capital promu au titre de capital médiateur. C'est donc ce capital médiateur qui constitue le rapport social dominant qui provoque la division de la société en deux classes fondamentales, entre ceux qui détiennent le capital médiateur et ceux à qui il échappe, c'est-à-dire entre ceux qui ont un contrôle et un accès

privilégiés aux ressources de la communauté et ceux à qui ces pouvoirs échappent. Tout ordre allocatif est donc fondamentalement structuré par cette dichotomie entre ceux à qui le capital médiateur assure un contrôle et un accès privilégiés au produit social, et ceux qui doivent plutôt y accéder sur d'autres termes.

2.3 Classes fondamentales

Si un ordre allocatif peut être analysé comme un tracé particulier du flot de biens et services d'une communauté, dirigeant ses ressources d'une façon donnée, vers certains individus plutôt que d'autres, c'est la forme d'intégration qui dessine le chemin emprunté par le flot en question, alors que le capital médiateur permet de décider quels individus y ont un accès direct et un contrôle privilégié, de par leur possession du capital régulant le fonctionnement des institutions assurant son acheminement. La forme ainsi que la direction du flot de biens et services sont donc décidées d'avance, son chemin tracé, sur lequel ceux qui possèdent le capital médiateur ont un contrôle et un accès privilégiés. La possession du capital médiateur donne donc droit à un pouvoir social sur le flot de biens et services, qui confère à ses détenteurs une position sociale avantageuse comme membre de la classe sociale privilégiée dotée d'un contrôle et d'un accès particulier au produit social de la communauté, de par la détention de la ressource sociale à l'aide de laquelle la distribution générale des richesses y est organisée. Par conséquent, cette classe possède un accès direct et un contrôle privilégié au flot de biens et services, au produit de la communauté, c'est-à-dire un pouvoir social privilégié.

Une première classe d'importance a ainsi été identifiée, celle des possesseurs du capital médiateur, et il est maintenant possible de dégager la première contradiction de classe notable, entre ces derniers et ceux à qui le capital médiateur fait défaut. Cette classe détentrice du capital médiateur est la classe fondamentale de toute formation sociale, qui est ainsi mise en opposition et en relation de classe avec l'ensemble des autres membres de la communauté, à qui elle fait défaut. Cette relation sociale essentielle

divise au niveau structurel la société en deux classes fondamentales, qui se retrouvent aux deux pôles opposés de la logique de l'ordre allocatif et de la forme d'intégration.

Ces deux classes sont déterminées de façons fondamentalement différentes, et une seule constitue à proprement parler une classe sociale. La première, la classe privilégiée des détenteurs du capital médiateur, une classe sociale proprement dite, est déterminée positivement par la possession du capital médiateur qui confère à ses membres un pouvoir social considérable, capables de contrôler et d'accéder de manière privilégiée au flot de biens et services de la communauté. La seconde, la classe subordonnée de ceux à qui le capital médiateur échappe, une classe sociale par défaut, ou existant premièrement au niveau analytique, de par sa relation à la première, est déterminée purement négativement en raison de sa non-possession du capital médiateur, ce qui lui refuse un contrôle ou un accès privilégié au produit social, ainsi que le pouvoir social correspondant. Ses membres sont ainsi infériorisés par rapport à ceux qui possèdent le capital médiateur. Ces deux classes ne sont donc pas des équivalents, elles n'ont pas le même statut ontologique, le même pouvoir social, les mêmes possibilités, les mêmes ressources, les mêmes rôles. Il s'agit d'une relation profondément inégale et asymétrique, dont les termes ne peuvent pas être renversés ou échangés, comme les substances des deux classes respectives sont déterminées de façons radicalement différentes, par des positions opposées vis-à-vis du capital médiateur.

Ce rapport de classe fondamental permet d'expliquer la « *fundamental class division* » (Wright, 2009, p. 109) de toute formation sociale, le rapport de classe structurant sur lequel les autres s'arriment et par rapport auquel ils s'orientent. Il ne constitue donc pas l'entièreté de la structure de classe d'une communauté, mais simplement le rapport fondamental ou structurel en relation avec lequel les autres se développent. Au niveau théorique, le schéma de classe d'une formation sociale doit prendre cette relation entre possesseurs et non-possesseurs du capital médiateur comme fait fondamental, ayant une influence décisive sur le développement des autres rapports de classe. Cette idée

est intuitée par Marx à l'intérieur de ses pamphlets politiques, sans y être complètement théorisée. On peut la trouver en germe dans son ambivalence entre un modèle général à deux classes présenté dans le *Manifeste du parti communiste*, où il soutient que « la société se divise de plus en plus en deux vastes camps opposés, en deux classes ennemies : la Bourgeoisie et le Prolétariat » (Marx et Engels, 1895, p. 3), un modèle plus précis à trois classes utilisé dans le *Capital*, « les salariés, les capitalistes et les propriétaires fonciers constituent les trois grandes classes de la société moderne fondée sur le système capitaliste » (Marx, 1976, p. 796), et un modèle détaillé à cinq ou six classes mobilisé dans ses écrits politiques et historiques, où l'on peut trouver capitalistes, propriétaires terriens, petits bourgeois, paysans, prolétaires, *lumpenproletariat* et autres factions de classe ou coteries (Marx, 1969, 1974).

L'erreur serait de voir dans ces différents modèles des conceptions concurrentes ou contradictoires de la structure sociale, alors que dans ces oscillations et tâtonnements on peut trouver différents niveaux d'analyse et de théorisation du même phénomène. Ils sont tous adéquats, aucun n'est préférable ou plus développé qu'un autre, mais ils décrivent des aspects différents de la structure de classe d'une formation sociale. Le modèle à deux classes, capitalistes et prolétaires, décrit dans les termes de Marx la division fondamentale de classe de la société qu'il étudie, divisée entre une classe définie positivement par sa possession du capital médiateur, le capital économique, et une autre classe déterminée essentiellement négativement par sa non-possession du capital médiateur, et appauvrie en autres capitaux ou ressources sociales, « la bourgeoisie a dépouillé de leur auréole toutes les activités tenues jusqu'ici pour vénérables et considérées avec une piété mêlée de crainte. Elle a transformé le médecin, le juriste, le prêtre, le poète, l'homme de science, en salariés à ses gages » (Marx et Engels, 1998, p. 77).

2.4 Classes moyennes

Si les membres de la classe privilégiée, les détenteurs du capital médiateur, se trouvent déjà intégrés aux institutions articulant le flot de biens et services de la communauté, de par leur possession du capital qui régit leur opération, le reste des individus doit trouver un moyen de s'intégrer à ces institutions, d'y prendre part, afin de s'intégrer à la distribution institutionnelle du produit social, aux entités par lesquelles les ressources de la communauté sont distribuées et d'assurer ainsi leur accès à celles-ci. Du même coup, ils s'insèrent à l'intérieur du rapport de classe fondamental que ces institutions incarnent.

À partir de ce fait fondamental, de la structuration de la société en deux classes fondamentales et inégales, les individus qui ne font pas partie de la classe privilégiée, dont les membres se trouvent déjà intégrés au flot de biens et services, mais qui se retrouvent plutôt à l'intérieur de la classe subordonnée de ceux dépourvus du capital médiateur, doivent trouver un moyen d'accéder indirectement au flot de biens et services, de s'intégrer à la distribution institutionnelle des ressources de la communauté. Ils doivent trouver une place à l'intérieur des institutions et organisations qui articulent la distribution du produit social, et ce sans l'aide du capital médiateur, afin d'accéder aux ressources de la communauté et d'assurer leur reproduction. Sans le contrôle et l'accès privilégié au flot de biens et services conféré par le capital médiateur, les individus doivent se trouver une place le long du chemin emprunté par les ressources de la communauté, c'est-à-dire à l'intérieur du schéma tracé par l'ordre allocatif institutionnalisé.

Pour ce faire, ils doivent s'élever au sein de la classe subordonnée dans laquelle ils se retrouvent en raison de leur non-possession du capital médiateur, une détermination négative, pour s'intégrer aux institutions par lesquelles le flot de biens et services est acheminé. À cette fin, ils doivent mobiliser les ressources sociales à leur disposition,

leurs capitaux, et tenter de se faire, à l'aide de ceux-ci, une place à l'intérieur des institutions et organisations par lesquelles les ressources de la communauté sont distribuées, pour espérer en arracher une part. Toutefois, il ne leur est pas nécessaire d'obtenir le capital médiateur pour accéder au produit social, ils n'ont qu'à mobiliser leurs capitaux pour tenter de prendre place à l'intérieur des institutions et organisations qui articulent le flot préexistant de biens et services, qu'ils trouvent déjà-là devant eux. Par exemple, dans les sociétés capitalistes, les membres de la classe subordonnée n'ont pas besoin de capital économique pour assurer leur reproduction. Ils doivent plutôt s'adapter au terrain inégal créé par la dichotomie fondamentale entre possesseurs et non-possesseurs du capital économique médiateur, qui confère à ces premiers un plus grand pouvoir social sur l'allocation des ressources de la communauté, en mobilisant les autres capitaux à leur disposition pour trouver une place dans le flot de biens et services préexistant. Face à un ensemble d'institutions et d'organisations dont le fonctionnement est organisé à l'aide d'une ressource qui leur fait défaut, les non-possesseurs du capital médiateur doivent s'adapter et sont ainsi forcés de participer sur des termes inégaux, à un terrain tout aussi inégal. Ainsi, pour reprendre une analyse wébérienne, à l'intérieur d'une distribution institutionnelle du produit social « *life chances [are distributed] according to the resources that individuals bring to it* » (Breen, 2005). Ainsi, ils se trouvent obligés de mobiliser des ressources sociales, des capitaux, qui peuvent leur permettre de prendre place à l'intérieur des institutions et organisations par lesquelles le produit social s'achemine, et en arracher une part.

L'antagonisme entre la classe privilégiée et la classe subordonnée ayant été brièvement développé, il est maintenant possible d'analyser le processus par lequel certains individus s'élèvent au sein de la classe subordonnée, sans posséder le capital médiateur, c'est-à-dire le mécanisme par lequel ils trouvent une place entre ces deux classes fondamentales, comme classes moyennes, laissant derrière eux, au bas de la distribution, les membres moins fortunés de la classe subordonnée qui ne peuvent se hisser à ce rang. Ainsi, un sens analytique est attribué au concept de classe moyenne,

qui n'est pas entendu comme une notion résiduaire, mais qui est plutôt utilisé pour référer aux individus dotés de ressources sociales assez importantes, c'est-à-dire de pouvoir social, pour s'élever, entre la classe privilégiée des détenteurs du capital médiateur et les membres moins fortunés de la classe subordonnée, tout en restant en son sein. Ils trouvent donc une position moyenne, aussi bien en ce qui concerne leur position à l'intérieur des institutions qui assurent la distribution du produit social, qu'en ce qui concerne la part de celui-ci qui leur est cédée, sans le pouvoir et le contrôle des classes privilégiées, mais avec un pouvoir social plus grand que celui de ceux laissés derrière.

En mobilisant de cette façon les ressources qui se trouvent en leur possession dans le but d'arracher une place le long du flot de biens et services et une part de celui-ci, c'est-à-dire de s'intégrer à la distribution institutionnelle du produit social, les membres des classes moyennes abandonnent derrière eux ceux qui n'ont pas les ressources nécessaires, ou qui ne réussissent pas à les utiliser, les faire valoir, et qui sont condamnés à rester au bas de la classe subordonnée, dans une position et avec une récompense moins importante. Ils demeurent toutefois au sein de la classe subordonnée, comme ils sont incapables d'obtenir le capital médiateur qui leur permettrait de s'en échapper.

2.5 Rapports institutionnels inférieurs et supérieurs

Une distinction importante peut être introduite à cette étape-ci du travail, entre les rapports institutionnels supérieurs et les rapports institutionnels inférieurs. Il est nécessaire de préciser de prime abord qu'il ne s'agit pas d'institutions différentes, séparées, dont certaines seraient situées à un niveau supérieur et d'autres à un niveau inférieur. Ces rapports institutionnels cohabitent souvent à l'intérieur des mêmes institutions, affectant une formation sociale à différents niveaux, avec des effets foncièrement distincts. Il s'agit de deux niveaux auxquels les rapports institutionnels

peuvent opérer. Analytiquement, ils permettent de les différencier selon qu'ils participent à constituer l'ordre allocatif institutionnalisé en tant que tel, autant sa forme d'intégration que son capital médiateur, pour les rapports supérieurs, ou qu'ils se limitent à préciser ces premiers, à organiser les arrangements inférieurs qui ne touchent pas directement à l'ordre allocatif en tant que tel et à sa logique, pour les rapports inférieurs. Les institutions par lesquelles le flot de biens et services s'achemine et auxquelles les individus de la classe subordonnée doivent s'intégrer s'ils désirent y accéder, ne sont donc pas toutes constitutives de l'ordre allocatif et de sa logique, mais elles y participent toutes de près ou de loin, de manière directe ou indirecte, c'est-à-dire que le produit social est distribué à travers elles, qu'il s'achemine grâce à elles.

L'utilité de distinguer entre ces deux types de rapports institutionnels et leurs niveaux correspondants est de différencier entre ceux, supérieurs, qui participent à déterminer l'ordre allocatif institutionnalisé en tant que tel, qui en sont constitutifs, et ceux, inférieurs, qui précisent ses aspects non constitutifs à l'intérieur du cadre établi par les premiers. Ces rapports inférieurs précisent la distribution institutionnelle du produit social établie par les rapports supérieurs et règlent les aspects qui y échappent, sans pour autant déterminer sa logique. C'est donc le niveau qui s'offre aux agents pour modifier la distribution des ressources de la communauté entre ses membres, sans pour autant affecter son organisation générale et sa logique. Les classes sociales s'affrontent donc premièrement à ce niveau pour modifier et préciser les détails de la distribution prévalente du produit social en leur faveur, alors que les luttes et les conflits qui les opposent se cristallisent en compromis successifs, qui peuvent toujours être renégociés et modifiés à l'intérieur des limites d'un ordre allocatif, de ses rapports inférieurs, sans que celui-ci ne soit pour autant remis en question.

2.6 Distribution et pouvoir social

Le processus par lequel certains individus s'élèvent au sein de la classe subordonnée à l'aide des ressources sociales à leur disposition ayant été établi, la tâche qui se présente maintenant à l'analyse est celle de déterminer quelles ressources ont une importance assez grande pour servir à cette fin, afin de mieux comprendre le mécanisme en question. Il s'agit d'identifier quelles ressources peuvent permettre d'arracher une part du produit social, de trouver une récompense, à l'intérieur d'une distribution institutionnelle de celui-ci. Il est donc question d'identifier les ressources sur la base desquels la communauté discrimine entre ses membres pour distribuer inégalement les ressources disponibles entre eux. À cette fin, la théorie marxiste est de peu d'utilité :

In the first place, the foregoing theory assumes (without explanation) that the functional positioning of the economic actors within the productive unit – especially their positioning as manager versus managed or organizer versus organized, as in Marx's *German Ideology* – will bring with it a distribution of income among classes, defined accordingly to productive function or, perhaps more precisely, according to type of labour contributed. But it is difficult to see how this can happen, unless some system of property relations is specified; for there is no reason simply to assume that the distribution of people in different productive roles [...] will, in itself, determine a particular distribution of income. (Brenner, 1986, p. 44)

La théorie économique néoclassique qui postule la théorie de la productivité marginale, où « *the real wage of each type of labor is believed to measure its marginal product to society* » (Robinson, 1972, p. 9), échoue elle aussi à articuler une réponse satisfaisante au problème, car comme l'explique Joan Robinson :

The salary of a professor of economics measures his contribution to society and the wage of a garbage collector measures his contribution. Of course, this is a very comforting doctrine for professors of economics, but I fear that once more the argument is circular. There is not any measure of marginal products except the wages themselves. (Robinson, 1972, p. 9)

Ces deux critiques poussent l'analyse à confronter le fait qu'il est impossible de distinguer entièrement quelle part du produit social revient objectivement à un acte productif. Il est intenable de présumer être en mesure de déterminer adéquatement quel est le résultat matériel d'un acte productif, quelle part du produit d'un travail combiné revient à la contribution particulière d'un individu ayant participé à l'effort collectif. Pour reprendre les mots de Marx dans le « chapitre inédit » du Capital :

ce n'est plus le travailleur pris à part mais de plus en plus une capacité de travail socialement combinée qui fait effectivement fonctionner le procès global de travail, et que les diverses capacités de travail qui s'assemblent pour former la machine productive en son ensemble participent sous des modes très variés au procès immédiat de la marchandise – ou mieux ici : à la fabrication du produit, l'un travaillant davantage avec la main, l'autre davantage avec la tête, l'un comme directeur, ingénieur, spécialiste technique, etc., l'autre comme contremaître, le troisième comme travailleur manuel direct, ou même simple manoeuvre, ils deviennent de plus en plus des fonctions de la capacité de travail sous le concept immédiat du travail productif et ses porteurs sous celui des travailleurs productifs. (Marx, 2010, p. 212-213)

Aussitôt qu'un effort commun est fourni en vue de la production de biens et services, ceux-ci peuvent être considérés comme étant le résultat des efforts conjoints des acteurs impliqués, de leurs forces de travail entremêlées et indistinguables, combinées en un tout indécomposable et doté d'une nouvelle force productive *sui generis* :

à considérer le travailleur collectif en quoi consiste l'atelier, son activité combinée se réalise *materialiter* de façon immédiate en un produit collectif qui est en même temps une masse collective de marchandises, où il est parfaitement indifférent de savoir [la] fonction du travailleur pris à part, lequel n'est qu'un élément de ce travailleur collectif. (Marx, 2010, p. 213)

Il est impossible de différencier quelle partie du produit social revient objectivement à tel ou tel acteur ayant participé à l'effort, au sein d'une division sociale du travail, mais aussi quelle contribution doit être attribuée à la nature, au capital bâti ou aux savoirs hérités des générations passées. La décision d'attribuer une contribution

particulière à un facteur de production est toujours un choix normatif, arbitré d'une façon ou d'une autre, que ce soit pour déterminer le produit marginal « objectif » d'un participant, ou la contribution de la nature comme une « force naturelle gratuite » (Marx, 1976, p. 680).

Dans le but d'offrir une solution satisfaisante à la question posée et de sortir ainsi de la circularité qui marque la réponse la plus communément acceptée, il faut plutôt se tourner vers une conception institutionnaliste de la distribution du produit social, où celle-ci peut être entendue comme étant réglée selon le pouvoir social respectif des différentes classes sociales qui se le disputent. Cette conception sera empruntée à l'économie post-keynésienne, et plus précisément aux travaux de Michal Kalecki (Kalecki, 1968) et Joan Robinson (Robinson, 2013). Elle devra toutefois être dégagée du contexte institutionnel de l'économie capitaliste pour lequel elle a été développée, afin de lui accorder une portée plus universelle et permettre de généraliser certains de ses aspects pour les appliquer à l'analyse de toute distribution institutionnelle du produit social.

Au niveau le plus élémentaire, l'économie politique de Kalecki défend l'idée que « *income distribution is primarily a matter of degree of imperfect competition and, within it, the balance of power between actors* » (Giovannoni, 2014). De son côté, Robinson mobilise le concept d'*inflation barrier* pour expliquer comment le produit social d'une économie capitaliste est distribué entre les classes qui se le disputent. Pour faire simple, ce concept décrit le fait que :

Higher prices of consumption goods relatively to money-wage rates involve a lower real consumption by workers. There is a limit to the level to which real-wage rates can fall without setting up a pressure to raise money-wage rates. But a rise in money-wage rates increases money expenditure, so that the vicious spiral of money wages chasing prices sets in. (Robinson, 2013, p. 48)

Robinson décrit trois arrangements possibles des rapports de pouvoir entre les forces en présence, avec des conséquences très différentes. Le premier décrit une situation où « *the bargaining power of the workers is strong enough to enforce [...] an inflation barrier [...] at whatever level of real wages has been experienced recently, [...] so that it puts a ratchet behind any change in the level of real wages that actually occurs* » (Robinson, 2013, p. 49). Dans le deuxième cas, dans une économie où les travailleurs sont très peu organisés et qu'il existe une masse permanente de paysans sans terre et sans emploi vivant aux crochets de leurs familles, « *the inflation barrier is reached when the level of real wages is so low as to impair the efficiency of workers, so that employers themselves offer a rise in money wages to counteract a rise in prices* » (Robinson, 2013, p. 49). Finalement, dans le cas intermédiaire d'une économie industrielle moderne où « *the level of real wages is some way above the physiological minimum, while the bargaining power of workers is not strong [when] there is considerable unemployment, but very strong in a [reverse] situation. The inflation barrier operates only in full employment* » (Robinson, 2013, p. 49).

Il faut bien comprendre que ces concepts ne peuvent être utilisés directement que pour décrire des phénomènes qui se déroulent à l'intérieur du cadre institutionnel du capitalisme pour lequel ils ont été développés. Tenter de les appliquer littéralement à d'autres formations sociales constituerait une sérieuse erreur méthodologique, comme les institutions leur donnant validité y font défaut. Toutefois, le fondement théorique à la base des deux théories identifiées peut être récupéré et redéployé à l'intérieur d'une théorie générale des relations de distribution, une fois abstrait du contexte pour lequel il a été développé, proposant que l'économie « *is really the study of the process whereby surpluses are created in economies, how they are extracted, who gets them and what they do with them* » (Harcourt, 1986, cité dans Jo et Todorova, 2017, p. 34). C'est aussi l'idée à la base du présent travail, qui veut que le produit social d'une communauté humaine soit le résultat des efforts de l'ensemble des membres de cette communauté travaillant ensemble, et qu'aucune division naturelle du produit social ne

puisse donc être objectivement dérivée. Les théories qui proposent une telle solution doivent être entendues comme des positions normatives défendues par des acteurs intéressés (Robinson, 1972). Le produit social indéterminé d'une communauté est plutôt divisé suivant la balance de pouvoir existant entre ses différentes classes sociales, « *[which] leads back to the surplus approach of the classical political economists and Marx, where the distribution of the surplus is an exogenous aspect, determined by institutional and political factors* » (Martins, 2017, p. 46). Cette distribution est donc influencée par la structure institutionnelle à l'intérieur de laquelle se fait la distribution, qui peut augmenter ou réduire le pouvoir social des différentes classes en conflit, en modifiant la position objective à partir de laquelle ils peuvent négocier (Giovannoni, 2014). Dans le cas étudié par Kalecki et Robinson, cette structure institutionnelle est principalement affectée par le degré de compétition imparfaite et le niveau de syndicalisation des travailleurs, c'est-à-dire « *the social structure including the forces [...] which determine the distribution of the national income* » (Keynes, 2018, cité dans Giovannoni, 2014). Toutefois, chaque structure institutionnelle possède ses critères propres et historiquement spécifiques, qui doivent être identifiés selon l'ordre allocatif institutionnalisé en question.

Si les parts du produit social ne sont pas nécessairement distribuées selon les qualifications ou les contributions des acteurs impliqués et qu'aucun acte productif n'est intrinsèquement porteur d'une récompense déterminée, il est impératif d'identifier les ressources qui confèrent aux membres d'une communauté le pouvoir social nécessaire pour arracher une part du produit social et une place dans la distribution institutionnelle des ressources.

2.7 Capitaux

Cette approche s'inspire donc de la sociologie de Weber, selon qui « *the market distributes life chances according to the resources that individuals bring to it, and [...]*

recognizes that these resources could vary in a number of ways » (Breen, 2005, p. 32). Afin d'adapter cette notion au cadre théorique développé par le présent travail, qui s'appuie sur une compréhension des différentes sociétés humaines comme étant animées par diverses distributions institutionnelles de leur produit social, il est nécessaire d'élargir le champ d'application de cette idée au-delà du marché, auquel la confinait Weber (Weininger, 2005). Par conséquent, il peut être proposé que les chances de vie des individus sont distribuées selon les ressources que les individus sont capables de mobiliser pour arracher une part du produit social. Ce sont ces ressources qui sont récompensées et qui permettent d'obtenir une place à l'intérieur de la distribution institutionnelle du produit social de la communauté.

Ces ressources, qui ne peuvent pas être strictement entendues comme qualifications ou contributions, peuvent plutôt être analysées comme capitaux, dans le sens entendu par Pierre Bourdieu, c'est-à-dire comme « *the set of actually usable resources and powers* » (Bourdieu, 1979, p. 114, cité dans Weininger, 2005) mobilisés par les membres d'une communauté dans le but d'arracher une part avantageuse du produit social. Les capitaux sont ces ressources entrevues par Weber que les individus mobilisent à l'intérieur d'une distribution institutionnelle du produit social pour tirer une récompense.

Ces ressources, multiples et distribuées inégalement (Weininger, 2005), sont les mêmes que celles précédemment étudiées dans le cadre de l'analyse du capital médiateur. Selon Bourdieu, « *capital is accumulated labor (in its materialized form or its "incorporated," embodied form* » (Bourdieu, 1986), ce que le présent travail ne peut soutenir au regard du discrédit dans lequel est tombé la théorie de la valeur-travail (Robinson, 1967) (Böhm-Bawerk, 1966) en ce qui concerne le capital économique, et le peu de travail fourni pour hériter de nombreux capitaux patrimoniaux. La nécessité d'identifier une substance commune à ces différentes ressources sera rejetée par le

présent travail, préférant assumer l'hétérogénéité de ces diverses formes d'énergie sociale.

2.7.1 Une ressource relationnelle

Si ces ressources sociales ne partagent pas une substance commune, certainement pas le travail humain accumulé, il n'en demeure pas moins qu'elles possèdent des caractéristiques communes qui permettent de les regrouper sous le même concept. De ce point de vue, il est possible d'aborder le « double caractère » (Marx, 1993, p. 47) des capitaux afin de clarifier la façon par laquelle elles permettent aux agents « *to appropriate social energy* » (Bourdieu, 1986).

Le caractère premier des capitaux correspond à leur aspect relationnel ou intersubjectif mis de l'avant dans le premier chapitre du présent travail, c'est-à-dire leur conceptualisation comme relations sociales entre êtres-humains, ainsi qu'entre êtres-humains par rapport à des choses, plutôt que comme objets réifiés. Cette conception des capitaux qui met l'accent sur « *virtuosity, intersubjective social practice, offers a way out of the structure-agency problem without relapsing into either subjectivism or objectivism* » (King, 2000, p. 417). Son point de départ est la compréhension des agents sociaux comme « virtuoses » (Bourdieu, 2000, cité dans King, 2000), qui ne sont pas dominés « *by some abstract social principles but who know the script so well that they can elaborate and improvise upon the themes which it provides and in the light of their relations with others* » (King, 2000, p. 419). Dans cette rencontre entre agents animés d'un « sens du jeu » (Bourdieu, 1987, p. 79), dans cette reconnaissance intersubjective entre individus intéressés, se développe un ensemble de relations sociales qui donnent des droits par rapport à autrui et sur les choses, droits qui sont reconnus que dans le regard d'autrui et qu'on peut appeler capitaux, « *crucially, the "sense of the game" refers ultimately to a sense of one's relations with other individuals and what those individuals will regard as tolerable, given certain broadly shared but not definitive understanding* » (King, 2000, p. 419-420).

De ce point de vue, ces ressources sociales sont entièrement le résultat de relations de reconnaissance intersubjective. Dans cette intersubjectivité relationnelle, certaines relations entre êtres-humains se cristallisent, se fossilisent, en énergie sociale, ce qui donne à certains un pouvoir social sur autrui et sur les choses, au regard d'autrui. Ce pouvoir découle de la possibilité de mobiliser ces relations de reconnaissance, reconnaissance qu'autrui confère à un individu, sous une forme concentrée ou accumulée, pour imposer sa volonté dans le jeu social. Elles expliquent donc partiellement la « chance d'imposer, au sein d'une relation sociale, sa volonté propre, y compris contre ce qui lui résiste, et ce quels que soient les fondements de cette chance » (Weber, 2016, p. 159, cité dans Breen, 2005). Ainsi, plutôt que de trouver fondement dans une fonction ou une structure, les capitaux peuvent être expliqués comme pures relations sociales, à partir de la reconnaissance intersubjective des membres de toute communauté humaine. Les individus développent donc ces capitaux dans le but d'acquérir le pouvoir social nécessaire pour s'intégrer à la distribution institutionnelle du produit social et arracher une part de celui-ci.

2.7.2 Une ressource utile

Le second caractère des capitaux correspond à leur utilité à l'intérieur d'une distribution institutionnelle du produit social. Sans constituer des qualifications en tant que telles, capital économique, social, culturel et politique, contiennent tous une certaine utilité pour des façons données de produire et distribuer les richesses d'une communauté. Cette utilité confère elle aussi à ses détenteurs un pouvoir social qui leur permet de revendiquer une participation à la distribution institutionnelle du produit social, étant dotés de ressources qui peuvent être utiles à ce processus. La différence avec les approches néoclassiques est que cette ressource utile n'est pas récompensée à la hauteur du produit marginal de sa contribution, mais plutôt que cette utilité confère un pouvoir social à son détenteur, un pouvoir de commandement sur les choses de la

communauté, qui peut ensuite être utilisé dans la négociation ou le conflit social pour arracher une place le long du flot de biens et services et une part de celui-ci.

2.7.3 Le double caractère du pouvoir social

Ce double caractère des capitaux permet d'expliquer le pouvoir social qu'ils confèrent, ainsi que le fait que la distribution du produit social est « *something other than simple games of chance offering at every moment the possibility of a miracle* » (Bourdieu, 1986). Le capital est une « *vis insita, a force inscribed in subjective structures, but it is also a lex insita, the principle underlying the immanent regularities of the social world. It is what makes the games of society – not least the economic game* » (Bourdieu, 1986). Sa capacité explicative provient surtout du fait qu'il permet d'identifier la source relationnelle et utile du pouvoir social à l'intérieur d'une distribution institutionnelle du produit social, qui caractérise les sociétés humaines.

Les différentes formes historiquement spécifiques que peuvent prendre ces ordres allocatifs expliquent que certains capitaux peuvent être plus efficaces dans une formation sociale que dans une autre et que le pouvoir social qu'ils confèrent puisse varier, comme ils se déploient dans des contextes historiques hérités du passé où ils peuvent ne plus convenir au cadre institutionnel distributif et productif en vigueur, et donc ne pas générer le pouvoir social désiré. Cette efficacité variable des capitaux selon le contexte institutionnel dans lequel ils sont déployés permet de faire un premier lien avec l'aspect productif des ordres allocatifs, avec la structure productive, qui a été négligée jusqu'ici. Si les capitaux permettent de trouver une place dans la structure distributive d'une communauté, ils permettent aussi de se positionner à l'intérieur de son envers, la structure productive, et ils doivent donc être aussi adaptés à celle-ci afin d'assurer leur efficacité, que ce soit du point de vue relationnel ou utile. Autrement, les capitaux doivent être arrimés à la production de biens et services afin de trouver récompense, car c'est bel et bien dans une structure productive et distributive que se

retrouvent ses détenteurs, où ils doivent participer à la production et la distribution du flot de biens et services.

2.8 Modéliser les classes sociales

Cette compréhension agentielle et relationnelle des capitaux rend possible de proposer une conception de la structure de classe qui échappe aux modèles structuralistes et fonctionnalistes qui abondent dans la tradition marxiste (Olin Wright, 2005). Pour ce faire, le modèle développé par Bourdieu (Bourdieu, 1979) se prête particulièrement bien à la tâche, comme il utilise une multitude d'indicateurs pour identifier les capitaux possédés par les individus qui les positionnent à l'intérieur de la structure distributive. Dans son modèle simplifié à deux axes, « *the first (and most important) axis differentiates locations in the occupational system according to the total volume of capital [...] possessed by incumbents* » (Weininger, 2005, p. 88). C'est cet axe qui permet de distinguer entre les différentes classes sociales, selon où leurs membres s'y trouvent. Si Bourdieu différencie les positions de classe sur cet axe à l'aide du capital économique et culturel, c'est qu'ils sont ceux qui prédominent dans le cadre institutionnel historiquement spécifique qu'il étudie. L'analyse doit donc s'adapter aux capitaux pertinents pour la structure distributive de la société étudiée. Le second axe permet de différencier des factions de classe à l'intérieur des classes sociales précédemment établies (Weininger, 2005, p. 88). Selon Bourdieu, « *classes are divided internally according to the composition of the capital possessed by incumbents – that is, the relative preponderance of economic or cultural capitals within “the set of actually usable resources and powers”* » (Weininger, 2005, p. 88). Ainsi, le volume et la composition du capital sont considérés comme des dimensions continues, qui permettent d'analyser l'espace social et de décrire les différentes classes qui l'occupent.

2.8.1 Définir les classes sociales

Au-delà de la capacité descriptive de l'approche inaugurée par Bourdieu, la pertinence d'une analyse des classes sociales en termes de capitaux peut être expliquée qualitativement par le fait qu'ils permettent de rendre compte du pouvoir social des individus à l'intérieur d'une distribution institutionnelle des richesses d'une formation sociale, « *the different types of capital (or power, which amounts to the same thing* » (Bourdieu, 1986). Ce pouvoir social qui peut être exercé sur les choses de la communauté permet donc à ses détenteurs, qui cherchent à répondre à leurs besoins, d'obtenir une récompense au sein de cette distribution institutionnelle du produit social, d'en arracher une part. Les capitaux correspondent ainsi aux « ressources et pouvoirs » (Bourdieu, 1979, p. 128, cité dans Weininger, 2005) que les individus peuvent mobiliser dans cette situation pour arracher une position au sein des institutions qui articulent le flot de biens et services et une part de celui-ci. C'est ce qui explique la pertinence ou l'effectivité de cette catégorie aussi bien dans le conflit distributif que dans l'analyse. Elle permet de comprendre le conflit social qui se déroule à l'aide de ces ressources et qui organise la distribution du produit social.

Les classes sociales ne sont donc pas que question de capitaux, mais surtout de la manière par laquelle elles sont récompensées, qu'une part du produit social leur est cédée. Elles apparaissent donc lorsque différentes récompenses sont associées à divers capitaux, lorsqu'ils sont capables d'arracher différentes parts du produit social, ce qui est toujours le cas dans une distribution institutionnelle de celui-ci. La structure de classe est donc donnée par les capitaux qui sont récompensés, et qui se trouvent sur le premier axe horizontal de la modélisation de Bourdieu (Bourdieu, 1979, p. 140-141). Si certains capitaux ne sont pas récompensés dans une formation sociale particulière, ils peuvent donc être écartés de l'analyse, comme le fait Bourdieu pour les capitaux autres qu'économique et culturel, dans le cas qu'il étudie. Il est important de préciser qu'il ne s'agit pas d'une typologie en fonction du niveau de revenu, différentes classes

sociales peuvent obtenir un revenu similaire et retenir une classification séparée. Il est simplement nécessaire qu'une part du flot de biens et services soit arrachée par un individu à l'aide des capitaux en sa possession, pour qu'il soit classifié dans une classe sociale particulière sur la base de ceux-ci. Les classes sociales représentent ainsi différents ensembles de personnes qui ont droit à un ensemble de biens et services, c'est-à-dire à une récompense comparable, à l'aide d'un volume et d'une composition similaire de capitaux, ce qui explique que leurs membres partagent des motivations, espoirs et aspirations semblables.

Par conséquent, la division occupationnelle de la distribution institutionnelle du produit social implique que les positions en son sein « *are differentiated from – and thus related to – one another in terms of theoretically meaningful factors* » (Weininger, 2005, p. 87), ici le pouvoir social conféré par les capitaux, qui font de la structure de classe plus qu'une réalité descriptive parmi d'autres, c'est-à-dire « *a structure of objective positions – that is, locations which are “occupied” by individuals, but which exist as a “quasi reality” independently of them* » (Bourdieu et Wacquant, 1992, p. 27, cité dans Weininger, 2005). Cette quasi-réalité composée de positions objectives, différenciées et reliées entre elles sur la base de la composition et du volume des capitaux de leurs occupants, permet de cartographier l'espace social à l'aide de facteurs réellement existants, les capitaux, qui se posent comme conditions et limites de l'agir social des acteurs, comme conditions de vie ou de classe (Weininger, 2005, p. 89).

Parallèlement, à l'aide de la sociologie politique de Max Weber, il est possible d'expliquer cette structure objective comme le résultat d'une lutte sociale qui « *group together individuals possessing the same or similar assets* » (Breen, 2005, p. 35), qu'ils mobilisent dans le conflit social ou avec lesquels ils font société, et grâce auxquels ils obtiennent une récompense à l'intérieur d'une distribution institutionnelle des richesses de la communauté. Il s'agit donc, comme il a précédemment été mentionné, d'une extension d'un concept circonscrit par Weber au marché, à toute distribution

institutionnelle du produit social, où les capitaux des membres d'une communauté sont récompensés, ce qui rend le concept opérant. Les différences dans les positions sociales des individus se développent ainsi, « *on the basis of differences in the possession of [distribution]-relevant assets* » (Breen, 2005, p. 35). La part du produit social qui est cédée à un à individu dans sa distribution institutionnelle, plutôt que dans le marché, correspond de ce fait « *to an occupation's sources and levels of income, its associated conditions of employment, degree of economic security, and chances, for its holders of economics advancement* » (Breen, 2005, p. 35). Ces positions regroupées entre elles correspondent à un ensemble de positions structurelles qui peuvent être considérées comme des classes sociales.

2.9 Récompenser les capitaux

Si la présente analyse a su éviter le déterminisme injustifié des approches qui postulent une récompense objective pour les individus en fonction de leur produit marginal ou de la position qu'ils occupent dans les rapports de propriété, elle doit éviter le même essentialisme en ce qui concerne les ressources qu'elle a identifiées comme obtenant une récompense dans une distribution institutionnelle du produit social, c'est-à-dire les capitaux ou le pouvoir social qu'ils confèrent. Ceux-ci ne contiennent donc pas une récompense intrinsèque ou objective, la part du produit social qu'ils permettent d'arracher n'est pas non plus déterminée d'avance par la forme d'intégration ou le capital médiateur, c'est-à-dire par l'ordre allocatif, elle est plutôt le résultat des conflits passés et présents entre les classes sociales, marqués par l'imprévisibilité historique, et enchâssés dans les rapports institutionnels.

Il y a donc un conflit social négligé pour décider de la récompense à attacher aux différents types de capitaux et au capital médiateur. Les classes sociales et leurs membres se trouvent dans une structure distributive et productive héritée du passé, à l'intérieur de laquelle ils doivent mobiliser les capitaux à leur disposition pour affirmer

leur pouvoir social et arracher ainsi une récompense qui est contingente, non prédéfinie et historiquement indéterminée. C'est le résultat de ces conflits sociaux qui fixe la récompense à attacher aux différents types de capitaux, quelle part du produit social céder à qui, à travers luttes et compromis, qui se déroulent sur fond de récompenses historiques, arbitrages passés, rapports institutionnels précédents et organisations du travail préexistantes. Ainsi, différentes récompenses contingentes sont attribuées aux capitaux, tout en prenant en compte les conditions matérielles spécifiques du moment, par exemple les besoins actuels de la structure productive, le rapport de l'offre et de la demande, ou les conditions géographiques et naturelles, qui rendent certains capitaux plus opérants que d'autres, c'est-à-dire au pouvoir social plus ou moins efficace pour aller chercher une récompense plus ou moins grande.

2.10 Validation symbolique

Le refus d'identifier strictement les classes sociales à des positions objectives à l'intérieur d'ensembles de relations sociales de production (Olin Wright, 2005), de relations sociales de propriété (Brenner, 2012) ou même de rapports de domination (Castoriadis, 1979), afin de mettre de l'avant une compréhension des classes sociales comme des ensembles d'individus dotés d'un volume et d'une composition similaire de capitaux (Bourdieu, 1979), qui sont ensuite regroupés dans des positions objectives à l'aide de ceux-ci, implique que tous les individus détenant ces assortiments similaires de capitaux font partie de la même classe, que leurs ressources soient effectivement utilisées et qu'ils occupent une position occupationnelle correspondant à leurs capitaux ou non. Du moment que des individus possèdent un ensemble similaire de capitaux, ou de « ressources et [...] pouvoirs effectivement utilisables » (Bourdieu, 1979, p. 128), même s'ils ne sont pas effectivement reconnus à travers l'obtention d'une part du produit social correspondant au niveau communément accepté de récompense de ceux-ci, leurs détenteurs font partie de la même classe sociale. Ceci s'explique par le fait que

les classes sociales sont définies par leurs niveaux et compositions de capitaux et non leurs revenus.

Cette utilisation réussie des capitaux correspond à leur reconnaissance symbolique par la communauté, à travers leur récompense et valorisation au niveau courant, c'est-à-dire leur redoublement comme « *symbolic capital, that is to say capital – in whatever form – insofar as it is represented, i.e., apprehended symbolically, in a relationship of knowledge or, more precisely, of misrecognition and recognition* » (Bourdieu, 1986). Cette reconnaissance peut aussi être entendue comme acquisition d'honneur, « *when differences of [...] capital are misperceived as differences of honor, they function as what Bourdieu calls symbolic capital [...]. This function can be understood as a “legitimizing theatricalization which always accompanies the exercise of power,”* » (Weininger, 2005, p. 101).

Les capitaux permettent ainsi de grouper les individus en classes sociales même s'ils ne sont pas effectivement utilisés, étant donné que du moment qu'ils sont effectivement possédés, ils permettent d'identifier les espoirs, désirs et attentes de leurs détenteurs, c'est-à-dire qu'ils expliquent ce qu'il leur est légitimement rationnel d'espérer, leurs « *chances de vie* » (Weber, 1995, p. 75). Étant donné qu'ils influencent leur agir social, « *we may speak of a “class” when a number of people have in common a specific causal component of their life chances (Lebenschancen), insofar as this component is represented exclusively by economic interests in the possession of goods and opportunities for income* » (Weber, 1999, p. 84). Si ces composantes causales de leurs chances de vie sont les capitaux et les pouvoirs sociaux y correspondant, « *it might therefore seem reasonable to define classes in terms of such causal components of life chances* » (Breen, 2005, p. 35), et ce même si les capitaux ne sont pas effectivement utilisés, comme « *for many reasons there is not a deterministic relationship between resources that individuals bring to the market and what they receive in return* » (Breen, 2005, p. 35). Les individus doivent donc arracher la part du produit social qui leur est

cedée à l'aide du pouvoir social qui leur est conféré par leurs capitaux, sans garantie préalable d'obtenir une récompense. Tout se décide dans le jeu social, dans le conflit entre détenteurs de capitaux.

2.11 Les classes inférieures

L'analyse développée jusqu'ici a permis de mettre en lumière le processus par lequel les détenteurs de capitaux s'élèvent au sein de la classe subordonnée pour arracher une part du produit social en s'emparant d'une position occupationnelle le long du flot de biens et services, dans les institutions qui l'organisent, se logeant ainsi au sein des classes moyennes, toujours à l'intérieur de la classe subordonnée, et entre les membres de la classe privilégiée et ceux restés au bas de la classe subordonnée. Ils se trouvent donc positionnés entre les deux pôles opposés des classes fondamentales. Celles-ci doivent bien entendu être conçues comme des idéaux-types, dont Marx esquisse une conceptualisation à travers l'analyse de leurs manifestations dans son contexte historique spécifique : « la société se divise de plus en plus en deux vastes camps opposés, en deux classes ennemies : la Bourgeoisie et le Prolétariat » (Marx et Engels, 1895, p. 3). Celles-ci correspondent respectivement à la classe privilégiée des détenteurs du capital médiateur et à la classe subordonnée, instanciant les idéaux-types des classes fondamentales utilisés par Marx pour expliquer l'aspect premier de la structure de classe de son époque.

Ces idéaux-types proposent de comprendre la séparation structurelle de la société en deux classes fondamentales, une qui possède le capital médiateur qui donne un contrôle et un accès privilégiés au produit social et qui régule sa distribution générale, et l'autre sans capital médiateur, sans accès privilégié au produit social, qui doit trouver d'autres moyens d'y accéder. Marx développe inutilement une version forte de l'argument au cours de son analyse du capitalisme, où il propose que les deux classes fondamentales deviennent effectivement les deux seules classes de l'ordre allocatif, considérant que

la bourgeoisie aurait « simplifié les antagonismes de classe » (Marx et Engels, 1895, p. 3). De ce fait, il rompt avec ses analyses antérieures où il porte une attention particulière aux classes moyennes et à la complexité des différentes structures de classe :

Dans les premières époques historiques, nous constatons presque partout une division hiérarchique de la société, une échelle graduée de positions sociales. Dans la Rome antique, nous trouvons des patriciens, des chevaliers, des plébéiens et des esclaves ; au moyen âge, des seigneurs, des vassaux, des maîtres, des compagnons, des serfs ; et dans chacune de ces classes, des gradations spéciales. (Marx et Engels, 1895, p. 3)

Afin de démontrer sa thèse, Marx soutient, premièrement, qu'au sein du capitalisme a lieu l'extinction des classes moyennes :

Les anciennes petites classes moyennes, petits industriels, petits commerçants, petits rentiers, artisans et paysans, toutes ces classes tombent dans le prolétariat, soit que leur petit capital ne suffit pas pour pratiquer la grande industrie et succombe à la concurrence des capitalistes mieux pourvus, soit que leur habileté soit dépréciée par des méthodes de production nouvelles. Aussi le prolétariat se recrute-t-il dans toutes les classes de la population. (Marx et Engels, 1998, p. 83)

Deuxièmement, il propose que la classe subordonnée ne soit pas simplement dépourvue du capital médiateur, mais qu'elle soit complètement déqualifiée, c'est-à-dire sans capitaux à mobiliser ou autre ressource à utiliser, outre sa force de travail :

Tout l'ensemble de connaissances, de clairvoyance et de volonté que le paysan ou l'artisan indépendants peuvent développer, y compris à petite échelle, un peu comme le sauvage [sic] exerce tout art de la guerre à la façon d'une ruse personnelle, tout cela n'est plus maintenant requis que pour le tout de l'atelier. L'échelle des potentialités spirituelles de la production s'agrandit d'un côté parce que de beaucoup d'autres côtés elles disparaissent. Ce que les travailleurs partiels perdent se concentre face à eux, dans le capital. (Marx, 1993, p. 406)

Si la classe privilégiée correspond effectivement à la classe qui détient le capital médiateur dans tout ordre allocatif institutionnalisé, force est de constater que la version forte de l'argument proposée par Marx n'est pas justifiée au regard de la permanence des classes moyennes, et des membres de la classe subordonnée qui ne sont jamais complètement déqualifiés ou dépossédés de capitaux, comme il prévoyait que ce serait le cas pour la première fois de l'histoire des sociétés de classes avec l'ordre allocatif capitaliste.

Ces considérations imposent de réviser la version forte de l'argument proposée par Marx, afin de mieux comprendre la structure de classe de l'ordre allocatif capitaliste à l'aide des idéaux-types des classes fondamentales, qui se divisent en la classe privilégiée des détenteurs du capital médiateur, et en la classe subordonnée de ceux qui en sont dépourvus. Cette deuxième classe ne se résume donc pas aux classes inférieures comme le suggérait Marx, étant donné qu'elle contient toutes les classes à qui le capital médiateur fait défaut. En son sein se trouvent les classes moyennes, dont les membres possèdent un volume et une composition assez importante de capitaux pour mobiliser le pouvoir social nécessaire afin de s'élever au-dessus des classes inférieures, mais à qui le capital médiateur fait défaut, les empêchant de se hisser jusqu'à la classe privilégiée. Finalement, les classes inférieures restent au bas de la distribution, avec une quantité et une variété de capitaux trop faibles pour s'élever vers les classes moyennes. Toutefois, leurs membres ne sont jamais complètement déqualifiés, totalement dépourvus de capitaux. Ils possèdent ces ressources sociales dans une variété et une composition qui leur permet de s'intégrer à la distribution institutionnelle du produit social, aux institutions et organisations par lesquelles il est acheminé, et d'en retirer une part, mais sans jamais leur conférer le pouvoir social nécessaire pour dicter les termes sur lesquels ils y participent, pour parvenir aux classes moyennes. Ils doivent donc s'intégrer au terrain inégal qu'ils trouvent déjà-là devant eux, sur des termes dictés par ceux qui possèdent un plus grand pouvoir social et qui s'y trouvent déjà intégrés, les membres de la classe privilégiée et des classes moyennes. La distribution

institutionnelle qu'ils trouvent devant eux et à laquelle ils doivent s'intégrer pour assurer leur reproduction est donc doublement déterminée, premièrement par la médiation qui émane de la sphère sociétale, et deuxièmement par les termes inégaux qui leur sont imposés pour y accéder par les classes sociales qui y sont déjà intégrées, dotées d'un plus grand pouvoir social. S'ils possèdent des capitaux qu'ils peuvent mobiliser pour accéder au produit social, leur dotation est trop faible pour leur permettre de s'élever jusqu'aux classes moyennes, et ils restent donc au bas de la distribution dans une position correspondant au pouvoir social qu'ils peuvent mobiliser. La typologie des classes sociales proposée est résumée dans la figure 2.1.

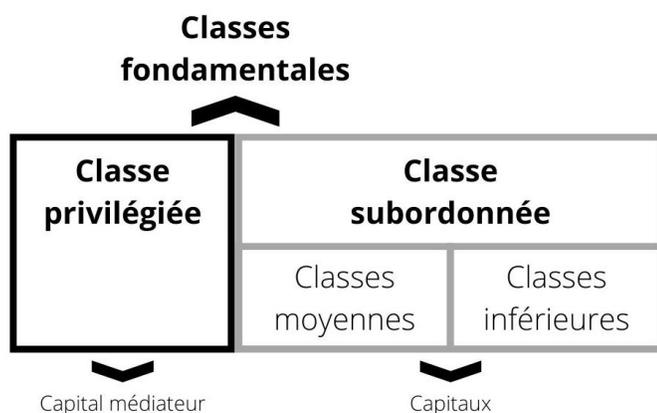


Figure 2.1 Schématisation de la structure de classe

Il y a donc deux asymétries principales qui marquent cette structure de classe, la première entre la classe privilégiée et la classe subordonnée, entre les détenteurs du capital médiateur et ceux à qui il échappe. La seconde, à l'intérieur de la classe subordonnée, entre les classes moyennes qui possèdent un volume et une composition importante de capitaux, et les classes inférieures, dont la dotation en capitaux est moins importante. Ces deux asymétries structurelles organisent les rapports de classe et le conflit social dans l'ordre allocatif capitaliste, où elles constituent un fait fondamental indissoluble avec lequel les acteurs doivent se réconcilier.

2.12 La domination

La théorie des relations de distribution qui a été développée dans le présent travail est très certainement une théorie des classes sociales, mais elle est surtout une conception de l'ordre social comme étant négocié entre des partis fondamentalement inégaux. C'est donc une théorie de l'inégalité intrinsèque qui marque les rapports entre les différentes classes sociales engagées dans le conflit distributif pour l'accès au produit social d'une communauté.

Cette inégalité inhérente aux rapports de classes peut être partiellement expliquée par les deux asymétries précédemment identifiées, qui fondent la domination des possesseurs du capital médiateur sur les non-possesseurs, et la domination des possesseurs de capitaux sur les non-possesseurs. Il faut entendre le terme de domination dans le sens que lui donne Weber, comme « *Herrschaft*, la chance de trouver pour un commandement de contenu déterminé des personnes données qui lui obéissent » (Weber, 2016, p. 159), et ce en relation avec son inverse, la « discipline, la chance, pour un commandement donné, d'obtenir l'obéissance prompte, automatique et mécanique d'un nombre défini de personnes en vertu d'une (dis)position acquise » (Weber, 2016, p. 159-160).

À l'intérieur d'un ordre allocatif institutionnalisé la possession du capital médiateur offre donc à ses détenteurs un plus grand pouvoir social qui peut être mobilisé pour réécrire les règles du jeu, modifier les rapports institutionnels, ou pour intervenir dans tout autre processus permettant d'influencer la distribution des ressources de la communauté. Quant aux capitaux, ils permettent à leurs détenteurs de déployer un pouvoir social qui peut être utilisé pour s'intégrer au flot de bien et service, mais aussi pour modifier son fonctionnement et sa distribution à l'intérieur des balises établies par l'ordre allocatif institutionnalisé. Plus encore, ce sont des ressources qui peuvent être mobilisées pour affecter toutes les facettes d'une distribution institutionnelle du produit

social, ce qui explique que leurs possesseurs se trouvent en position de domination par rapport à leurs non-possesseurs.

Il ne s'agit donc pas d'une domination de classe en termes marxistes, où la classe dominante impose sa volonté sur les autres, étant donné que « l'État est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre; c'est la création d'un "ordre" qui légalise et affermit cette oppression en modérant le conflit de classes » (Lénine, 1936, p. 8). Il s'agit plutôt d'une domination qui redonne toute sa liberté aux acteurs et aux classes sociales qui s'affrontent dans le conflit distributif, il est vrai sur un terrain fondamentalement inégal en raison des asymétries mentionnées, mais qui laisse tout de même la place à la contingence et l'imprévisibilité du conflit social, étant donné qu'elle mobilise une conception du pouvoir social comme « puissance (*Macht*) [, qui] signifie toute chance d'imposer, au sein d'une relation sociale, sa volonté propre, y compris contre ce qui lui résiste, et ce quels que soient les fondements de cette chance » (Weber, 2016, p. 159). Les acteurs dotés d'une puissance sociale importante ne peuvent donc pas imposer directement leur volonté à l'ensemble de la formation sociale, ils ont simplement plus d'outils et de ressources à mobiliser dans le conflit distributif, dont l'issue reste toujours à décider.

De la même façon, l'arrangement social qui se dégage de ce conflit n'est pas non plus la conséquence directe de la volonté des acteurs dominants, mais plutôt le résultat d'un compromis entre les classes en présence, qui est atteint sur des termes inégaux et un terrain qui donne plus de pouvoir social à certains agents, et ce même si le compromis rejoint doit ultimement être en mesure d'aller chercher l'assentiment tacite des participants afin qu'il puisse perdurer durablement.

Finalement, la domination exercée par les classes dotées d'un pouvoir social important ne doit pas être mécomprise pour de l'exploitation, qu'elles imposeraient aux classes inférieures. L'absence d'une mesure absolue permettant de mesurer les contributions

objectives des différents participants, à l'aide du produit marginal ou de la position dans les rapports de propriété, force l'analyse à écarter ce concept qui trahi une position normative. La domination des classes privilégiées et moyennes leur permet de s'approprier une plus grande part du produit social que les classes inférieures, mais celui-ci est toujours le résultat des efforts de la communauté dans son ensemble, incluant ceux des classes dominantes. La distribution des ressources de la communauté échappe donc aux règles transcendantes de l'économie marxiste ou néoclassique, pour être toujours le résultat de compromis contingents, négociés et arbitrés, entre des classes sociales aux pouvoirs sociaux foncièrement inégaux, qui s'affrontent dans un conflit social toujours en évolution.

CHAPITRE III

DISTRIBUTION, PRODUCTION ET APPROVISIONNEMENT

Le troisième chapitre propose de théoriser l'importance explicative qui a été accordée à l'aspect distributif d'un ordre allocatif institutionnalisé par la primauté de la lutte des classes, en s'inspirant du marxisme politique. Par la suite, il sera question d'explorer l'envers de la distribution, la production, afin d'expliquer comment ces deux dimensions sont interreliées et constituent les deux faces d'un même processus d'acheminement du flot de biens et services d'une communauté, conceptualisé à l'aide de la notion de structure d'approvisionnement, empruntée à l'économie hétérodoxe. Parallèlement, le capitalisme sera pris en exemple afin d'illustrer les différentes institutions constitutives d'une telle structure et les divers concepts mobilisés.

3.1 La production oubliée ?

Le présent travail a dépensé la majeure partie de son énergie à stresser l'importance de réfléchir premièrement en termes de distribution, comme moteur de l'évolution des sociétés, mettant intentionnellement de côté la production de façon temporaire. L'accent a été mis sur cet aspect important de ce qui n'est qu'un même processus social, afin de faire lumière sur ce qui a été un élément cruellement négligé par la tradition marxiste qui inspire l'analyse en cours. Les marxistes orthodoxes ont préféré accorder une importance disproportionnée à la production comme facteur historique déterminant (Wood, 1981), causalement quasi unique. Il est maintenant temps de s'intéresser à la

production, comme envers de la distribution, afin de lui accorder la place ou l'importance mesurée qui lui revient dans l'étude des sociétés humaines. Pour ce faire, on peut s'inspirer de la sociologie des institutions développée par Wolfgang Streeck et Kathleen Thelen (Streeck et Thelen, 2005) (Streeck, 2011) (Streeck, 2018).

3.2 Distribuer avant de produire

Il faut d'abord avoir en tête l'idée qu'une communauté humaine commence par distribuer ses ressources, c'est-à-dire par déterminer, « *who has access to what sorts of things and under what conditions* » (Graeber, 2014, p. 95), avant d'ensuite s'assurer de produire et de distribuer ces biens et services, c'est-à-dire d'*approvisionner* (Jo et Todorova, 2017) la communauté à l'aide de ceux-ci, ou de les acheminer à travers ses institutions et organisations constituantes. Cette idée de distribuer en premier, et d'ensuite produire les biens alloués, ou ce qui n'est que la même chose, la primauté de la distribution sur la production, traduit une idée similaire à celle qui peut être retrouvée dans la tradition marxiste dont s'inspire le présent travail, que ce soit chez Althusser avec la primauté des rapports de production (Althusser, 2011), ou avec le marxisme politique de Brenner et Wood qui réserve « *a determinative primacy to class struggle* » (Wood, 2016, p. 108). Dans tous ces exemples, la primauté accordée aux rapports sociaux se traduit par la mise à l'avant des rapports de classe et des conflits distributifs qu'ils impliquent pour l'accès au produit social. Le cadre théorique ici développé propose d'analyser ce conflit et de donner forme à cette primauté du conflit social à travers l'idée que les membres d'une communauté distribuent leurs biens et services avant de les produire, c'est-à-dire qu'ils s'arrachent le produit social, qu'ils se disputent les places de choix dans la structure distributive avant de se retrouver devant l'obligation de devoir produire les biens et services distribués. Ce caractère premier de la distribution par rapport à la production, ou ce qui n'est que la même chose; la préséance du conflit social, peut être illustrée par la situation des participants les moins favorisés au conflit distributif qui se retrouvent derniers dans la distribution du produit

social, sans contrôle et accès privilégié à celui-ci, ou pouvoir social d'importance à mobiliser, et ce malgré leur centralité à sa production, que ce soit le serf qui se meurt de faim en raison des charges excessives (Aston et Philpin, 1985), ou l'ouvrier qui se voit partiellement dépossédé de sa propre création (Marx, 1972c). Les rapports distributifs sont donc premiers, dans le sens qu'ils constituent le foyer du conflit social qui pousse à l'évolution et à la transformation de la communauté, en assignant en premier à certains des droits sur le produit social, c'est-à-dire en attribuant à telle ou telle personne des droits de consommation sur les ressources de la communauté, qui doit ensuite s'évertuer à les produire. Cette attribution de droits sur le produit social, suivie d'un effort productif visant à respecter ces promesses de consommation offertes par la communauté doit être entendue comme un conflit social porteur d'une dynamique, d'une persévérance qui anime les sociétés humaines.

3.3 Distribuer c'est produire

Bien entendu, en dessous de la distribution des biens et services se cache la production de ceux-ci, comme les biens et services distribués doivent être produits. Si une communauté distribue avant de produire, et que la distribution appelle à la production, il peut être dit que distribuer c'est produire, comme l'attribution de droits de consommation appelle à la satisfaction de ces promesses. Cette adéquation entre distribution et production, qui ne sont que deux facettes inséparables d'un même processus social, implique de comprendre que tout acte distributif est un acte productif, que tout effort de distribution en est aussi un de production. Ceci implique de rejeter la distinction proposée par l'économie classique entre travail productif et improductif, comme l'ont suggéré les marginalistes avant que leur proposition ne soit adoptée par la discipline économique (Brooks *et al.*, 1990, p. 419).

Ainsi, comme la terminologie marxiste ne va pas de soi, qu'il n'y a pas d'un côté une base productive, lieu de travail productif, et de l'autre une superstructure distributive,

lieu de travail improductif, sur laquelle elle s'élèverait (Marx, 1972a), il est nécessaire de dépasser cette séparation artificielle pour réfléchir les deux aspects décrits par cette terminologie erronée comme étant interconnectés et représentant deux reflets de la même réalité. Pour ce faire, il est nécessaire de se doter de quelques définitions, qui permettront de déployer un cadre d'analyse cohérent avec la proposition voulant que distribuer c'est produire, c'est-à-dire que tout travail est productif.

Dans le but de donner forme à la nécessité de réfléchir communément à la production et la distribution, il sera question d'approvisionnement, afin de décrire correctement l'effort exercé pour acheminer les biens et services d'une communauté le long de ses institutions, selon les modalités précisées par l'ordre allocatif. Parallèlement, il sera question de *structure productive* pour désigner cette même structure considérée du point de vue productif, c'est-à-dire en ce qui concerne l'ensemble de ses positions occupationnelles ou productives, alors qu'il sera question de *structure distributive* pour désigner cette même structure du point de vue distributif, c'est-à-dire en ce qui concerne la distribution du produit social qu'elle génère ou les récompenses qu'elle confère aux individus.

3.4 Ontologie de l'ordre allocatif institutionnalisé

Avant de poursuivre cette analyse inspirée de l'économie politique institutionnaliste, il est important de préciser le statut ontologique du concept clé développé dans le dernier chapitre, l'ordre allocatif institutionnalisé, afin de préciser qu'il ne s'agit pas lui-même d'une institution, mais plutôt d'un idéal-type obtenu par la réification méthodologique de ses institutions constitutives, « *i.e. an institutionalized social order, much like the Weberian 'ideal type' [which] presents a simplified, abstracted image of the world that is not necessarily disproven by the fact that it does not include everything that exists in it. What matters is that it captures what is essential* » (Streeck, 2011, p. 140). Ainsi, un ordre allocatif institutionnalisé n'est qu'un idéal-type décrivant ce que Karl Polanyi a

appelé un « *instituted process* » (Polanyi, 2001), qui doit s'incarner dans un ensemble d'institutions constitutives, par exemple « *capitalism, being a specific kind of economy, must be based in an institutionalized social order by and into which it is formed and organized* » (Streeck, 2018, p. 5). Ainsi, toute liste de traits ou d'institutions caractéristiques d'un ordre allocatif « *may be read as a heuristic, as an ideal type, or as a model, depending on how one wants to use it* » (Streeck, 2011, p. 161).

3.5 Institutions comme régimes

Avant de s'intéresser aux institutions qui composent un ordre allocatif, et plus largement un ordre social institutionnalisé pour reprendre la terminologie de Streeck et Thelen, il est nécessaire de développer une théorie des institutions comme régimes :

To us the closest general concept for the kind of institution in whose dynamics of change we are interested is that of a social regime. By regime we mean a set of rules stipulating expected behavior and 'ruling out' behavior deemed to be undesirable. A regime is legitimate in the sense and to the extent that the expectations it represents are enforced by the society in which it is embedded. Regimes involve rule makers and rule takers, the former setting and modifying, often in conflict and competition, the rules with which the latter are expected to comply. In the limiting case, rule makers and rule takers are identical; in any case, relations and interactions between the two are crucial for the content and the evolution of the regime as such. (Streeck et Thelen, 2005, p. 12-13)

De cette façon, une institution peut être analysée comme se divisant entre *rule makers* qui gouvernent le comportement de *rule takers*, en générant et imposant un ordre normatif sanctionné par la communauté en général (Streeck, 2011, p. 141). Ainsi, « *the concept distinguishes not just between makers and takers of rules, but also between institutions as social structures and the actors they constrain and enable, as well as between the norms of behavior and actors' compliance with them* » (Streeck, 2011, p. 141).

En tant que mécanisme d'imposition de règles sur le comportement des acteurs, une institution peut être schématisée à l'aide de la figure 3.1, qui permet d'illustrer les propriétés principales d'une institution considérée comme un régime : « *embedded in a societal context of supportive third parties that makes for institutional legitimacy, we locate our ideal-typical distinction between rule makers (or institutional designers) and rule takers* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 13-14).

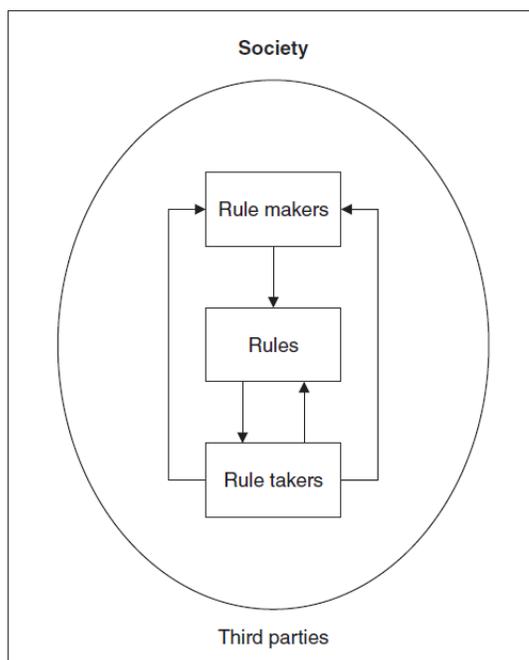


Figure 3.1 « *Institutions as regimes* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 13)

3.6 Détenteurs du capital médiateur comme *rule makers*

Réfléchir aux institutions en tant que régimes permet d'opérationnaliser le cadre théorique développé dans les chapitres précédents, comme « *[it] makes them eminently accessible to empirical research as it translates institutional relations into relations between identifiable social actors* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 13). Pour ce faire, il

est nécessaire de faire le pont entre les deux approches développées, ce qui peut être facilement accompli du moment que les détenteurs du capital médiateur sont considérés comme *rule makers*.

Il faut se rappeler que la distribution du produit social se déroule sur un terrain inégal, où certains individus ont plus de capitaux et donc de pouvoir social que d'autres. Ces capitaux leur permettent de se positionner en tant que *rule makers* à l'intérieur d'institutions essentielles à la constitution de la logique d'un ordre allocatif, et d'ainsi construire un monde où un de leurs capitaux en vient à servir comme capital médiateur. De ce point de vue, *rule makers* et détenteurs du capital médiateur sont équivalents, ce sont deux façons de décrire une classe d'acteurs possédant un pouvoir social disproportionné dans l'acheminement du produit social ou l'approvisionnement en biens et services. Toutefois, ils sont *rule makers* avant d'être détenteurs du capital médiateur, comme c'est par l'établissement de certaines règles qu'un capital particulier peut être institutionnalisé comme capital médiateur. C'est en tant que *rule makers* que ces individus peuvent mobiliser le pouvoir social nécessaire pour articuler les règles des institutions à l'intérieur desquelles ils sont positionnés pour qu'elles puissent leur assurer un contrôle et un accès privilégiés au flot de biens et services, en tant que classe des détenteurs du capital médiateur.

Si l'ordre allocatif n'est pas une institution en lui-même, mais plutôt un « *instituted process* » (Polanyi, 2001) qui est l'expression d'un ensemble d'institutions constitutives ou d'un « *cluster of institutions* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 5) desquels il se dégage, il faut entendre les détenteurs du capital médiateur comme *rule makers* dans ces institutions essentielles à la constitution de l'ordre allocatif, c'est-à-dire au sein des institutions qui l'incarnent, qui l'institutionnalisent. Les détenteurs du capital médiateur sont donc *rule makers* dans les institutions de base qui constituent ou structurent un ordre allocatif, dans l'ensemble des institutions nécessaires à la construction ou au maintien de sa logique. Uniquement de cette façon leur est-il

possible d'articuler un ensemble de règles leur donnant un contrôle et un accès privilégiés au produit social de la communauté sur la base d'un capital en leur possession. Ces règles permettent donc aux détenteurs du capital médiateur d'accéder aux biens et services auxquels un droit leur a été conféré en vertu du pouvoir social qu'ils ont été en mesure de mobiliser à l'intérieur du conflit distributif analysé au chapitre précédent.

C'est de ce terrain institutionnel inégal, que les détenteurs du capital médiateur ne contrôlent pas, mais où ils jouissent d'un pouvoir social disproportionné en tant que *rule makers* que se dégage un ordre allocatif institutionnalisé. L'ensemble des institutions d'importance desquelles ils tirent leur pouvoir social et qui produisent un ordre allocatif n'existent pas en vase clos, mais se trouvent en relation constante avec la société qu'elles aident à construire : « *just as the surrounding society affects both parties through the constraints and opportunities it creates for socially backed rule making and rule enforcement, it is itself affected by the social and political influence exercised by agents lobbying for their interpretation of social rules and norms* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 14). Les institutions constitutives d'un ordre allocatif influencent donc l'ensemble d'une formation sociale structurée par sa logique, avec laquelle l'ensemble des autres institutions non constitutives de la formation doivent composer. Celles-ci peuvent influencer en retour les institutions constitutives de l'ordre allocatif, tout comme elles peuvent s'influencer mutuellement.

3.7 Le capitalisme en exemple

Afin d'illustrer les considérations théoriques qui viennent d'être développées, il est possible de prendre en exemple le capitalisme « *as a specific type of social order* » (Streeck, 2011, p. 137). Ainsi, cet ordre allocatif ne sera pas considéré comme « *a self-driven mechanism of surplus extraction and accumulation governed by objective laws, but as a set of interrelated social institutions, and as a historically specific system of*

structured as well as structuring social interaction within and in relation to an institutionalized social order » (Streeck, 2011, p. 137).

Une multitude d'institutions peuvent être identifiées dans la littérature pertinente comme composant les institutions constitutives de l'ordre allocatif capitaliste, différents auteurs mettant l'accent sur divers « *cluster of institutions* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 5). Par exemple, Geoffrey Ingham met l'accent sur « *money, market exchange, the enterprise, capital and financial markets, and the state* » (Ingham, 2008), alors que Geoffrey M. Hodgson se concentre sur « *private property, widespread markets, widespread employment contracts and developed financial institutions that involve credit money and the sale of debt* » (Hodgson, 2016, p. 41). De son côté, Streeck met de l'avant « *the free market [as] the core institution of capitalism* » (Streeck, 2011, p. 144), « *freedom of contract* » (Streeck, 2011, p. 143), « *private property, [...] joint stock companies, and modern finance* » (Streeck, 2018, p. 5) . On peut aussi penser à David Graeber qui ajoute l'importance de l'usure, expliquant « *why the Church had been so uncompromising in its attitude towards usury. It was not just a philosophical question; it was a matter of moral rivalry. Money always has the potential to become a moral imperative unto itself. Allow it to expand, and it can quickly become [an imperative] morality* » (Graeber, 2014, p. 319). Parallèlement, Chritine Desan souligne l'importance de comprendre « *money as a legal institution* » (Desan, 2016, p. 15), afin d'être en mesure d'apprécier comment « *capitalism arrived when the English reinvented money at the end of the 17th century, when it established the bank of England [and] the government shared its monopoly over money creation for the first time with private investors, institutionalizing their self-interest at the pump* » (Desan, 2010).

Ce que ces différentes contributions à l'analyse institutionnelle du capitalisme ont en commun est d'en proposer une compréhension comme un ensemble d'institutions sociales interdépendantes (Streeck, 2011), même si celles-ci peuvent varier d'un auteur à l'autre. Leurs divers apports permettent donc de décrire les différentes institutions

constitutives d'un ordre allocatif capitaliste, desquelles il émerge pour instituer une distribution particulière du produit social, une distribution du flot de biens et services qui opère selon les modalités de l'échange, comme forme d'intégration, et vers les détenteurs de capital économique, comme capital médiateur. Ainsi, il est possible de rappeler la définition institutionnelle du capitalisme proposée, comme un ordre allocatif institutionnalisé qui allie échange et capital économique, en tant que forme d'intégration et capital médiateur.

Les différentes institutions identifiées dans les explications concurrentes rendent possible et permettent de constituer l'ordre allocatif capitaliste, de l'institutionnaliser et de donner forme à sa logique. Il est à trouver partout dans ces institutions, plutôt que dans la réification méthodologique opérée par le présent travail, qui ne permet que d'analyser heuristiquement l'acheminement particulier du flot de biens et services qu'elles imposent.

L'ordre allocatif ne peut non plus être trouvé strictement dans les rapports de propriété, les relations sociales de propriété ou la propriété des moyens de production, qui marquent différentes approches marxistes (Brenner, 2012; Marx, 1972a; Wood, 2002). Ces différents concepts sont plutôt intégrés à l'analyse à travers les différentes institutions qui leur donnent une expression concrète. Les rapports de propriété ne sont donc pas oubliés, mais dépriorisés, comme ils s'inscrivent à côté des autres institutions qui permettent d'instituer un ordre allocatif, auquel ils contribuent. Ils deviennent une partie importante de l'explication, mais ne constituent pas toute l'explication comme dans le marxisme politique (Brenner, 2012; Wood, 2002), étant donné qu'un ordre allocatif est le résultat d'un ensemble d'institutions, comme celles mentionnées plus haut, et non pas simplement de rapports de propriété ou de propriété des moyens de production. Les rapports de propriété d'une formation sociale doivent donc être compatibles avec un ordre allocatif, que les détenteurs du capital médiateur soient les propriétaires des moyens de production ou non, tant que les rapports de propriété

participent à l'acheminement particulier du flot de biens et services spécifié par les modalités d'un ordre allocatif donné. Il en va de même pour les autres catégories classiques du marxisme, sur lesquelles différents courants ont préféré mettre l'accent, que ce soit l'organisation du travail, les relations de production (Thompson, 1968, p. 9) ou les forces productives (Cohen, 2001).

L'exercice prend ici en exemple l'ordre allocatif capitaliste, mais il pourrait être répété pour tout autre ordre allocatif, que ce soit le féodalisme ou l'absolutisme par exemple, auxquels le capitalisme succède. L'approche vise justement à rendre mutuellement intelligibles ces différents modes d'allocation des ressources des communautés humaines.

3.8 Isomorphie entre production et distribution

Avant d'être en mesure d'explorer la dimension productive d'une formation sociale, il est nécessaire de faire le pont entre ses structures distributive et productive, ce qui nécessite de revenir sur le problème de la récompense, c'est-à-dire sur ce qui permet d'allouer une part du produit social à un individu, de lier sa position dans la sphère distributive à celle dans la sphère productive. Le nœud du problème a été exploré dans le deuxième chapitre, en soulignant à l'aide des travaux de Robert Brenner comment « *there is no reason simply to assume that the distribution of people is different productive roles (even managerial versus managed or authority versus subordinate roles) will, in itself, determine a particular distribution of income* » (Brenner, 1986, p. 44). La solution proposée a réussi à éviter une explication selon laquelle « *returns will be according to socially necessary labour* » (Brenner, 1986, p. 45), pour préférer une théorie institutionnelle de la distribution des ressources de la communauté à travers le conflit social, qui s'inspire de l'économie hétérodoxe post-keynésienne (Kalecki, 1968; Robinson, 2013). La lumière n'a toutefois pas encore été faite sur comment une correspondance peut être établie entre la structure distributive et la structure productive

d'une formation sociale, c'est-à-dire sur comment une position dans la structure distributive se traduit dans une position dans la structure productive. Où dans la sphère productive se trouve un individu auquel a été attribué, dans la sphère distributive, une récompense, un droit à une part du produit social ?

Ce problème apparemment insoluble de la réconciliation de la distribution à la production se dissipe du moment qu'ils sont considérés comme les deux côtés d'un même processus, l'*approvisionnement* en biens et services de la communauté, ou l'acheminement de son flot de ressources, et qu'une isomorphie peut ainsi être postulée entre ses deux aspects, distributif et productif.

Pour ce faire, il faut partir de l'idée que les individus se disputent et s'arrachent le produit social sur la base de leur pouvoir social, qui peut être représenté par leurs capitaux. Il s'agit de la dimension distributive du conflit social qui a été isolée analytiquement dans le chapitre précédent. Au sein de celle-ci, les individus se voient assignés, sur la base de leur pouvoir social, une part du produit social ou ce qui n'est que la même chose, une position dans la structure distributive. L'envers de ce processus est la dimension productive du conflit social, qui assigne aux individus, sur la base de ce même pouvoir social, un rôle dans la production, ou ce qui n'est que la même chose, une position dans la structure productive.

Ces deux positions sont correspondantes ou concordantes, car elles sont attribuées à l'aide du même critère, le pouvoir social déployé dans le conflit social, aussi bien dans sa dimension distributive que productive. Étant donné que la récompense d'un individu et son rôle dans la production lui sont attribués à l'aide du même critère, son pouvoir social, une isomorphie peut être établie entre ces deux positions. Cette isomorphie entre la position que tient un individu dans la structure distributive et productive, sur la seule base de son pouvoir social qui sert de critère discriminant ou mécanisme d'assignation dans les deux cas, permet d'établir la correspondance ou la concordance entre les deux

dimensions d'une même structure d'approvisionnement, entre sa structure distributive et sa structure productive.

Autrement, la distribution du produit social et l'assignation des rôles dans sa production s'opèrent à l'aide du même critère. Ceci permet d'expliquer qu'un individu se retrouve dans la sphère productive à une position qui reflète son pouvoir social et dans la sphère distributive à une position qui reflète aussi son pouvoir social. À la position dans la production est donc attachée une position dans la sphère distributive qui y correspond sur le plan de ce même critère régulateur. Pareillement, au rôle dans la production est attachée une récompense qui y concorde encore de ce même point de vue. L'isomorphie entre structure productive et structure distributive, qui résulte de l'assignation des positions en leur sein sur la base du pouvoir social mobilisé dans le conflit social y donnant droit, peut ainsi être solidement établie.

Toutefois, il est important d'ajouter qu'il s'agit souvent d'une correspondance imparfaite. C'est par exemple le cas dans toute formation sociale structurée par un ordre allocatif capitaliste, parce que comme l'explique Nancy Fraser une correspondance parfaite :

might make sense if one lived in a society in which there were no relatively autonomous markets, one in which cultural value patterns regulated not only the relations of recognition but those of distribution as well. In such a society, economic inequality and cultural hierarchy would be seamlessly fused; identity depreciation would translate perfectly and immediately into economic injustice, and misrecognition would directly entail maldistribution. Consequently, both forms of injustice could be remedied at a single stroke, and a politics of recognition that successfully redressed misrecognition would counter maldistribution as well. But the idea of a purely 'cultural' society with no economic relations – fascinating to generations of anthropologists – is far removed from the current reality, in which marketization has pervaded all societies to some degree, at least partially decoupling economic mechanisms of distribution from cultural patterns of value and prestige. (Fraser, 2000, p. 111)

3.9 Structure d'approvisionnement

Du moment que la distribution et la production sont entendues comme deux dimensions d'un même processus d'approvisionnement en biens et services, d'acheminement du flot de ressources de la communauté, plutôt que d'être opposés comme deux réalités distinctes, il devient nécessaire de comprendre qu'il n'existe pas d'un côté des institutions dédiées à la distribution et de l'autre des institutions ou organisations dédiées à la production. Il n'existe que des institutions et organisations qui sont à la fois des mécanismes de distribution et de production. Cette idée n'est que l'expression de l'énoncé selon lequel distribuer c'est produire, et qu'inversement produire c'est distribuer, dont il sera bientôt question.

Pour ce faire il est nécessaire de mobiliser le concept d'approvisionnement, qui provient de l'économie hétérodoxe pour laquelle l'économie peut être entendue comme « *the study of the on-going process that provides the flow of goods and services required by society to meet the needs of those who participate in its activities... [Economics is] the science of social provisioning* » (Gruchy, 1987, cité dans Jo et Todorova, 2017, p. 34). Par conséquent, l'idée d'un processus d'approvisionnement social :

lays emphasis on a social and processual-historical account as to how the economy is organized and reproduced. The social provisioning process is thus situated in the long intellectual tradition, which concerns the material basis of the society as an outcome of the open-ended interaction or struggle between human beings and nature, between social classes, and between agency and social structures. [...] Provisioning is a vast range of activities, including both market and non market, paid and unpaid activities, undertaken by human agents and going concern organizations for the sake of their survival and reproduction. (Jo et Todorova, 2017, p. 35)

Une structure d'approvisionnement est donc l'ensemble des institutions et organisations qui participent, de près ou de loin, à la production et distribution du

produit social d'une communauté. Considérant que ces deux dimensions sont entremêlées ou imbriquées dans chaque « *building block* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 9) d'une structure d'approvisionnement, dans chaque institution ou organisation, il est inutile de tenter de les analyser sur cette base. Il est plutôt nécessaire de les organiser méthodologiquement selon qu'ils participent ou non à la constitution de l'ordre allocatif, c'est-à-dire qu'ils contribuent ou non à l'institutionnaliser ou à générer les rapports institutionnels nécessaires à son opération.

Dans la figure 3.2, les différentes institutions et organisations d'une structure d'approvisionnement sont donc analysées sur la base du fait qu'ils contribuent ou non à la constitution d'un ordre allocatif, ce qui n'est qu'une autre façon de dire, pour reprendre la terminologie du deuxième chapitre, qu'ils génèrent des rapports institutionnels supérieurs ou inférieurs, c'est-à-dire constitutifs d'un ordre allocatif ou non, qui permettent de les classer en institutions constitutives ou non constitutives. La double ligne pointillée qui relie réciproquement les institutions illustre comment ces rapports permettent de les faire communiquer entre elles. Si les rapports supérieurs ne peuvent émaner que d'institutions constitutives, pour articuler entre elles institutions constitutives et non constitutives, les rapports inférieurs peuvent émaner des deux types d'institutions et les influencer sans distinction.

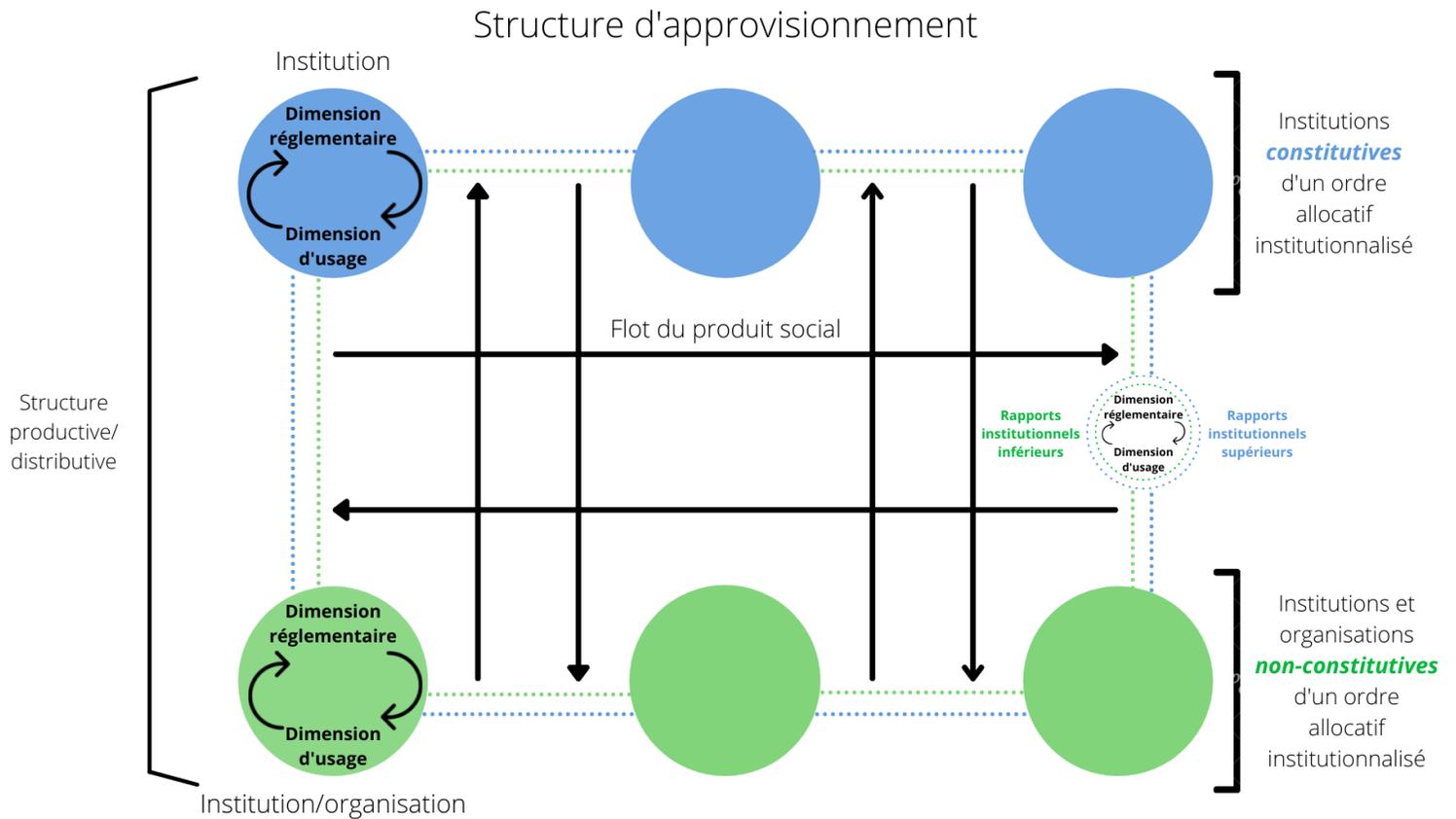


Figure 3.2 Structure d'approvisionnement

Une autre idée importante qui apparaît dans la figure 3.2 est qu'institutions et organisations peuvent être interchangeables, ce qui selon Streeck et Thelen « *does not pose a big conceptual problem* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 12), comme aucune distinction ontologique ne sépare ces deux entités, qui peuvent permuter de l'une à l'autre, selon que les règles organisant leur fonctionnement « *may be enforced by calling upon a third party* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 10), indiquant une institution, alors qu'une organisation « *lack third party or societal support and with it, in our definition, legitimacy* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 11). Toutefois, pour qu'une entité ait l'importance requise pour participer à la constitution d'un ordre allocatif, générer des rapports institutionnels supérieurs, le support sociétal ou d'un tiers est nécessaire, ce

qui en fait le domaine des institutions et non des organisations. Les rapports institutionnels inférieurs, moins importants, peuvent être générés par les deux entités.

Il faut aussi noter la double dimension des institutions et organisations qui constituent une structure d'approvisionnement donnée. Celles-ci possèdent une *dimension réglementaire* et une *dimension d'usage*. Si cette première dimension correspond aux règles qui organisent les rapports entre *rule makers* et *rule takers* qui ont été analysées précédemment, la seconde dimension, d'usage, correspond à la structure matérielle qui regroupe les forces productives, les outils, le monde des choses d'un ordre allocatif institutionnalisé. Bien entendu, ces deux dimensions sont interreliées dans un rapport dialectique, ce qui permet d'expliquer pourquoi les règles des institutions et organisations sont toujours le résultat d'une médiation qui s'inscrit à l'intérieur d'une dimension d'usage donnée. Les acteurs négocient toujours à partir de positions situées dans une réalité matérielle historiquement située, un monde de choses, d'outils, de matériaux, de machines, etc. Il est nécessaire d'introduire cette précision supplémentaire, au risque de complexifier l'explication, afin de traduire l'idée que la dialectique entre *rule maker* et *rule taker*, est toujours contextualisée à l'intérieur d'une dimension d'usage particulière.

Celle-ci n'est pas la base de la société, sur laquelle s'échafauderaient tous les rapports sociaux (Cohen, 2001; Marx, 1972a), elle est plutôt la dimension *d'usage* de toute organisation ou institution, et ce à tous les niveaux de la structure d'approvisionnement, qu'ils soient constitutifs ou non de l'ordre allocatif. Ce sont ces institutions et organisations, dans leurs dimensions sociales et d'usage, qui organisent à chaque niveau la structure d'approvisionnement, en s'échafaudant suivant l'importance de leur participation à la constitution de l'ordre allocatif. Les « forces productives » ne peuvent donc pas constituer une base, comme dans le marxisme orthodoxe, étant donné qu'elles s'articulent et se déploient à chaque échelon de la structure d'approvisionnement.

Un dernier point important de la figure 3.2 est l'indication que la dialectique entre dimension réglementaire et dimension d'usage, impliquant *rule makers* et *rule takers* à l'intérieur d'une structure matérielle donnée, est dédoublée à l'intérieur des institutions et organisations, ainsi qu'entre elles, comme l'illustre son inscription dans la figure à l'intérieur des entités et au niveau des rapports institutionnels entre elles. S'il s'agit d'un détail technique, s'en est un d'importance, comme il permet d'éviter de revenir à une théorie marxiste des relations de production, « *sometimes taken to convey the idea that the social structural framework in which production takes place is somehow determined by production itself, i.e. the form of cooperation or organization of the labour process, [which] is disastrously misleading* » (Brenner, 2012, p. 7). À l'opposé, il est proposé qu'une dialectique des règles a bel et bien lieu à l'intérieur des institutions et organisations, réglant leur fonctionnement interne, mais que les rapports institutionnels supérieurs et inférieurs qu'ils génèrent en vue de constituer l'ordre allocatif ou en préciser les contours, ne sont pas les simples reflets de leurs rapports internes. Ces rapports institutionnels sont plutôt le résultat d'une dialectique des règles séparée, toujours entre *rule makers* et *rule takers*, mais qui se déroule cette fois entre les *rule makers* d'une institution/organisation, et tous ceux qui y sont sujets en tant *rule takers*, qui peuvent se trouver dans n'importe quelle institution ou organisation de la structure d'approvisionnement.

Par exemple, la monnaie de crédit capitaliste n'est pas le produit de rapports sociaux désincarnés, flottant au-dessus de la société. Elle est une institution, impliquant des rapports internes entre *rule makers* et *rule takers*, qui peuvent se dérouler à la banque centrale, au trésor, à la cour, à la fonderie ou aux presses, etc. Toutefois, l'institution monétaire ne peut être expliquée simplement par ces rapports internes à son opération. Il est nécessaire de prendre en compte tous les rapports externes entre les *rule makers* de cette institution et ceux qui y sont sujets, *rule takers*, par exemple les consommateurs, les employeurs, les exportateurs, les importateurs, les rentiers, etc., bien que les deux niveaux soient toujours interreliés. Ce second niveau est illustré dans la figure 3.2, par

la médiation entre dimension réglementaire et dimension d'usage au niveau des rapports institutionnels supérieurs/inférieurs, qui représentent cette dialectique entre *rule makers* et *rule takers* ayant lieu à l'extérieur d'une institution ou organisation.

Si l'énoncé proposé au début de cette section est lu en ses deux sens, distribuer c'est produire et produire c'est distribuer, il devient nécessaire de comprendre la co-construction dialectique de ses deux aspects, afin d'explicitier son plein sens.

3.10 Produire c'est distribuer

Tous les « *building blocks* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 9) de la structure d'approvisionnement contiennent donc une dimension réglementaire et une dimension d'usage. Ces institutions et organisations peuvent être organisées selon qu'elles contribuent à la constitution de l'ordre allocatif, ou qu'elles aident à en préciser les aspects secondaires, non essentiels, c'est-à-dire qu'elles s'intègrent à la structure d'approvisionnement, sans pour autant constituer un aspect essentiel de l'ordre allocatif, tout en assurant son extension. Peu importe le statut d'un « bloc », il contient toujours une dialectique entre *rule makers* et *rule takers* contextualisée à l'intérieur d'une dimension d'usage donnée, qui anime son fonctionnement interne ou son interrelation externe avec les autres blocs.

Ce qu'il est important de préciser est que cette dialectique « *explicitly provides for a significant amount of 'play' in the rules actors are expected to follow, and thus for the possibility that institutional change may be generated as a result of the normal, everyday implementation and enactment of an institution* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 11). La dialectique des règles peut donc être explorée comme un facteur de changement social incrémental et endogène, du moment que l'analyse permet « *[to] distinguish analytically between the rules and their implementation or 'enactment' – and, by extension, [to] identify the gaps between the two that are due to or open up*

opportunities for strategic action on the part of actors » (Streeck et Thelen, 2005, p. 13). Les règles ne sont donc jamais décidées une fois pour toute et font l'objet d'une négociation ininterrompue :

Institutions impose rules on the behavior of social actors – or they are supposed to do so. However, it cannot be assumed that those whose behavior is to be ruled, or governed, have always internalized the rule in question (i.e. adopted it as a ‘script’) or will follow it voluntarily out of self-interest. Rule takers can and do rebel against the rule they are expected to follow – or they may follow it in bad faith. [...] The important point is that the opportunity for actors to take a strategic posture in relation to the institutions that are supposed to govern them arises from the very nature of the ‘application’ of a general rule to what always is a specific, unique situation. (Streeck, 2011, p. 141)

L'intérêt de ce « jeu » pour le présent travail est qu'il permet de comprendre comment se déroule la dialectique entre *rule makers* et *rule takers* qui anime tous les niveaux de la structure d'approvisionnement, et par extension comment se construit et se transforme la dimension d'usage des différentes institutions et organisations, le monde d'outils, de choses, de matériaux, de machines, dans lequel ces rapports s'inscrivent.

Les *rule makers* et *rule takers* sont donc situés dans une dimension d'usage, à partir de laquelle ils s'élancent dans le conflit social avec pour but de plier des règles en leur faveur, afin de s'assurer un droit sur une part du produit social. La position dans la structure matérielle influence ainsi, ou donne forme, au pouvoir social qui peut être mobilisé pour accéder aux ressources de la communauté. Les possibilités qui s'offrent aux acteurs dans le conflit social sont modulées par cette dimension d'usage, qui ouvre et ferme des opportunités à l'action sociale, de par sa simple composition, en modelant une réalité matérielle à l'intérieur de laquelle les individus se meuvent, et qu'ils peuvent utiliser d'une certaine façon ou non. Ainsi, il peut être dit que produire c'est distribuer, comme la distribution du produit social est directement affectée par la position matérielle dans laquelle les individus se retrouvent pour le produire. Celle-ci ouvre et

ferme le champ des stratégies possibles s'offrant aux acteurs dans le conflit pour la distribution des ressources de la communauté.

Si la dimension d'usage d'une institution ou organisation peut limiter ou agrandir les possibilités de l'action des individus qui s'élancent de celles-ci pour participer au conflit distributif, cette dimension d'usage est déterminée en retour par ce conflit social. Cette structure matérielle est donc constamment transformée et reconstruite à travers ces conflits distributifs, dont elle est à la fois une condition et une conséquence, dans un processus dialectique qui permet de reprendre la contribution principale du marxisme politique qui veut que les forces productives sont construites socialement à travers les rapports de classes et les conflits sociaux (Wood, 2002), plutôt que l'inverse. Pour reprendre l'exemple du capitalisme, « *the institutionalized order of capitalism, as I conceive it, is a historical order, i.e. one that is continuously changing because it is inherently unstable and precarious* » (Streeck, 2011, p. 161). Ainsi, il peut être proposé que les institutions et organisations d'un ordre allocatif peuvent se transformer et retransformer, tant que la « variété institutionnelle » (Streeck, 2018, p. 26) qui est explorée ne provoque pas une rupture avec la logique essentielle de l'ordre allocatif, c'est-à-dire qu'ils restent à l'intérieur de ses limites.

Malgré cette plasticité de la dimension d'usage des institutions et organisation, la structure matérielle de la formation sociale n'est pas en perpétuelle recreation, la solidification des conflits passés qui l'ont modelée ayant imposé une réduction des possibilités. Cette idée peut être appuyée à l'aide du concept de *path dependence* qui suggère que « *the institutional legacies of the past limit the range of current possibilities and/or options in institutional innovation. [...] Invoked in this way, the concept is to stress the limited degrees of freedom that exists for innovation, even in moments of extreme upheaval* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 6).

CHAPITRE IV

BLOCS HÉGÉMONIQUES, CONDITIONS D'ARRIÈRE-FOND ET TRANSFORMATIONS SOCIALES : LE CAS DE LA CRISE ÉCOLOGIQUE ACTUELLE

Le quatrième chapitre sera d'abord consacré à l'analyse du changement social, à l'aide d'un outillage conceptuel inspiré de la théorie néo-gramscienne. Par la suite, l'imbrication de la reproduction sociale à la structure d'approvisionnement sera explorée, avant d'analyser sa condition écologique d'arrière-fond. Une fois ce travail conceptuel complété, il sera possible de prendre en exemple la crise écologique actuelle afin d'illustrer l'utilité analytique du cadre théorique développé, et d'examiner les tenants et aboutissants d'une possible transition écologique.

4.1 Lutte des classes?

Dans *Ghosts of My Life* Mark Fisher mobilise la notion derridienne d'hantologie afin de décrire « *an endlessly-repeating hauntological construct that does more to remind us of what we have lost to the past than what we may discover in the future* » (Syverson, 2021). La perspective historique nécessairement limitée de tout auteur qui écrit sur sa propre époque explique l'apparition ou la persistance de fantômes du passé, qui se retrouvent dans sa plume pour se déguiser en éléments du présent. À la manière de Malthus qui découvre les cycles d'une époque révolue (Aston et Philpin, 1985), Marx dévoile l'histoire de toute société comme « histoire des luttes de classes » (Marx et

Engels, 1895, p. 2), à l'ouverture d'une époque historique qui finira par dissoudre la rigidité des ordres précapitalistes et les divers empêchements à la mobilité sociale qui obligeait la lutte sociale à la lutte de classes.

Riches de l'expérience d'une mobilité sociale proprement moderne, mais tout aussi aveugles aux construits hantologiques qui nous guettent, il est possible d'affirmer que si l'analyse historique doit prendre comme fait fondamental l'existence des classes sociales comme le propose Marx, elle ne peut le faire qu'en considérant les luttes *à travers*, *à l'intérieur* et *entre* les classes sociales. La priorité accordée à ce dernier type n'a lieu d'être que dans certaines conditions historiques particulières, qui étaient celles devant Marx.

Les luttes *à travers* les classes correspondent à la possibilité pour un individu, à l'intérieur de certaines conditions institutionnelles particulières, d'acquérir ou de perdre des capitaux et d'ainsi modifier sa position de classe. C'est cette possibilité qui donne lieu à des luttes pour obtenir de nouveaux capitaux et améliorer sa situation de classe. Il s'agit tout simplement de la mobilité sociale ou d'un aspect de ce que Pierre Bourdieu a appelé la lutte des classements, où les individus tentent de « s'approprier les mots pour avoir les choses qu'ils désignent ou les choses en attendant d'obtenir les mots qui les sanctionnent » (Bourdieu, 1979, p. 561). Cette lutte devient une possibilité aussitôt que les systèmes de classement s'assouplissent, permettant une mobilité sociale relative.

La lutte *à l'intérieur* des classes désigne plutôt les processus de reconnaissance et méconnaissance (Fraser, 2000) des capitaux, qui permettent de valoriser ou dévaloriser les ressources de certains individus et d'ainsi les inclure ou exclure d'une classe sociale. Ces luttes, qui touchent au travail d'établissement et de maintien des limites ou des frontières des classes sociales, n'ont rien de moderne, l'antisémitisme médiéval en étant un exemple canonique; processus permettant de dévaluer les capitaux d'un groupe

social, d'exclure ses membres des classes auxquelles elles appartenaient et de les reléguer à une classe ou occupation particulière (Thomas, 2010). Silvia Federici a illustré un processus similaire opéré lors du développement du capitalisme, où « *together with economic and social devaluation, women experienced a process of legal infantilization* » (Federici, 2004, p. 100), « *confining women to reproductive work* » (Federici, 2004, p. 14).

La lutte *entre* les classes correspond quant à elle à la forme du conflit social privilégiée par le marxisme, mais d'intérêt à toute la sociologie classique, « *men in the same class situation regularly react in mass actions to such tangible situations as economic ones in the direction of those interests that are most adequate to their average number* » (Weber, 1999, p. 86), qui peut être reformulée dans les termes du présent travail comme une lutte pour améliorer la récompense accordée aux capitaux d'une classe sociale. Il peut être proposé que la probabilité de cette forme du conflit social s'accroît avec la réduction des deux autres, qui agissent à son encontre et minent sa condition de possibilité, une solidarité sur la base d'une appartenance commune de classe. La lutte entre les classes est donc la conséquence d'une configuration institutionnelle particulière qui lui ouvre la possibilité, en réduisant les conflits à l'intérieur d'une classe et la mobilité à travers les classes.

4.2 Bloc hégémonique

De façon contre-intuitive, il sera proposé que cette reconnaissance nécessaire des limites d'une analyse en termes de luttes entre les classes ne rend pas moins essentielle une analyse en termes de classes sociales, l'existence de celles-ci étant la précondition des trois types de lutte sociale délinés plus haut. Que ce soit la lutte à travers, à l'intérieur ou entre les classes sociales, elles prennent celles-ci comme fait fondamental et présupposé de l'action sociale, peu importe si c'est pour se déplacer entre elles, redéfinir leurs frontières ou la récompense à laquelle elles ont droit.

Par conséquent, il est possible de soutenir que le résultat de ces trois types de luttes de classes est la formation de blocs hégémoniques, sans pour autant prétendre que l'éventail de l'agir social se réduit à la lutte entre les classes. En luttant à travers, à l'intérieur et entre les classes sociales, les individus se retrouvent impliqués dans des compromis entre les classes, pour reprendre la terminologie des deux premiers chapitres, ou pour l'enrichir de l'outillage gramscien, il peut être proposé qu'ils participent à des « *class alliances [...] in support of particular hegemonic projects* » (Jessop, 1996, p. 7), c'est-à-dire à des blocs hégémoniques, qui peuvent être définis comme « *a durable alliance of class forces organized by a class (or class fraction) which has proved itself capable of exercising political, intellectual, and moral leadership over the dominant classes and the popular masses alike* » (Jessop, 1996, p. 7). Parallèlement, il est important de préciser que :

Gramsci recognizes several degrees and forms of [...] rule – not all of them fully hegemonic. They range from an inclusive hegemony which secures the active consent of the majority of all classes; through more limited forms of hegemony based on selective incorporation of subordinate groups (or, at least their leaders) and limited, piecemeal material ('economic-corporate') concessions; to a resort, in exceptional cases, to generalized coercion. (Jessop, 1996, p. 7)

L'histoire de l'évolution de la lutte pour le produit social, n'est donc pas celle d'individus atomisés luttant les uns contre les autres, mais d'individus regroupés en classes, qui peuvent tenter de se mouvoir d'une classe à l'autre, de redéfinir les frontières de leurs classes ou d'améliorer la récompense revenant à celles-ci. À travers ces processus, les individus qui sortent gagnants du conflit distributif constituent des alliances et des coalitions, c'est-à-dire qu'ils forment des blocs hégémoniques à la recherche d'arrangements les bénéficiant à l'intérieur des circonstances qui sont les leurs. Ces blocs hégémoniques s'incarnent et se solidifient à l'intérieur de structures d'approvisionnement, concept qui permet de dépasser ou de dissoudre « *the Marxian problem of the reciprocal relationship between the economic 'base' and its politico-*

ideological 'superstructure' » (Jessop, 1996, p. 5), sans pour autant avoir à faire recours au concept de bloc historique développé par Gramsci, qui permet de faire correspondre ces dimensions dans leur séparation, « as an historically constituted and socially reproduced correspondance between the economic base and the politico-ideological superstructures of a social formation » (Jessop, 1996, p. 6).

Les blocs hégémoniques se cristallisent donc dans des structures d'approvisionnement, c'est-à-dire des structures institutionnelles de production et de distribution du produit social, où les individus se retrouvent sur la base de leur pouvoir social, qui explique à la fois leur rôle dans la production et leur part dans la distribution. Ce même pouvoir social explique en retour la constante transformation dialectique de la structure sociale, comme il permet aux individus de s'élancer dans le conflit social et de modifier ainsi leur situation. À mesure que se transforme ainsi un compromis passé et qu'il évolue vers un nouveau, en réponse à des changements endogènes ou exogènes, le bloc hégémonique qui s'était incarné sans une structure d'approvisionnement donnée fait face à une compétition de blocs contre-hégémoniques qui rivalisent pour s'imposer et modifier la structure d'approvisionnement tombée en déliquescence, « *if they hope to challenge these arrangements, the dominated classes must construct a new, more persuasive common sense or 'counterhegemony' and a new, more powerful political alliance or 'counterhegemonic bloc' » (Fraser, 2017). Ce processus voit une succession de blocs hégémoniques s'incarner dans des structures d'approvisionnement, qui sont transformées à mesure que de nouveaux blocs contre-hégémoniques sont appelés à l'avant pour résoudre les conflits émanant des arrangements passés, permettant ainsi de revitaliser la proposition grandiloquente de Marx selon laquelle « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes » (Marx et Engels, 1895, p. 2).*

Le fait que la position d'un individu dans la structure d'approvisionnement lui ouvre et ferme des possibilités d'action sociale, plutôt que de déterminer sa conscience,

explique la possibilité des trois types de lutte de classe et l'espace de liberté ou d'agentivité qui existe entre bloc hégémonique et structure d'approvisionnement. Celui-ci permet la constitution de blocs contre-hégémoniques, leur passage à l'hégémonie, puis leur incarnation dans une structure d'approvisionnement donnée, plutôt que la stricte correspondance bloc hégémonique et structure d'approvisionnement. Les individus peuvent donc profiter de cet espace de liberté pour se mouvoir, à travers, à l'intérieur et entre les classes sociales, tout en conservant la possibilité de participer à de nouvelles alliances de classes afin d'améliorer leur position dans l'approvisionnement du produit social. On peut ainsi poursuivre l'analyse en termes de luttes de classes, sans pour autant oublier toutes leurs déclinaisons possibles.

4.3 Structure d'approvisionnement et conditions d'arrière-fond

Si l'approvisionnement, comme processus dialectique de production et de distribution de produits et de services concrets, de valeurs d'usage, permet de dissoudre la séparation artificielle entre travail productif et improductif, il permet aussi de dissiper une segmentation rigide entre travail productif et reproductif, pour la conserver d'un point de vue strictement analytique. Afin d'explicitier ce point, il est nécessaire de développer et de déconstruire la notion de conditions d'arrière-fond proposée par Nancy Fraser. Dans son travail sur une définition élargie du capitalisme, Fraser développe l'idée que les caractéristiques « économiques » d'avant-plan de cet ordre allocatif dépendent de ses conditions « non-économiques » d'arrière-fond (Fraser, 2014, p. 65). Parmi celles-ci se trouvent l'écologie de la planète et la reproduction sociale.

La première condition d'arrière-fond ici d'intérêt réfère à « *the forms of provisioning, caregiving and interaction that produce and maintain social bonds* » (Fraser, 2014, p. 61), c'est-à-dire le *care*, le travail affectif ou la subjectivation, les activités qui « *form*

[...] *human subjects, sustaining them as embodied natural beings, while also constituting them as social beings* » (Fraser, 2014, p. 61). C'est donc un arrière-fond où se fait le travail qui a trait à « *socializing the young, building communities, producing and reproducing the shared meanings, affective dispositions and horizons of value that underpin social cooperation* » (Fraser, 2014, p. 10). La seconde condition d'arrière-fond réfère plutôt à la nature, à la fois comme source des intrants, de la matière première de la production, et comme un puits pour absorber les extrants finaux, en raison de sa capacité « *to support life and renew itself* » (Fraser, 2014, p. 63).

Si ces deux éléments, travail humain et nature, sont bel et bien essentiels au flot de biens et services d'une communauté, ils n'ont pas le même statut ontologique, et ne peuvent être que superficiellement mis en adéquation à l'intérieur de la même catégorie, comme conditions d'arrière-fond. Le travail reproductif n'est pas à proprement parler une condition d'arrière-fond, mais plutôt une partie intégrante de toute structure d'approvisionnement, auquel doit être accordé le même statut ontologique que les autres formes d'effort permettant la production de biens et services, peu importe si ce travail est dépensé auprès des êtres-humains ou des choses, comme il y participe également peu importe son objet. Les institutions et organisations où se dépense ce travail reproductif font donc partie intégrante de la structure d'approvisionnement d'une communauté, et sont porteuses de la même unité dialectique entre distribution et production étudiée précédemment. Reconnaître cette imbrication des entités reproductives à la structure d'approvisionnement, plutôt que leur subordination, n'empêche pas d'isoler analytiquement la sphère de la reproduction sociale ou le travail reproductif, mais permet de considérer celui-ci comme une forme de travail parmi d'autres, participant de façon tout aussi essentielle à l'acheminement du flot de biens et services, si ce n'est dans un rôle particulier.

La seule condition se trouvant réellement à l'arrière-fond de la structure d'approvisionnement est la nature, comme condition de possibilité même du flot de

biens et services, sans laquelle il ne saurait exister, sans sa capacité à être le support de la vie, source d'intrants et récepteurs d'extrants (Fraser, 2014, p. 63), le substrat même des biens et services acheminés. Toute structure d'approvisionnement repose donc sur l'écologie de la planète, comme condition première et fondamentale, et ce bien avant l'avènement du capitalisme, avec les conséquences potentielles qu'entraîne sa négligence : « *many precapitalist societies have perished as a result of environmental impasses, including some of their own making – as when ancient empires ruined the farmlands on which they depended through deforestation or failure to rotate crop* » (Fraser, 2021, p. 98).

Ces considérations pointent vers la nécessité d'ouvrir l'argument développé par Fraser, pour retrouver l'idée que l'ensemble des sociétés humaines, considérées comme des structures d'approvisionnement animées par des ordres allocatifs institutionnalisés reposent toutes sur la nature comme condition d'arrière-fond et doivent toutes assurer leur reproduction sociale, peu importe la forme ou les modalités données à cette dimension invariante des sociétés humaines.

4.4 Luites de classes, reproduction sociale et condition d'arrière-fond

Considérant que les structures d'approvisionnement sont le résultat des luites de classes, c'est-à-dire de la formation, de l'incarnation et de la succession de blocs hégémoniques à l'intérieur d'ensembles d'institutions et d'organisations, il n'est pas nécessaire de mobiliser un nouveau concept pour exprimer la balance des forces entre les classes sociales ou les rapports de classes dominants. Si « les formes institutionnelles sont le résultat de compromis institutionnalisés » (Boyer, 2003, p. 82) comme le soutient la théorie de la régulation, ces compromis tiennent à l'intérieur des institutions et organisations dans lesquelles ils s'incarnent. Ils se trouvent déjà-là, solidifiés dans les entités au sein desquelles ils se concrétisent. Ils sont ces institutions et organisations en un sens ontologique fort. La structure d'approvisionnement, aussi bien dans sa

dimension réglementaire que d'usage, reflète donc les rapports de classes qui la façonnent, et son évolution ou transformation est celle des rapports de classes. Ainsi, il n'existe pas une structure matérielle inchangeante, sur laquelle s'échafauderaient des rapports de classes pouvant se modifier et se transformer dans une sphère superstructurelle séparée, sans modifier et transformer dialectiquement la dimension d'usage de la structure dans laquelle les agents se trouvent situés. Par exemple, « *we can conceptualize competitive laissez-faire capitalism, state-managed monopoly capitalism and globalizing neoliberal capitalism* » (Fraser, 2014, p. 68) comme trois structures d'approvisionnement animées par le même ordre allocatif capitaliste, qui pour passer de l'une à l'autre se transforment aussi bien dans leur dimension d'usage que réglementaire, à mesure qu'un bloc hégémonique incarné dans une structure d'approvisionnement donnée voit se développer un nouveau bloc contre-hégémonique en réponse aux possibilités que l'évolution endogène ou exogène de la structure préexistante ouvre ou ferme. Si ce nouveau bloc contre-hégémonique est pour succéder, il doit remplacer l'ancien bloc hégémonique en s'incarnant dans un ensemble d'institutions et d'organisations de façon à refléter la nouvelle balance de pouvoir entre les classes sociales, c'est-à-dire qu'il doit modifier les institutions et organisations héritées de la structure d'approvisionnement précédente, dans leurs dimensions d'usage et réglementaires, pour donner forme au nouveau bloc hégémonique dans une structure d'approvisionnement renouvelée, qui voit une renégociation du compromis social précédent, ou du « qui a droit à quoi et comment » du premier chapitre :

Institution-building, to the extent that it occurs through political negotiation, typically involves compromise. [...] New institutions often constitute 'common carriers' for coalitions of actors who support them for highly diverse reasons. [...] The resulting ambiguities in the rules that define institutionalized behavior provide space for political contestation over how rules should be interpreted and applied. (Streeck et Thelen, 2005, p. 26)

Il est important de revenir ici sur ce point, comme les luttes de classes visant à déterminer qui a droit à quoi et comment incluent les luttes autour de la reproduction

sociale, qui cherchent à définir qui et comment va être effectué le travail reproductif. Elles concernent aussi les luttes autour de « *historically specific ways of demarcating [...] human from non-human nature* » (Fraser, 2014, p. 68), c'est-à-dire comment va être utilisée la nature et à qui vont revenir les bénéfices et dommages de cette utilisation. Fraser développe une analyse similaire appliquée au contexte capitaliste à l'aide du concept de « *socio-ecological regimes of accumulation* » (Fraser, 2021, p. 109) :

Each regime represents a distinctive way of organizing the economy-nature relation. Each features characteristic methods of generating energy, extracting resources and disposing of waste. Likewise, regimes exhibit distinctive trajectories of expansion – ways of annexing previously external chunks of nature through historically specific mixes of conquest, theft, commodification, nationalization and financialization. Finally, regimes develop characteristic strategies for externalizing and managing nature: methods of offloading damages onto families and communities that lack political clout or are deemed disposable. (Fraser, 2021, p. 109)

Parallèlement, les institutions et organisations développées en réponse aux luttes de classes autour de la reproduction sociale et de l'utilisation de la nature, qui instituent le compromis entre les classes sociales sur cette question et donnent forme au travail reproductif ainsi qu'à la médiation entre nature et société, font partie intégrante de la structure d'approvisionnement. Si la nature est une condition d'arrière-fond, ces institutions et organisations ne le sont pas. Elles sont plutôt une partie intégrante de la structure d'approvisionnement, comme elles reflètent également les rapports de classes du compromis social existant, et qu'elles sont elles aussi le résultat de conflits sociaux, de luttes de classes et d'une négociation sociale impliquant les agents concernés et leurs préoccupations. Elles sont ainsi indissociables de l'ensemble des institutions et organisations qui composent la structure d'approvisionnement, dans lesquelles s'incarne le bloc hégémonique dominant, et sont porteuses de la même unité dialectique entre distribution et production. Les luttes sociales autour de la reproduction sociale et de l'utilisation de la nature doivent donc se voir conférer la même importance analytique que les autres luttes qui touchent à « qui a droit à quoi et comment », peu

importe de quelle façon elles touchent au flot de biens et services, que ce soit par le travail dépensé auprès des choses, des êtres-humains ou de la nature.

4.5 Transformations et évolutions sociales

Le présent travail ne peut viser l'exhaustivité en ce qui concerne les sources du changement ou de l'évolution sociale, que l'on considère « *endogenous* [or] *exogenous change* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 22), en raison de son ubiquité qui rendrait la tâche insurmontable. Ce qui peut décidément être affirmé est l'omniprésence du changement ou de l'évolution sociale, explicable par l'opération même d'une institution :

What an institution *is* is defined by continuous interaction between rule makers and rule takers during which ever new interpretations of the rule will be discovered, invented, suggested, rejected, or for the time being, adopted. The real meaning of an institution, that is to say, is inevitably and because of the very nature of social order subject to evolution driven, if by nothing else, by its necessarily imperfect enactment on the ground, in directions that are often unpredictable. (Streeck et Thelen, 2005, p. 16)

Dans un deuxième temps, il peut être certainement proposé que peu importe les raisons menant à un changement ou une évolution d'une formation sociale, ce sont des individus situés à l'intérieur de classes sociales, dans une structure d'approvisionnement donnée, qui y répondent par une lutte sociale, entre, à travers, et à l'intérieur des classes sociales. Ce sont donc les luttes de classes qui permettent d'expliquer le rôle des agents sociaux dans ces transformations, leurs réactions et motivations. L'analyse des transformations sociales doit donc se faire en termes de classes sociales, dans toute leur multiplicité, comme pierre d'assise et terrain de l'action sociale.

Troisièmement, il découle de l'unité dialectique entre distribution et production trouvée dans les institutions et organisations d'une structure d'approvisionnement que si la

modification des rapports de pouvoir entre les classes sociales implique une transformation de la structure d’approvisionnement, dans ses dimensions réglementaire et d’usage, à l’inverse, une transformation de la structure d’approvisionnement, dans ses deux dimensions, implique une transformation des rapports de pouvoir entre les classes sociales. Le point d’importance est que rapports de pouvoir entre classes sociales et structure d’approvisionnement ne peuvent que se transformer de façon isomorphe ou symétrique, la transformation de l’un impliquant celle de l’autre.

Cette relation tient aussi en ce qui concerne les institutions et organisations qui articulent le rapport au travail reproductif et à l’utilisation de la nature. La transformation des rapports de classes qui précisent, qui fait, qui jouit et qui souffre du travail reproductif ainsi que de l’utilisation de la nature, implique une transformation isomorphe des institutions et organisations où s’articule la reproduction sociale et la médiation entre nature et société.

4.6 La crise écologique en exemple

Afin d’illustrer les mécanismes de transformation sociale, il est possible de se tourner vers le capitalisme contemporain et ses nombreuses crises, qui ouvrent la possibilité d’une rupture historique, considérant qu’en accord avec la théorie d’inspiration néo-gramscienne mobilisée plus haut « *[a] prerequisite for a socio-economic paradigm shift [is] a deep crisis that cannot be solved by the institutional arrangements to which the currently prevailing political project has given shape* » (Buch-Hansen, 2018, p. 159). Les crises qui pourraient ouvrir cette porte sont nombreuses, selon Streeck « *crisis symptoms are many, but prominent among them are three long-term trends in the trajectories of rich, highly industrialized – or better, increasingly deindustrialized – capitalist countries* » (Streeck, 2014, p. 35). Il identifie « *a persistent decline in the rate of economic growth, [...] an equally persistent rise in overall indebtedness in leading capitalist states [and] economic inequality, of both income and wealth, [...] on*

the ascent for several decades » (Streeck, 2014, p. 35). Parallèlement, Nancy Fraser préfère mettre l'accent sur:

[the] three 'contradictions of capitalism', the ecological, the social and the political, which correspond to three 'crisis tendencies'. [which] are grounded in contradictions between the economic system and its background conditions of possibility – between economy and society, economy and nature, economy and polity. (Fraser, 2014, p. 71)

Plus récemment, elle concentre son attention sur la crise écologique, considérée dans son interrelation avec les autres crises sociales et politiques actuelles, soutenant que sous celle-ci « *lies something deeper and more ominous: the prospect of an epochal crisis, rooted in centuries of escalating greenhouse-gas emissions, whose volume now exceeds the Earth's capacities for sequestration* » (Fraser, 2021, p. 122). Le sérieux de cette crise, « *a ticking time bomb, which could bring the capitalist phase of human history – if not human history tout court – to an ignoble end* » (Fraser, 2021, p. 122), remet en question la possibilité qu'elle soit « *resolved under the institutional arrangements of neoliberal capitalism* » (Buch-Hansen, 2018, p. 159), et explique qu'elle peut être prise en exemple comme ouvrant la possibilité d'une rupture historique, d'une transformation imaginable de la structure d'approvisionnement actuelle.

Pour reprendre le cadre théorique développé plus haut, cette crise écologique peut être théorisée comme l'épuisement ou l'entrée en crise de la condition écologique d'arrière-fond qui soutient la structure d'approvisionnement actuelle, le capitalisme néolibéral. Toutefois, comme le soutient Fraser, cette crise traverse plusieurs structures d'approvisionnement ou régimes à travers l'histoire du capitalisme, « *the epochal trans-regime progression of global warming – cumulatively escalating, seemingly implacable, and threatening to stop the whole show [while] the economy-nature division has mutated several times in the course of capitalism's history, as has the organization of nature* » (Fraser, 2021, p. 110). Ainsi, la question de ce qui cause la

crise écologique, celle de son origine ou de sa source doit être posée, afin d'identifier correctement le problème dans le but d'y remédier. Où faut-il donc situer la cause de cet épuisement de la nature comme source de matériaux et puits de rebuts ? Pour ce faire, la littérature pertinente sera mobilisée, en prenant pour toile de fond le contexte américain, dans lequel elle s'est développée.

4.6.1 À la recherche de la cause

Cet essoufflement de la condition écologique d'arrière-fond est certainement la conséquence d'une médiation inadéquate de la relation entre nature et société de la part des différentes institutions qui ont articulé cette relation à travers l'histoire du capitalisme, en développant un métabolisme social « *systematically primed to free-ride on a nature that cannot really self-replenish without limit* » (Fraser, 2021, p. 101), et ce sans jamais obliger les acteurs « *to replenish what they take and repair what they damage* » (Fraser, 2021, p. 100). Néanmoins, la question demeure de savoir si la cause de cette déficience provient de l'ordre allocatif capitaliste en tant que tel, ou des différentes structures d'approvisionnement qui l'ont institutionnalisé, qui lui ont donné forme, à travers ses différentes évolutions historiques. Dans le but d'éviter l'essentialisme qui confère aux ordres allocatifs des pouvoirs extraordinaires, déconnectés des arrangements institutionnels par lesquels les êtres humains les mettent au monde, les instituent, se les approprient, il sera proposé que rien dans un ordre allocatif en tant que tel, dans la combinaison, par exemple, de l'échange et du capital économique, dans le cas du capitalisme, ne prédétermine une relation particulière à la nature. Aucune logique immanente à cette alliance entre échange et capital économique ne peut être postulée qui obligerait intrinsèquement cet ordre allocatif à l'épuisement de l'écologie de la planète, bien que ce soit le résultat réel de son développement historique.

Il sera plutôt proposé que la détérioration de la condition écologique d'arrière-fond des formations sociales capitalistes est la conséquence de leurs structures

d’approvisionnement, des différentes façons par lesquelles elles ont institutionnalisé l’ordre allocatif capitaliste, sans jamais réussir à valoriser adéquatement la contribution de l’écologie de la planète, ou à articuler le métabolisme entre nature et société de façon à ce que le produit social ne soit pas généré aux dépens du renouvellement de la nature. La crise écologique trouve donc sa cause dans les différentes structures d’approvisionnement à l’intérieur desquelles l’ordre allocatif capitaliste s’est institutionnalisé, et non dans l’ordre allocatif capitaliste en tant que tel, qui ne contient pas un rapport à la nature déterminé. Les institutions d’une structure d’approvisionnement qui articulent la médiation entre nature et société contiennent ce rapport à la condition écologique d’arrière-fond. Différentes structures d’approvisionnement contiennent donc différents rapports à la nature, même si elles sont animées d’un même ordre allocatif, dans la mesure où elles établissent des institutions distinctes pour articuler leur rapport à leur condition naturelle d’arrière-fond. Par exemple, « *competitive laissez-faire capitalism, state-managed monopoly capitalism and globalizing neoliberal capitalism* » (Fraser, 2014, p. 68) peuvent tous être conceptualisés comme différentes structures d’approvisionnement animées par un même ordre allocatif capitaliste, c’est-à-dire différentes formations sociales capitalistes, qui spécifient « *three historically specific ways of demarcating [...] human from non-human nature* » (Fraser, 2014, p. 68), trois différentes articulations du rapport à la condition écologique d’arrière-fond.

4.6.2 À la recherche d’une solution

Si la crise écologique provient donc des structures d’approvisionnement des différentes formations sociales capitalistes et de leurs médiations déficientes de la relation entre nature et société, sa solution doit passer par la modification de la structure d’approvisionnement du capitalisme néolibéral contemporain, mais surtout des institutions qui assurent son rapport à la condition écologique d’arrière-fond.

Dans cette perspective, trois possibilités logiques devraient être envisagées, afin d'identifier les chemins d'action qui pourraient probablement être empruntés pour répondre à la crise écologique. Premièrement, il est possible qu'une solution de continuité soit recherchée à l'intérieur de la structure d'approvisionnement actuelle, c'est-à-dire que ses institutions assurant la médiation avec la condition écologique d'arrière-fond soient minimalement modifiées, de façon à éviter ou repousser la perspective d'une crise écologique, sans pour autant modifier la structure d'approvisionnement ou le bloc hégémonique qu'elle incarne. Deuxièmement, il est possible que les institutions en question soient modifiées de façon assez importante pour provoquer la transformation de la structure d'approvisionnement et du bloc hégémonique actuel, qui serait remplacé par une nouvelle coalition de forces sociales, sans pour autant transformer l'ordre allocatif capitaliste, qui serait conservé comme mode de distribution du produit social alliant échange et capital économique. Troisièmement, il est possible que la transformation institutionnelle soit assez importante pour affecter cet ordre allocatif et assurer son remplacement par un nouveau, alliant hiérarchie ou mutualité à une autre forme de capital. Ces deux dernières possibilités se présentent comme des solutions de rupture, opposées à la première solution de continuité.

4.6.3 Transition écologique et rapports de classes

Il faut le rappeler, les institutions dans lesquelles s'institutionnalise un bloc hégémonique, notamment celles qui médient le rapport à la nature, cristallisent « *the power balance between different factions* » (Buch-Hansen, 2018, p. 158) participant à cette alliance, ainsi que les rapports entre les membres de cette coalition et « *different sub-groups and actors outside the alliance* » (Winkler, 2020, p. 8). Ces rapports de classes incluent l'allocation des bénéfices et inconvénients relatifs à l'utilisation de la nature, ainsi que la façon par laquelle celle-ci intégrée à la production humaine, c'est-à-dire la question de l'articulation du rapport à la condition écologique d'arrière-fond.

Par conséquent, la crise écologique, qui se présente comme le résultat d'une médiation insoutenable du rapport entre nature et société, en raison de la déficience des institutions de la structure d'approvisionnement actuelle chargées d'articuler ce rapport, appelle à revoir leur opération, en les modifiant ou transformant, de façon à développer « *sustainable patterns of interaction with nonhuman nature* » (Fraser, 2021, p. 99). Le développement d'un rapport soutenable à la nature nécessite donc de transformer ou de modifier les institutions assurant présentement cette médiation de façon déficiente, mais surtout de transformer ou de modifier les rapports de pouvoir entre les classes sociales que ces institutions représentent ou cristallisent. Un ne peut pas changer sans l'autre, comme l'a fait comprendre une conception dialectique des institutions mettant de l'avant l'interrelation entre production et distribution. La médiation du rapport entre nature et société ne peut changer que par la modification ou la transformation des rapports de classe qui précisent l'allocation des bénéfices et inconvénients relatifs à l'utilisation de la nature, ainsi que la façon par laquelle celle-ci est intégrée à la production humaine.

La question de la transition écologique est donc une question de pouvoir et de pouvoir de classe. Ainsi, les trois types de réponses identifiés plus haut peuvent être considérés comme différentes façons de revoir et réimaginer les rapports de pouvoir entre, à travers et à l'intérieur des classes sociales, dans la transition écologique. Ainsi, la question de la transition devient celle de comment réimaginer cette médiation entre nature et société, revoir les institutions qui l'assurent, et donc par extension les rapports de pouvoir et de classes qui les produisent.

4.6.4 Vers un bloc contre-hégémonique?

Les solutions dites de rupture, qu'elles appellent à transformer l'ordre allocatif capitaliste ou non, peuvent être analysées comme mobilisant une conception du changement social inspirée de l'économie politique critique ou de la théorie néo-gramscienne, lorsqu'elles ne le proposent pas elles-mêmes (Buch-Hansen, 2018;

Winkler, 2020), c'est-à-dire qu'elles proposent souvent un chemin d'action en quatre étapes :

The first is a deep crisis of the existing system and of the prevailing paradigm. The second is an alternative political project. The third is a comprehensive coalition of social forces waging political struggles with a view of making the project hegemonic. The fourth is consent, at least passive consent, in the population. (Buch-Hansen, 2018, p. 161-162)

Il est donc question de construire un nouveau bloc hégémonique, capable d'instituer de nouveaux rapports de classes, qui seraient appelés à s'institutionnaliser à l'intérieur de nouvelles institutions capables d'articuler différemment le rapport entre société et nature, ainsi que les bénéfices et inconvénients de son utilisation. C'est par exemple le propre de plusieurs propositions liées aux approches décroissantiste (Buch-Hansen, 2018), du *Green New Deal* (Patel et Goodman, 2019) ou de la transition juste (Winkler, 2020).

Pour réussir, c'est-à-dire d'être en mesure d'assembler une coalition de forces sociales autour d'un projet capable de viser l'hégémonie, ces approches doivent être à même de répondre à deux conditions possibilité, soit de faire appel aux intérêts des forces sociales qui pourraient se joindre à la coalition, et de faire appel à un éventail d'intérêts assez large pour être capable d'assembler une coalition avec l'envergure nécessaire pour provoquer un changement social, rappelant la notion d'intérêt développée dans le premier chapitre.

Sans tomber à un niveau de détail trop granulaire, en faisant intervenir la notion de faction de classe, il est possible de s'appuyer sur la typologie des classes sociales développée au deuxième chapitre pour analyser comment ces divers projets peuvent appeler aux intérêts des individus positionnés à l'intérieur des différentes classes du capitalisme néolibéral, dotées de pouvoirs sociaux inégaux; la classe privilégiée ou capitaliste des détenteurs de quantités importantes du capital économique médiateur,

les classes moyennes dotées de quantités moyennes de capital économique ou de quantités significatives des autres types de capitaux, et la classe inférieure ou ouvrière, faiblement pourvue en toute forme de capital.

4.6.5 Décroissance

L'approche décroissantiste pourrait être qualifiée d'austérité écologique (Huber, 2019; Phillips, 2015), comme elle propose une politique du moins, de la limite, de la baisse de la consommation et de la production, même si ses partisans « *are quick to insist they don't want this to appear as a politics of "less" because they are calling for the redistribution of less stuff more equally and calling for more immaterial resources like time, community, and relationships* » (Huber, 2019). Aussi désirables et louables que puissent être ces objectifs, ils ne changent rien à la difficulté que rencontrera ce projet pour susciter l'adhésion d'individus dont les besoins matériels sont laissés insatisfaits par le capitalisme néolibéral. Il sera plutôt en mesure d'appeler aux besoins immatériels et à l'intérêt de ceux pour qui les besoins matériels sont déjà remplis de manière fiable, c'est-à-dire à certains membres de la classe moyenne, « *professionals who conclude modern lifestyles are to blame for our ecological crisis, [their] own relative material security induc[ing] this rather guilt-ridden conviction that "all of us" consumers are at the root of the problem* » (Huber, 2019).

Pareillement, peu importe les bienfaits ou les avantages écologiques d'une décroissance économique ou d'une réduction de l'activité humaine, de son *throughput* de matière et d'énergie, telle que proposée par le courant décroissantiste, là n'est pas la question :

this program [...] fails to take into account that the vast majority of people in capitalist societies also need more material stuff. The experience of the neoliberal period has been defined for most by stagnant incomes/wages, increasing debt, eroding jobs security, and longer work hours. By centering its entire political program on the prefix of "de" and talk of "reductions,"

degrowth has little capacity to speak to the needs of the vast majority of workers ravaged by neoliberal austerity. (Huber, 2019)

De plus, la décroissance n'est pas une approche centrée sur une analyse en termes de classes sociales, en raison de son « *obsession with overall [...] gdp growth – itself a statistical construction that obscures precisely who benefits from growth in a capitalist economy* » (Huber, 2019). À l'inverse, « *a class analysis would always be premised on not the aggregate of society (and whether or not it needs to grow or degrow), but rather conflictual class divisions where a few have way too much and the majority have too little* » (Huber, 2019). Par conséquent, son sort semble se solder par l'incapacité de construire un bloc contre-hégémonique, c'est-à-dire une vaste coalition de forces sociales capable de contester le bloc hégémonique existant, autour de son projet alternatif, qui reste pour l'instant lettre morte : « *even though the countless degrowth-compatible local initiatives and the increasing interest in degrowth are reasons for cautious optimism, the prospects of a degrowth paradigm shift currently look bleak* » (Buch-Hansen, 2018, p. 162).

4.6.6 Pourquoi les classes sociales et lesquelles ?

Si l'approche précédente a été critiquée pour son manque d'attention accordé aux classes sociales, rien n'oblige à réfléchir un projet politique en termes de classes sociales. Un projet contre-hégémonique peut être proposé à des organisations internationales, des communautés religieuses, des villes, des groupes artistiques, des entreprises, des mouvements sociaux, etc. (Winkler, 2020). Il peut aussi être proposé sur la base d'une mobilité à travers les classes ou des processus de valorisation/dévalorisation à l'intérieur des classes sociales. Toutefois, le présent travail propose de concevoir la transition écologique comme un projet de classes et plus précisément comme un conflit entre les classes sociales, étant donné que cette catégorie et cette forme de lutte sont les seules dont l'envergure et la portée peuvent permettre de répondre à l'ampleur du défi représenté par la crise écologique.

Seul un projet proposant d'agir politiquement sur la base d'une appartenance commune à une catégorie sociale, dont l'étendue peut permettre de mettre en mouvement un ensemble d'individus séparés, et dont l'intérêt matériel commun qu'ils partagent peut permettre de développer une solidarité et une cohérence commune, peut espérer mener à terme un projet de transition écologique. Seule une telle catégorie coupant profondément à travers les différences, comme celle de classe sociale, peut permettre de créer les conditions d'une action collective réussie, lorsque son énergie est dirigée dans un conflit entre les classes, plutôt qu'à l'intérieur ou à travers celles-ci, permettant de générer la solidarité et la cohésion nécessaire.

Si la lutte pour la transition écologique doit prendre les classes sociales comme fondement de l'action sociale, sans quoi elle ne saura produire la solidarité et la cohésion nécessaire pour mener à terme cette transformation collective, il reste toujours à déterminer quelles classes sociales devraient être le fer de lance de ce projet politique.

En considérant, comme le présent travail l'a proposé, qu'une solution de rupture à la crise écologique peut être considérée comme une transformation de la structure d'approvisionnement, dans ses dimensions d'usage et réglementaire, et donc des rapports de pouvoir entre les classes qu'elle incarne, il faut identifier une classe sociale qui a un intérêt à cette transformation, c'est-à-dire une classe qui n'est pas premièrement favorisée par la structure d'approvisionnement néolibérale actuelle.

Du moment que la dernière transformation d'importance de la structure d'approvisionnement, celle de la transformation néolibérale, est entendue comme le remplacement d'un bloc hégémonique faisant intervenir « *a compromise between nationally oriented industrial capital and organized labour* » (Buch-Hansen, 2018, p. 158) par un nouveau bloc « *compris[ing] not only the leading sections of the financial sector and a large segment of the leading transnational corporations, but also key segments of the "new middle classes" and of organized labor* » (Van Apeldoorn et

Overbeek, 2012, p. 5, cité dans Buch-Hansen, 2018), la classe ouvrière peut être identifiée comme ayant intérêt à modifier cette structure d’approvisionnement, qui a provoqué « *an upward detachment of ruling-class earnings from everyone else’s, a convergence of PMC and petty bourgeois earnings, and the marked stagnation of working-class earnings* » (Ikeler et Limonic, 2018, p. 566).

Un projet de transition écologique doit donc prendre pour fondement une classe sociale qui a un intérêt à transformer la structure d’approvisionnement actuelle, comme elle ne la favorise ou ne lui bénéficie pas premièrement, contrairement aux capitalistes et aux classes moyennes nouvellement hégémoniques. Si la classe ouvrière a un intérêt à transformer cette structure d’approvisionnement néolibérale qui a inauguré son appauvrissement relatif par rapport aux forces dominantes du nouveau bloc hégémonique, rien ne l’oblige à la transformer en un sens écologique. La transformation de cette structure lourde en carbone et riche en déchets pourrait se faire en un sens écologique, mais rien d’inné ou d’immanent à l’intérêt de la classe ouvrière ne la pousse à agir en un sens intrinsèquement écologique. Si un intérêt objectif peut lui être imputé à transformer cette structure d’approvisionnement de façon à ce qu’elle réponde mieux à ses besoins matériels, rien ne l’oblige à y répondre à l’intérieur des limites planétaires (Rockström *et al.*, 2009).

Un essentialisme écologisant est donc à rejeter, pour faire place à la contingence de la recherche d’un intérêt de classe, qui pourrait possiblement se réaliser à travers l’auto-institution d’un projet politique redistributif et écologique, sans que rien n’y oblige. Celui-ci pourrait se présenter comme une transformation de la présente structure d’approvisionnement avec pour but de répondre aux besoins matériels de la classe ouvrière, tout en instituant un métabolisme entre nature et société respectueux des limites environnementales.

4.6.7 Le *Green New Deal*

Il faut donc faire la proposition de ce projet écologique qui prendrait assise sur la classe ouvrière, en tentant de répondre à ses besoins insatisfaits, tout en respectant les limites de la biosphère. De cette façon, il serait possible d'appeler à l'intérêt d'une force sociale pour la mettre en mouvement vers une transformation de la structure d'approvisionnement actuelle, qui pourrait répondre à cet intérêt tout en permettant de modifier les institutions qui assurent présentement la médiation déficiente entre nature et société, « en découvr[ant] et reconnai[ssant] des limites environnementales aux pratiques économiques des sociétés humaines, et ensuite [en] institu[ant] une politique et (ou) une culture qui régule[rait] ces activités afin qu'elles se tiennent à l'intérieur de ces limites » (Pineault, 2017, p. 115).

C'est ce but que se donne le *Green New Deal* et les approches qui s'en inspirent, une seconde solution de rupture à la crise écologique, qui propose d'y répondre à travers :

a worldwide programme to invest between 1.5 and 2 percent of global GDP every year to raise energy-efficiency standards and expand clean renewable-energy supplies. Through this investment programme, it becomes realistic to drive down global CO2 emissions relative to today by 40 per cent within twenty years, while also supporting rising living standards and expanding job opportunities. (Pollin, 2018, p. 10)

Que ce plan d'action soit suffisant pour répondre à la crise écologique en respectant les limites environnementales ou non, là n'est pas la question ici d'intérêt. L'importance du *Green New Deal* pour le présent travail réside plutôt dans sa compréhension du fait essentiel qu'un projet de transition écologique « *has to mobilize around environmentally beneficial policies that appeal to the material interests of the vast majority of the working class mired in stagnant wages, debt, and job insecurity* » (Huber, 2019) s'il veut avoir la chance de réussir. Uniquement de cette façon est-il possible de mobiliser une force sociale essentielle à la transformation écologique, sur la base de son intérêt matériel, qui pourrait être servi par un projet de transition

permettant de redistribuer biens, ressources et pouvoir social vers la classe qui en a le plus besoin.

Ce projet a donc marqué une avancée certaine par rapport au courant décroissantiste, comme il a mis de l'avant un projet conceptualisé en termes de classes sociales et capable de faire appel à l'intérêt de la classe ouvrière. Malgré ces efforts, il s'est révélé incapable de mobiliser une masse critique de travailleuses et travailleurs à son appui, à l'intérieur d'une coalition qui s'est trouvée rapidement dominée par certains secteurs des classes moyennes, notamment « *academics, think tanks, and NGO professionals* » (Huber, 2021a, p. 138) qui ont redirigé le projet vers leurs intérêts.

Cet échec du *Green New Deal* à prioriser les intérêts de la classe pour laquelle il a été développé et son incapacité résultante à mobiliser politiquement cette classe autour de ses propositions, peut être imputé à la faiblesse actuelle de la classe ouvrière, de ses institutions et à son manque de pouvoir institutionnel, suite à sa défaite historique face au bloc hégémonique néolibéral. Considérant la situation actuelle de double contrainte dans laquelle la classe ouvrière se trouve, c'est-à-dire que « *it cannot make new breakthroughs or exercise power without a major shift in the broader political terrain. But, at the same time, it can't reshape the political terrain without exercising a level of power it currently does not have* » (Maisano, 2021, p. 68), simplement développer un projet destiné à appeler à son intérêt n'est pas suffisant, comme cette classe ne détient pas le pouvoir ou les institutions nécessaires pour assurer la mobilisation qui permettrait de mener à sa mise en place.

Absent ce pouvoir, le projet a été capturé par certains segments des classes moyennes qui ont fait du *Green New Deal* « *a politics of the professional class for the working class* » (Huber, 2021a, p. 138), « *based in professional-class activist networks in academia, NGOs, and think tanks* » (Huber, 2021a, p. 143), ce qui a signé pour de bon son arrêt de mort, avant qu'il ne soit confirmé par les défaites politiques de ses porte-

étendards, lors de la seconde défaite de Bernie Sanders et de l'effondrement du *Labour* de Jeremy Corbyn aux élections générales britanniques de 2019.

Par conséquent, le *Green New Deal* ne s'est pas montré capable d'assembler la vaste coalition de forces sociales nécessitée pour un changement de bloc hégémonique, en allant chercher des appuis au-delà de quelques segments des classes moyennes et de la classe ouvrière, une coalition dont la portée aurait pu être assez importante pour faire passer le projet de la contre-hégémonie à l'hégémonie.

4.6.8 Crise finale des solutions de rupture et de continuité néolibérale

La conception du changement social que ces deux premières approches de rupture mobilisent suppose de prime abord une crise d'assez grande importance pour ouvrir une opportunité de transformation sociale capable de remettre en question le bloc hégémonique actuel et sa structure d'approvisionnement correspondante. Pour ce faire, il est nécessaire que des lignes de faille soient ouvertes dans le bloc hégémonique néolibéral, sa fracture ouvrant la voie à sa recomposition ou son remplacement. Les auteurs les plus audacieux annoncent déjà la fin du néolibéralisme ou la mort imminente du capitalisme (Fraser, 2021; Streeck, 2014), grâce à une innovation théorique qui pourrait être décrite comme une écologisation de la crise finale du capitalisme prophétisée par le marxisme classique.

Toutefois, rien n'est encore aussi sûr, comme les tentatives de répondre à la crise climatique par les politiciens et intellectuels (Carney, 2021; Huber, 2021b; Stanford, 2021) représentant le bloc hégémonique actuel laissent présager une solution de continuité permettant de conserver la structure d'approvisionnement actuelle et les rapports de pouvoir entre les classes qu'elle incarne, tout en modifiant sa base énergétique. À cette fin, des projets ont été développés qui mettent de l'avant une tarification du carbone (Canada, 2016) jumelée à une décarbonisation du secteur électrique (Huber, 2021b) et une électrification des transports (Québec, 2020). Les

propositions, plans et projets qui vont en ce sens sont multiples et diversifiés, ce qui rend toute exhaustivité ici impossible, mais il est possible de préciser qu'ils ont tous en commun la volonté de préserver la structure d'approvisionnement ainsi que le bloc hégémonique actuels, pour ne simplement renouveler que sa base énergétique.

D'un point de vue économique, ces tentatives peuvent être analysées à l'aide du « *core concept of Polanyi's work, that of a social "countermovement" called forth by the expansion of the market, and of the resulting "double movement" of market expansion and social protection* » (Streeck, 2010, p. 250). Face aux effets écologiques désastreux d'une marchandisation croissante de la nature par le marché autorégulateur, « *society is thus compelled [to] the 're-regulation' of the economy through the state and society* » (Wanner, 2015), afin d'éviter le pire. Les propositions de transition appuyées par les acteurs du bloc hégémonique actuel représentent donc un contremouvement à la rétrocession de la nature, comme une marchandise fictive, au marché autorégulateur. Il s'agit de différentes tentatives visant à réencaster ou reréguler l'articulation déficiente de la structure d'approvisionnement actuelle à sa condition écologique d'arrière-fond, qui entre maintenant en crise.

D'un point de vue politique, ces mêmes projets de réencastrement du marché capitaliste encouragés par certaines factions du bloc hégémonique actuel peuvent être analysés comme une révolution passive, en un sens gramscien, ce qui explique aussi leurs limitations. Selon Gramsci, « *a 'passive revolution' occurs in an 'organic crisis' when counter-hegemonic challenges to the dominant capitalist order are co-opted and neutralized through changes and concessions which re-establish the consent in that order* » (Wanner, 2015, p. 25). Il s'agit donc d'une tentative de trouver une solution à la crise écologique à l'intérieur des arrangements institutionnels présents, sans modifier de façon assez importante la structure d'approvisionnement existante pour mettre en danger le bloc hégémonique actuel, « *more often than not claims [of the subaltern classes] are only partially adopted as they are integrated in the agenda of the ruling*

classes by bringing them in accordance with their interests » (Haas, 2019, p. 68). Le but premier est donc la préservation de la balance de pouvoir entre les classes du bloc hégémonique néolibéral.

Par conséquent, il peut être proposé que les projets de transition mis de l'avant par les classes hégémoniques ont pour but premier d'éviter une transformation assez importante de la structure d'approvisionnement pour ouvrir la porte à une transformation correspondante des rapports de pouvoir entre les classes sociales qu'elle incarne, c'est-à-dire du bloc hégémonique. Afin d'éviter cette possibilité, une nouvelle base énergétique est plutôt proposée à la même structure d'approvisionnement néolibérale, tout en prenant soin d'éviter de mettre de l'avant une proposition avec assez d'envergure pour modifier significativement sa dimension réglementaire ou d'usage, remettant ainsi en question la balance de pouvoir incarnée entre les classes sociales.

Si le potentiel politique de cette solution semble certain, sa réussite d'un point de vue écologique l'est moins, étant donné qu'elle présente essentiellement une solution climatique à la crise écologique, qui pourrait être fortement aggravée par l'utilisation accrue des ressources naturelles de la planète (Giurco *et al.*, 2019) pour réaliser une transition énergétique visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, tout en conservant la structure et le bloc néolibéral, sans pour autant remédier à l'épuisement de la nature comme source d'intrants et puits d'extrants, autres que les GES.

Cette transition potentielle est d'autant plus incertaine qu'elle vise essentiellement à conserver une structure d'approvisionnement lourde en carbone et riche en déchets aussi bien dans sa dimension d'usage que réglementaire, en plus de préserver les inégalités distributives de son bloc hégémonique, qui impliquent le gaspillage continu de la part du produit social consommée en excès par les plus privilégiés, qui pourrait

être éliminée ou redirigée vers une utilisation à plus haute utilité sociale par un bloc hégémonique alternatif.

Cela dit, la tentative d'une telle solution de continuité reste une possibilité politique, peu importe si sa réussite ou son échec semble plus probable à l'observateur, étant donné que les classes qui ont premièrement bénéficié du projet néolibéral, qui sont toujours hégémoniques, et qui possèdent encore le plus de pouvoir dans la société, ne vont très probablement pas se mobiliser en faveur d'un changement de structure d'approvisionnement allant à l'encontre de leurs intérêts, en accord avec la théorie de l'action sociale développée par le présent travail. Il s'agit de la limite à laquelle les approches étudiées précédemment se sont butées, celle de la solidité du bloc hégémonique néolibéral, qui remet en question leur présupposé partagé selon lequel la crise écologique présenterait une crise ayant le potentiel de fracturer le bloc hégémonique actuel et d'ouvrir la possibilité à l'ascendance d'un nouveau bloc contre-hégémonique.

4.6.9 Encore et toujours la classe ouvrière?

Les insuffisances propres à une solution de continuité illustrent la nécessité d'une transformation plus importante du bloc hégémonique actuel et de sa structure d'approvisionnement, dans ses deux dimensions, plutôt que de modifier uniquement l'aspect énergétique de sa dimension d'usage. Il faut le rappeler, l'impulsion pour cette transformation ne peut venir que d'un extérieur, d'une classe se trouvant en dehors de ce bloc hégémonique, qui n'en bénéficie pas premièrement, et qui a donc un intérêt à sa transformation, afin de mieux répondre à ses besoins. La classe ouvrière, ou inférieure, a ainsi été correctement identifiée comme un moteur d'action possible de la transition écologique, sans pour autant lui attribuer un intérêt intrinsèque à celle-ci, mais plutôt contingent, brisant effectivement avec la conception essentialiste de l'intérêt ouvrier propre au marxisme classique.

Si le projet de transition écologique doit prendre pour fondement la classe ouvrière, comme agent ayant un intérêt objectif à la transformation de la structure d’approvisionnement actuelle, il serait faux de prétendre que l’ensemble de cette classe a un intérêt à cette transformation, considérant que certaines de ses factions jouissent d’une récompense enviable, parfois même plus généreuse que celle d’autres factions de classes intégrées au bloc hégémonique actuel, comme certains marxistes l’ont déjà remarqué il y a longtemps (Lénine, 1945).

L’importance numérique de la classe ouvrière en vue de constituer une masse critique en faveur d’une transition écologique et le poids relatif de ses membres parmi ceux qui y ont intérêt s’en trouvent donc réduits, ce qui contribue à aggraver le problème identifié par Adam Przeworski dans son texte séminal *Social Democracy as a Historical Phenomenon*, qui veut que contrairement aux prédictions des partis socialistes et communistes du tournant du siècle dernier, « *[the] proletariat was not, and never became, a numerical majority of voting members of any society* » (Przeworski, 1980, p. 38). Étant donné que ces mêmes partis ont fait le choix de participer au jeu démocratique et de se soumettre à ses règles qui obligent d’obtenir « *some specific proportion of the vote, not much different from 50 percent* » (Przeworski, 1980, p. 39), ils ont dû se résigner au fait que « *a majority for socialism could [only] be recruited by seeking electoral support beyond the working class* » (Przeworski, 1980, p. 40).

Ce « *minority status of workers within the class structure of capitalist societies* » (Przeworski, 1980, p. 40), et la nécessité résultante « *[to] seek support from members of other classes* » (Przeworski, 1980, p. 40) sont toujours des réalités qui doivent être prises en compte par tout projet de transformation sociale qui prend pour fondement la classe ouvrière. Le projet de transition écologique ici proposé ne fait pas exception. Si les observations de Przeworski tiennent toujours et que leurs conséquences limitent

encore l'action sociale, un repli stratégique vers la classe ouvrière, visant à pallier les difficultés rencontrées par les projets précédents, serait mal avisé.

Il est plutôt nécessaire de prendre acte du fait qu'une partie importante de la classe ouvrière est capable de se mobiliser pour un changement social, mais qu'elle n'est pas en mesure de provoquer à elle seule ce changement social. La mobilisation de cette classe est donc nécessaire, mais non suffisante pour mener à terme un projet contre-hégémonique de transition écologique. Celui-ci doit donc prendre pour fondement cette classe, sans pour autant s'y circonscrire, en accord avec la nécessité de construire une alliance faisant participer d'autres forces sociales qui pourraient se joindre au mouvement de transition, à la recherche de la masse critique nécessaire.

4.6.10 La transition juste

C'est ce que propose la dernière des approches précédemment identifiées comme faisant appel à une théorie du changement social inspirée de la théorie néo-gramscienne, la transition juste. Ce concept « *emerged in the North American labour movement in the 1990s [as] the International Labour Organisation developed guidelines for a just transition, highlighting the needs of workers, create decent work and green jobs* » (Winkler, 2020, p. 4). C'est un paradigme définitivement centré sur la classe ouvrière, comme il émerge de ses organisations, et suffisamment ambitieux pour proposer une transformation de la structure d'approvisionnement actuelle, dans sa dimension aussi bien réglementaire que d'usage :

While definitions of a just transition vary, they consistently include core elements: investments in low-emissions and labour-intensive technologies and sectors; assessment of employment and social impacts; affordable access to energy services; attention to 'legacy' sectors with retraining of workers; compensation to communities whose livelihoods are at risk in the transition; procedural equity through facilitated dialogue with affected communities and stakeholders. 'Green jobs' are a key requirement of a just transition. (Winkler, 2020, p. 4)

Ce projet propose donc une transformation d'assez grande envergure pour éviter les limitations écologiques identifiées à une solution de continuité, tout en ouvrant la porte à des mesures faisant appel à un éventail d'intérêts assez large pour mobiliser une coalition de forces sociales autour de la classe ouvrière, à l'intérieur d'un bloc contre-hégémonique. Toutefois, c'est aussi ce que proposait l'approche du *Green New Deal*, sans succès. Tout porte à croire que les mêmes écueils seront rencontrés par une approche similaire faisant encore usage d'une théorie néo-gramscienne du changement social, pour proposer un projet alternatif de transition écologique, centré sur une classe ouvrière alliée à certaines factions des classes moyennes.

Une telle approche contient deux failles assez importantes pour remettre en question l'entreprise. Premièrement, rien ne porte à croire que les factions des classes moyennes auxquelles il est nécessaire de faire appel pour élargir la coalition de forces sociales et viser l'hégémonie, tout en brisant l'isolement de la classe ouvrière, ne sont intéressées au projet, elles qui sont déjà investies et bien intégrées au projet néolibéral, « *it is a foregone conclusion that this fraction and the wider coalition behind the neoliberal paradigm [...] will consider [such a] paradigm unattractive and that such social forces will vehemently oppose [its] implementation* » (Buch-Hansen, 2018, p. 160). Deuxièmement, rien ne laisse présager, après la défaite historique de la classe ouvrière, son entrée en lutte ou sa remobilisation avec assez de force pour espérer briser cet état de fait et faire passer une partie des classes intégrées au projet néolibéral à celui d'une transition écologique contre-hégémonique. Ces failles sont les défauts indissolubles d'une telle approche, qui ne peuvent être ignorés qu'au prix de la condamner à l'impuissance et l'inutilité.

4.6.11 La classe ouvrière face à sa double contrainte

L'analyse des principaux projets de transition maintenant complétée, le problème de la transformation écologique peut être clairement posé dans toute son étendue et sa complexité. Celui-ci débute par la nécessité d'aller vers la classe ouvrière, en tant que

classe ayant un intérêt objectif à la transformation de la structure d'approvisionnement néolibérale qui détruit sa propre condition écologique d'arrière-fond, et qui a donc un intérêt potentiel à sa transformation écologique. Toutefois, cette classe est trop faible numériquement (Przeworski, 1980) et dépourvue de pouvoir institutionnel (Lind, 2020) à l'intérieur de la structure d'approvisionnement actuelle pour réaliser à elle seule la transition écologique. C'est ce qui l'oblige à devoir aller chercher des appuis auprès d'autres classes, pour l'aider à se sortir de cette position qui est la sienne et former une masse critique à la recherche de ses intérêts. Cependant, cette même impuissance structurelle l'empêche de créer les alliances avec d'autres forces sociales qui pourraient lui permettre de se sortir de cette position incapacitante.

Force est de constater qu'à l'intérieur de la structure d'approvisionnement néolibérale, la possibilité de constituer un bloc contre-hégémonique autour de la classe ouvrière, capable d'obtenir l'appui et le consentement du reste de la société semble très improbable, comme elle n'est pas un partenaire avec le nombre ou le pouvoir nécessaire pour mobiliser d'autres forces sociales autour d'elle et mener à terme le projet de transition écologique.

C'est la double contrainte dans laquelle se trouve la classe ouvrière, mais aussi le mouvement pour la transition, comme c'est la classe dans laquelle se trouve l'agent qui est supposé en être l'impulsion. Ceci oblige à réviser le mode de changement social proposé, c'est-à-dire à abandonner toute approche qui propose de constituer un nouveau bloc contre-hégémonique autour d'un projet de transition alternatif, pour rechercher l'hégémonie et ensuite répondre à la crise écologique. La double contrainte confrontant la classe ouvrière rend ce chemin caduc ou impraticable.

Avec la problématisation de la transition écologique à l'intérieur des paramètres du présent travail maintenant complétée, il est temps de proposer un chemin praticable pour cette transformation écologique, capable de se réaliser malgré la double contrainte

dans laquelle se trouve l'agent social qui doit en donner l'impulsion, *Hic Rhodus, hic salta!*

4.6.12 Une voie praticable, une solution de rupture continue ?

Si le problème à résoudre, apparemment insoluble, provient du fait que la classe ouvrière doit faire appel à d'autres classes sociales pour l'aider à se sortir de sa double contrainte, ce qu'elle ne peut faire par elle-même, alors que cette même double contrainte la prive du pouvoir social nécessaire pour constituer une alliance ou coalition avec d'autres forces sociales, il est nécessaire de changer de stratégie politique afin de se sortir de cette impasse. Il est impératif de se libérer d'une théorie intégralement néo-gramscienne du changement social :

we need to part company with misleading models of social and institutional change. As long as we imagine the end of capitalism being decreed, Leninist-style, by some government or central committee, we cannot but consider capitalism eternal. [...] Matters are different if, [we don't] imagin[e] it being replaced by collective decision with some providentially designed new order. (Streeck, 2014, p. 45-46)

Si l'analyse se décharge d'une théorie du changement social qui repose sur un grand soir, où un bloc contre-hégémonique parviendrait finalement à construire assez d'alliances pour parvenir à l'hégémonie et obtenir ultimement le consentement plus large de la population pour mener à terme son projet alternatif, l'avenir se délie un peu et le problème de la transition écologique devient un peu moins insoluble. Toutefois, il est possible de mettre de côté le schématisme ou l'étapisme incapacitant de cette approche, sans pour autant abandonner ses apports les plus intéressants. Il est possible de reprendre sa conception de la politique comme une succession de blocs hégémoniques ou d'alliances changeantes entre des forces sociales, aux intérêts parfois concordants et d'autres fois opposés. Le changement social, conçu comme un processus de transformation de coalitions hégémoniques, rassemblant des forces sociales diverses, peut cependant être théorisé comme se déroulant tout autant à travers

des évolutions lentes et progressives, que par à-coups révolutionnaires saccadés, rappelant les étapes mises de l'avant par la théorie néo-gramscienne (Buch-Hansen, 2018; Winkler, 2020) et étudiées plus tôt.

L'importance du moment politique dans la transformation sociale doit aussi être conservée, considérant que « *nonliberal reforms in a market economy seem to require 'political moments' in which strong governments create and enforce rules that individual actors have to follow, even if they would on their own prefer not to do so* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 33). Un moment politique pourrait aussi ouvrir l'opportunité à une classe très nombreuse, bien que non majoritaire, de transformer le terrain actuel, alors que son pouvoir économique et social s'est trouvé fortement diminué par le projet néolibéral, « *because they lack money and status, working-class people have only one source of power : their numbers* » (Lind, 2020, p. 134).

Néanmoins, le moment politique ne peut pas représenter un raccourci pour réaliser d'un coup la transition écologique, ou l'ensemble des intérêts et désirs de la classe ouvrière, il ne peut pas contenir l'ensemble de ses ambitions politiques, ce n'est pas un expédient pour sauter directement au socialisme ou à l'après transition, tel que l'a proposé, par exemple, le populisme de gauche :

The Green New Deal and Bernie Sanders's campaign were always a shortcut. Given the intense timeline we are facing on climate change, they were a shortcut worth pursuing. [...] As much as we *need* a shortcut in the face of the climate crisis, this is not how class struggle works. Much of the energy around the Green New Deal was based on a kind of magical thinking: by insisting on the scientific urgency, large-scale social transformation could come before working-class organization. [...] The only thing that can and will push [...] the state in general, is working-class organization and disruption. We are out of shortcuts to do this hard work. (Huber, 2021a)

Si la double contrainte dans laquelle se trouve la classe ouvrière l'empêche d'entamer ce travail d'une façon volontaire, spontanée et autonome, sans l'aide d'autres forces sociales extérieures à sa condition, le moment politique proposé peut être reconfiguré comme l'outil par lequel la classe ouvrière pourrait reconfigurer le terrain actuel, biaisé en sa défaveur, sur lequel se déroule le jeu social, et ce malgré la situation dans laquelle elle se trouve. Pour ce faire, ce moment politique doit être plus circonscrit, réduit à une plus petite échelle et démultiplié en une multitude de petits moments politiques. Ce n'est plus le moment politique du grand soir : « *we can't think in those terms, no matter how desperate the climate situation. We have to be able to think in terms of ten, fifteen or twenty years. There is fundamental class and organisational rebuilding to be done. It takes time* » (Panitch, 2020, cité dans Huber, 2021a).

Ces multiples moments politiques, d'envergure plus restreinte, deviennent ainsi un moyen de faire appel à l'intérêt d'autres classes sociales, pour les mobiliser autour de projets concrets et communs, qui pourraient aligner momentanément leurs intérêts à ceux de la classe ouvrière, dans une lutte conjointe ayant pour objet des projets mutuellement bénéficiels. Ainsi pourra se faire le long travail aussi essentiel que difficile de réorganisation et de remobilisation de la classe ouvrière, mis de l'avant par Léo Panitch et Matt Huber, parmi d'autres.

Les moments politiques proposés devront donc prendre la forme de projets capables de faire appel à une variété d'intérêts présentés par d'autres forces sociales, capables de faire se rejoindre à la fois les intérêts de la classe ouvrière et ceux d'autres factions de classes, possédant un plus grand pouvoir social.

Uniquement de cette façon sera-t-il possible de briser la double contrainte de la classe ouvrière, en faisant appel à des forces sociales extérieures à sa condition, à l'aide de projets capables d'aligner momentanément leurs intérêts, « *unless it can forge stronger alliances with the forces that powered the Bernie Sanders campaigns and reorient itself*

toward a more wide-ranging strategy of popular mobilization, it will keep struggling to defend itself and make new gains » (Maisano, 2021).

Pour ce faire, il sera nécessaire de construire des alliances stratégiques, transitoires et localisées autour de projets qui pourraient présenter le potentiel de modifier lentement, mais durablement le terrain social, la structure d’approvisionnement actuelle. Ces alliances par projets, circonscrites et sectorielles, pourraient bénéficier autant à d’autres forces sociales déjà intégrées au bloc hégémonique actuel, qu’à la classe ouvrière qui s’en trouve exclue. Le chemin d’action proposé n’a donc pas comme présupposé de révolutionner premièrement le bloc hégémonique existant, avant d’entamer un changement social transformationnel, auquel pourraient participer certains de ses éléments constituants.

Ainsi, les projets proposés pourraient s’intégrer au mouvement actuel de réencastrement de l’économie, qui a déjà débuté sous l’égide du bloc hégémonique actuel, et dont il a été précédemment question. Ils pourraient profiter du moment politique actuel, voyant une rerégulation de la médiation entre l’économie et sa condition écologique d’arrière-fond, pour modifier durablement la structure d’approvisionnement actuelle et la balance de pouvoir entre les classes sociales qu’elle contient, dans l’intérêt de la classe ouvrière.

Un tel cours d’action sous-tend une différente théorie du changement social, qui met l’accent sur le changement lent, progressif et incrémental, « *rather than abrupt and discontinuous* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 18), comme le préfèrent les néogramsciens. Il est donc possible de théoriser la transition écologique en mobilisant une conception du changement social comme « *gradual but nevertheless transformative* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 19). Celui-ci pourrait ouvrir la porte à une transformation de la structure d’approvisionnement néolibérale, contrairement à ce que semblait rendre possible une stratégie centrée sur des « *historic ruptures or openings* » (Streeck

et Thelen, 2005, p. 18) qui ne semblent pas vouloir venir. Un mode de transformation sociale misant sur un changement « *slow and gradual* » (Streeck, 2011, p. 142) pourrait donc être plus porteur d'une transition écologique, alors que la classe ouvrière se trouve dans une double contrainte qui mine la possibilité de la constitution d'un bloc contre-hégémonique autour d'elle et de son passage à l'hégémonie. La structure d'approvisionnement actuelle et la position objective de double contrainte dans laquelle elle met la classe ouvrière obligent donc à rechercher une autre stratégie de changement social, afin de poursuivre la possibilité d'une transition écologique.

Si un chemin général a été proposé en termes de classes sociales, pour se sortir de l'impasse actuelle à laquelle fait face la transition, les projets plus spécifiques dans lesquels cette stratégie doit s'incarner demeurent hors de l'horizon du présent travail. Ces projets localisés qui doivent permettre de faire se rencontrer les intérêts de la classe ouvrière et ceux d'autres forces sociales, tout en produisant des alliances momentanées et circonstanciées entre celles-ci, pourraient prendre une multitude de formes et d'incarnations possibles. Une voie intéressante, contenant plusieurs de ces projets qui pourraient permettre de se faire rejoindre un large éventail d'intérêts, et de mobiliser les acteurs concernés en faveur de leur réalisation, est celle de la *Feuille de route pour la transition du Québec vers la carboneutralité* du Front commun pour la transition énergétique. Une politique de réindustrialisation développée à l'intérieur d'un cadre écologique pourrait être riche de ces projets, c'est-à-dire du moment qu'elle propose, par exemple :

[une] modernisation du modèle industriel en misant, d'une part, sur la résilience des économies régionales par le développement de l'industrie de la deuxième et de la troisième transformation, la diversification manufacturière et les circuits courts, et d'autre part, sur les énergies renouvelables (hydroélectricité, biomasse, districts énergétiques locaux, etc.) et la réduction à la source des déchets par l'écoconception, les symbioses industrielles et les processus circulaires. (Front commun pour la transition énergétique, 2020, p. 87)

Un tel cadre d'action contient une multitude de projets qui pourraient être développés de façon à joindre l'intérêt de la classe ouvrière à ceux d'autres forces sociales, une condition de possibilité de la transformation de la situation actuelle, pour les mobiliser politiquement autour de projets qui pourraient faire lentement sortir la classe ouvrière de sa double contrainte. Ils pourraient donc tracer un chemin possible hors de l'impasse actuelle, et ouvrir la porte à un déverrouillage de la transition écologique.

Cette transformation ou sortie de la double contrainte dans laquelle se trouve la classe ouvrière serait la conséquence de la réalisation de projets capables de reconfigurer progressivement la structure d'approvisionnement actuelle dans sa dimension aussi bien réglementaire que d'usage, dans l'intérêt de cette classe. Le terrain sur lequel se joue le jeu social serait ainsi graduellement reconfiguré, et comme l'unité dialectique entre distribution et production tient toujours, la transformation incrémentale de la structure d'approvisionnement dans ses deux dimensions entraînerait une lente réorganisation des rapports de pouvoir entre les classes; privilégiée, moyennes et inférieures, qu'elle cristallise. La structure d'approvisionnement serait donc doublement recomposée de façon à amorcer un transfert de pouvoir vers la classe ouvrière, une recomposition des rapports de pouvoir en sa faveur, qui amènerait à modifier graduellement et progressivement la coalition des forces sociales actuellement hégémoniques. L'évolution transformative de la structure d'approvisionnement pourrait donc être aussi conceptualisée comme un long mouvement de transformation du bloc hégémonique actuel, plutôt que comme son renversement soudain et abrupt.

Parallèlement, la structure d'approvisionnement pourrait être graduellement reconfigurée en un sens écologique, étant donné que la transformation de ses deux dimensions engagerait un transfert progressif de pouvoir vers une classe qui a un intérêt à sa transformation en un sens possiblement écologique. La réalisation de ces projets pourrait donc être conçue comme l'entreprise par laquelle s'effectuerait le long travail

visant à redonner de plus en plus de pouvoir à un agent social qui peut avoir intérêt à la transition écologique, tout en assurant simultanément son exécution.

Finalement, cette reconfiguration de la structure d'approvisionnement dans ses deux dimensions pourrait ouvrir la porte à un nouveau cycle de luttes de la part de la classe ouvrière, en rebalçant le terrain inégal sur lequel se déroule le jeu social. Ainsi, la classe ouvrière pourrait continuer de s'impliquer dans la transformation écologique de la structure d'approvisionnement, en un sens répondant à ses intérêts, tout en s'intégrant progressivement à la coalition des forces sociales hégémoniques, ce qui pourrait en faire un changement social réellement « *gradual but nevertheless transformative* » (Streeck et Thelen, 2005, p. 19), tâtonnant vers une structure d'approvisionnement moins lourde en carbone et plus porteuse de justice sociale, vers une transition juste.

CONCLUSION

Tout bien considéré, le présent travail a permis d'offrir une modeste contribution originale aux recherches sociologiques actuelles qui cherchent à renouveler une conception matérialiste des sociétés humaines, à l'aide de la pensée institutionnaliste et de l'héritage intellectuel polanyien. Il s'insère donc dans cette littérature qui puise à la fois chez Marx et Polanyi, afin de proposer une pensée sociologique renouvelée, du même coup matérialiste et institutionnaliste, qui unit des auteurs aussi diversifiés que Nancy Fraser, David Graeber ou Wolfgang Streeck. Le présent travail a proposé de contribuer à cette entreprise en y intégrant notamment des concepts clés et contributions phares d'auteurs compatibles au projet, comme Pierre Bourdieu, Frédéric Lordon et Antonio Gramsci. Tout au long du travail, une attention particulière a été apportée au fait d'inscrire l'analyse dans la tradition marxiste et de s'y référer, tout en mobilisant les concepts pertinents y étant associés afin d'éclairer l'analyse. Ceci a permis d'introduire des contributions importantes d'auteurs marxistes comme Louis Althusser, Robert Brenner, Ellen Meiksins Wood ou Adam Przeworski. Le but premier de cette entreprise a été de développer un cadre théorique permettant d'étudier les conditions de possibilité d'une transition écologique dans les formations sociales animées du capitalisme néolibéral, ce qui a été fait avant de s'arrêter en esquissant les contours d'un projet de transition ayant le potentiel de répondre à ces conditions actuelles.

Le premier chapitre a débuté par situer l'entreprise théorique proposée à l'intérieur de la tradition marxiste qui la précède, en soulignant les apports importants de ses courants constitutifs mettant l'accent sur le primat des relations sociales, que ce soit les « rapports de production » (Althusser, 2011, p. 241) ou les « relations sociales de

propriété » (Brenner, 2012, p. 7). Face aux insuffisances de ces approches, identifiées au cours de l'analyse, il a été jugé nécessaire de poursuivre sur un chemin plus institutionnaliste, mais tout aussi matérialiste, en incorporant leurs apports les plus significatifs. À cette fin, « [l']hypothèse anthropologique » (Lordon, 2011, p. 57) développée par Lordon a été choisie comme point de départ de l'entreprise, en l'utilisant pour rendre compte du conflit distributif à la base des communautés humaines, qui mobilise les différents membres de celles-ci les uns contre les autres avec pour but d'accéder aux ressources de la communauté. S'il a été proposé que ce conflit est à la base du social, il a aussi été établi que celui-ci émerge réellement avec les arrangements sociétaux offerts par les communautés humaines en réponse à ce conflit, pour assurer sa médiation. Ces compromis qui émanent de la « sphère sociétale » (Polanyi, 1977, p. 37) des communautés humaines ont pour but d'organiser leur flot de biens et services en réponse aux conflits pour accéder à ceux-ci. Ces compromis ont été typifiés à l'aide de la typologie de Polanyi (Polanyi, 1957), réactualisée par Graeber, qui met de l'avant trois formes d'intégration ou principes moraux, soit mutualité, hiérarchie et échange (Graeber, 2014). Par la suite, il a été proposé que ces formes d'intégration doivent nécessairement être incarnées à l'intérieur d'institutions qui peuvent être distinguées entre elles suivant les formes du capital identifiées par Bourdieu, soit capital économique, social, culturel et politique. Il a donc été suggéré qu'une forme d'intégration peut être incarnée à l'intérieur d'institutions économiques, sociales, culturelles ou politiques, avant de mettre de l'avant l'idée que le fonctionnement du type d'institutions dominantes qui incarnent une forme d'intégration, fait surgir sa forme correspondante de capital comme capital médiateur, c'est-à-dire comme organisant le fonctionnement des institutions assurant la distribution du flot de biens et services de la communauté. Le chapitre s'est terminé en proposant le concept d'ordre allocatif institutionnalisé pour différencier les différentes communautés humaines entre elles, selon la forme d'intégration dominante qu'elles mobilisent pour organiser leur flot de biens et services et le type dominant d'institutions à l'aide desquelles elles institutionnalisent cette forme d'intégration. Les

bases d'une contribution à une théorie institutionnaliste des relations de distribution comme guidant le développement des sociétés humaines ont ainsi été posées.

Le second chapitre a cherché à comprendre les conséquences d'un concept comme celui d'ordre allocatif institutionnalisé pour une théorie des classes sociales. Avant d'aller plus loin, il a été nécessaire de fournir une définition de travail du capitalisme, comme un ordre allocatif institutionnalisé alliant la forme d'intégration de l'échange au capital économique comme capital médiateur. Par la suite, le travail a dû composer avec l'incapacité de reprendre intégralement la théorie des classes sociales héritée de la tradition marxiste, étant donné qu'une approche par institutions plutôt que par rapports de propriété avait préalablement été choisie. De ce fait, une approche délimitant entre elles les classes sociales selon la position de leurs membres à l'intérieur des rapports de propriété a été rendue impraticable. Afin de conserver dans la structure même du cadre théorique développé une théorie matérialiste des classes sociales, il a plutôt été nécessaire de se tourner vers la théorie bourdieusienne des classes sociales, qui permet de démarquer celles-ci selon les capitaux en la possession de leurs membres. Toutefois, un effort singulier a dû être déployé pour conserver dans ce nouveau cadre la division fondamentale de classe propre à la tradition marxiste, qui fait sa spécificité et la force de son outillage théorique. Pour ce faire, la notion de capital médiateur a été proposée comme donnant lieu à une division fondamentale de classe, similaire à celle mise de l'avant par l'approche marxiste entre détenteurs des moyens de production et non détenteurs, mais cette fois entre détenteurs du capital médiateur, donnant un contrôle et un accès privilégiés au flot de biens et services, et ceux à qui il échappe. Ces deux classes fondamentales ont été identifiées comme la classe privilégiée des détenteurs du capital médiateur et la classe subordonnée de ceux à qui il échappe. Par la suite, cette classe subordonnée a été subdivisée entre les classes moyennes, dont les membres possèdent une composition et un volume relativement importants de capitaux, comparativement aux membres des classes inférieures à qui une quantité significative de ces ressources fait défaut, bien qu'ils n'en soient pas complètement dépourvus. Une

structure bourdieusienne des classes sociales prenant pour fondement le pouvoir social ou le volume et la composition des capitaux de leurs membres a donc été proposée, tout en y intégrant une division fondamentale de classe entre ceux qui possèdent le capital médiateur et ceux à qui il fait défaut. Bien entendu, de par leur possession du capital médiateur, les membres de la classe privilégiée sont dotés d'un pouvoir social considérable qu'ils peuvent utiliser pour s'assurer un droit sur les ressources de la communauté et pour tenter d'influencer le flot des biens et services de la communauté à leur avantage. Les membres de la classe subordonnée trouvent donc déjà-là devant eux ce flot de biens et services auxquels ils doivent s'intégrer en mobilisant les capitaux à leur disposition, comme ils ne possèdent pas le capital médiateur réglant son fonctionnement. Les classes moyennes ont la chance d'avoir en leur possession des ressources relativement importantes pour s'y intégrer, alors que les classes inférieures n'ont pas les mêmes capitaux à leur disposition, bien qu'ils n'en soient pas complètement dépourvus. Ces différentes asymétries de pouvoir constituent un terrain inégal sur lequel se forment des compromis entre les classes sociales, tout aussi inégaux.

Dans le troisième chapitre il a été question de faire le lien avec l'envers de la distribution, la production, et d'illustrer comment si distribuer c'est produire, produire c'est aussi distribuer, c'est-à-dire que si la distribution de biens et services appelle à leur production, leur production appelle en retour à un contrecoup sur leur distribution, de la part de ceux impliqués dans leur production. L'interrelation dialectique de ces deux dimensions d'un ordre allocatif institutionnalisé a donc été soulignée. Par la suite, il a été proposé de considérer les membres de la classe privilégiée, ceux qui possèdent le capital médiateur, comme des *rule makers*, et les membres de la classe subordonnée, ceux qui en sont dépourvus, comme des *rule takers*, à l'intérieur d'une conception des institutions comme régimes, structurées par des règles communes faisant intervenir ces deux catégories d'acteurs, en mobilisant les travaux de Wolfgang Streeck et Kathleen Thelen sur la question. Ensuite, la définition du capitalisme comme un ordre allocatif institutionnalisé faisant intervenir échange et capital économique a été approfondie à

l'aide d'un survol de ses institutions constituantes, identifiées dans la littérature pertinente. Ce chapitre s'est terminé en explorant la notion de structure d'approvisionnement, comme un concept utile afin d'étudier l'ensemble des institutions dans lesquelles un ordre allocatif peut s'institutionnaliser, qu'elles soient constitutives de celui-ci ou non.

Dans le quatrième et dernier chapitre, il a été possible de s'intéresser aux modalités du changement social en mobilisant certains concepts propres à l'économie politique néogramscienne, tels que bloc hégémonique, bloc contre-hégémonique et bloc historique. Il a été proposé de considérer une structure d'approvisionnement de façon similaire à un bloc historique, où les institutions qui la composent reflètent la balance de pouvoir entre les forces en présence. En ce qui concerne les sources des transformations sociales, l'analyse a préféré faire preuve d'humilité méthodologique, en reconnaissant ses sources diffuses et multiples, tout en suggérant qu'à travers tout changement social peut être observée une balance changeante de pouvoir entre les classes sociales, dont les membres tentent d'améliorer leurs positions relatives, peu importe que la source du changement soit endogène ou exogène. Subséquemment, l'attention s'est portée sur ce qui a été défini par Nancy Fraser comme les conditions d'arrière-fond d'une formation sociale, aussi bien en ce qui concerne la reproduction sociale que l'écologie de la planète. S'il a été proposé d'intégrer les institutions où s'effectuent les tâches reproductives à la structure d'approvisionnement en tant que telle, les conditions écologiques d'arrière-fond ont bel et bien été reconnues comme constituant la condition d'arrière-fond de toute structure d'approvisionnement. Dans la dernière section du chapitre, la crise écologique a été prise en exemple comme un cas d'étude permettant de mettre en pratique le cadre théorique proposé, tout en illustrant son utilité. À cette fin, les différentes avenues qui s'offrent à la transition ont été analysées, et leurs avantages et désavantages respectifs ont été soupesés au regard des conditions de possibilité actuelles d'un changement social. Par la suite, un chemin d'action a été identifié, qui pourrait ouvrir la porte à une réelle transition écologique, émancipatrice

et porteuse de justice sociale. Au cours de cette analyse, le rôle central de la classe ouvrière a été mis de l'avant, tout comme la nécessité qui s'impose à cette classe de s'allier à d'autres forces sociales au pouvoir institutionnel plus grand, afin de se sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouve actuellement et d'aller ainsi au-delà des contraintes qui restreignent présentement ses possibilités d'action. Finalement, un projet inspiré des propositions du *Front commun pour la transition énergétique* a été suggéré afin d'ouvrir la porte à une alliance de classe entre les factions concernées, qui pourrait se mettre en branle en misant sur un changement social lent et incrémental, qui pourrait tout de même être assez transformationnel pour réaliser une transition écologique à la hauteur des défis du moment actuel.

Si le présent travail a réussi à atteindre les objectifs qu'il s'était fixés, c'est-à-dire à contribuer au renouveau de la pensée sociologique autour des travaux de Polanyi et de ses successeurs, sur quelques points importants, tout en contribuant à une conception matérialiste et institutionnaliste de l'histoire dans le sillage de la tradition marxiste, certains éléments ont dû être laissés de côté, faute de place, et ce même si leur développement aurait pu être bénéfique à l'analyse. C'est notamment le cas du phénomène monétaire; l'argent, la monnaie ou le capital économique, et de la valeur. Pour la même raison, le travail a fait l'économie d'une théorie bourdieusienne des champs, préférant faire usage du cadre institutionnaliste déjà développé, ainsi que d'une théorie des relations internationales, interétatiques ou intercapitalistes. Ces éléments ont tous été soulevés par les évaluateurs du mémoire, qui ont aussi reconnu la nécessité de circonscrire l'objet d'étude et de se soumettre aux contraintes de longueur propres à la forme du travail. D'autres éléments du cadre théorique proposé auraient aussi pu bénéficier d'un traitement plus exhaustif. C'est le cas des institutions identifiées comme constitutives de l'ordre allocatif capitaliste, pour lesquelles le présent travail a dû se contenter de renvoyer à la littérature pertinente, plutôt que de se plonger dans leur analyse. Parallèlement, un travail tout aussi ambitieux que nécessaire aurait le mérite d'être fait pour approfondir et développer le projet de transition proposé,

avec pour but de tracer la voie hors de l'impasse actuelle. Celui-ci n'a pu être que sommairement esquissé en relation avec l'analyse des conditions actuelles de possibilité d'un changement social transformationnel.

La méthodologie utilisée, où un éventail d'auteurs est abordé, mais pour n'aller chercher et développer que les concepts les plus intéressants, pertinents ou importants de leur outillage théorique, contient elle aussi quelques contraintes inhérentes. La principale limite d'une telle approche réside dans le fait que l'ensemble de l'œuvre des auteurs déployés n'est pas discuté, pour n'aller qu'à l'essentiel, et des auteurs appartenant à des traditions différentes peuvent être mis en relation du moment qu'ils partagent certains points d'arrimage conceptuels, par exemple, le marxisme politique, l'institutionnalisme historique et la sociologie bourdieusienne. Il faut donc composer aussi bien avec les avantages d'une telle approche, qu'avec ses limites, qui sont renforcées par les contraintes d'espace d'un mémoire de maîtrise. Considérant que le travail entrepris a déjà été jugé ambitieux par les évaluateurs, il a été estimé préférable de reconnaître et composer avec ces limitations, plutôt que de tenter de s'y soustraire par une exhaustivité qui aurait pu nuire au projet. Le cadre théorique mis de l'avant par le présent travail n'a donc pas pour objectif d'être accepté intégralement, mais d'offrir de modestes contributions originales à plusieurs débats touchant au renouveau institutionnaliste du matérialisme historique, tout en participant à développer des outils théoriques qui pourraient servir à imaginer une transition écologique et émancipatrice répondant aux conditions de possibilité du présent.

BIBLIOGRAPHIE

Althusser, L. (2011). Appendice. Du primat des rapports de production sur les forces productives. Dans *Sur la reproduction* (p. 240-248). Paris : Presses Universitaires de France.

Aston, T. H. et Philpin, C. H. E. (dir.). (1985). *The Brenner Debate : Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-industrial Europe*. Cambridge : Cambridge University Press.

Bohm-Bawerk, E. V. (1966). *Karl Marx and the Close of his System*. New York : A.M. Kelley.

Bourdieu, P. (1979). *La distinction : critique sociale du jugement*. Paris : Éditions de Minuit.

Bourdieu, P. (1986). The Forms of Capital. Dans J. G. Richardson (dir.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education* (chap. 1, p. 241-258). Westport : Greenwood Press.

Bourdieu, P. (1987). *Choses dites*. Paris : Éditions de Minuit.

Bourdieu, P. (2000). *Esquisse d'une théorie de la pratique : précédé de trois études d'ethnologie kabyle* (2e éd.). Paris : Seuil.

Bourdieu, P. (2014). *Raisons pratiques : sur la théorie de l'action*. Paris : Éditions du Seuil.

- Bourdieu, P. et Wacquant, L. c. J. D. (1992). *An Invitation to Reflexive Sociology*. Chicago : The University of Chicago Press.
- Boyer, R. (2003). Les institutions dans la théorie de la régulation. *Cahiers d'économie Politique*, 44(1), 79-101.
- Breen, R. (2005). Foundations of a neo-Weberian class analysis. Dans E. O. Wright (dir.), *Approaches to Class Analysis* (p. 31-50). Cambridge : Cambridge University Press.
- Brenner, R. (1986). The Social Basis of Economic Development. Dans J. E. Roemer (dir.), *Analytical Marxism*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Brenner, R. (2012). *Property and Progress: Where Adam Smith Went Wrong* C. Wickham (Ed.), *Marxist History-writing for the Twenty-first Century*. Oxford : British Academy Scholarship Online. Récupéré de <https://britishacademy.universitypressscholarship.com/view/10.5871/bacad/9780197264034.001.0001/upso-9780197264034-chapter-4>
- Brenner, R. (2016, 11 février). The Soviet Union and Eastern Europe: The Roots of The Crisis. Récupéré de <https://www.versobooks.com/blogs/2490-the-soviet-union-and-eastern-europe-the-roots-of-the-crisis>
- Brooks, M. A., Heijdra, B. J. et Lowenberg, A. D. (1990). Productive Versus Unproductive Labor and Rent Seeking: Lessons from History. *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, 146, 419-438. doi: 10.2307/40751325
- Buch-Hansen, H. (2018). The Prerequisites for a Degrowth Paradigm Shift: Insights from Critical Political Economy. *Ecological Economics*, 146, 157-163. doi: 10.1016/j.ecolecon.2017.10.021

Canada. (2016). *Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques*. Gatineau : Environnement et changement climatique Canada. Récupéré de http://publications.gc.ca/collections/collection_2017/eccc/En4-294-2016-fra.pdf

Carney, M. (2021). *Values : Building a Better World for All*. Toronto : Signal. Récupéré de

Castoriadis, C. (1979). *Le contenu du socialisme*. Paris : Union générale d'éditions.

Cohen, G. A. (2001). *Karl Marx's theory of history a defence* (Expanded éd.). Princeton : Princeton University Press.

Desan, C. (2010). Coin Reconsidered: The Political Alchemy of Commodity Money. *Theoretical Inquiries in Law*, 11(1). doi: 10.2202/1565-3404.1245

Desan, C. (2016). Money as a Legal Institution. Dans D. Fox et W. Ernst (dir.), *Money in the Western Legal Tradition: Middle Ages to Bretton Woods* (chap. 2). Oxford : Oxford University Press.

Engels, F. (1935). Discours sur la tombe de Karl Marx. Récupéré de <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1883/03/fe18830317.htm>

Federici, S. (2004). *Caliban and the Witch : Women, the Body and Primitive Accumulation*. New York : Autonomedia.

Fraser, N. (2000). Rethinking Recognition. *New Left Review*, 3(Mai-Juin), 107-120.

Fraser, N. (2014). Behind Marx's hidden abode. *New Left Review*, 86(Mars-Avril), 55-72.

- Fraser, N. (2017). From Progressive Neoliberalism to Trump—and Beyond. *American Affairs*, 1(4), 46-64.
- Fraser, N. (2021). Climates of Capital. *New Left Review*, 127(Janvier-février), 94-127.
- Front commun pour la transition énergétique. (2020). *Feuille de route pour la transition du Québec vers la carboneutralité* (version 2.0). Récupéré de https://www.pourlatransitionenergetique.org/wp-content/uploads/QcZeN-FeuilledeRoute_v2.pdf
- Giovannoni, O. (2014). *What Do We Know About the Labor Share and the Profit Share? Part I: Theories*. Levy Economics Institute of Bard College. Annandale-on-Hudson. Récupéré de http://www.levyinstitute.org/pubs/wp_803.pdf
- Giurco, D., Dominish, E., Florin, N., Watari, T. et McLellan, B. (2019). Requirements for Minerals and Metals for 100% Renewable Scenarios. Dans S. Teske (dir.), (p. 437-457). Cham : Springer Nature.
- Graeber, D. (2014). *Debt : The First 5,000 Years* (2e éd.). New York : Melville House.
- Gruchy, A. G. (1987). *The Reconstruction of Economics : An Analysis of the Fundamentals of Institutional Economics*. New York : Greenwood Press.
- Haas, T. (2019). Struggles in European Union Energy Politics: A Gramscian Perspective on Power in Energy Transitions. *Energy Research & Social Science*, 48, 66-74. doi: <https://doi.org/10.1016/j.erss.2018.09.011>
- Harcourt, G. C. (1986). *Controversies in Political Economy*. Brighton : Wheatsheaf.

Hodgson, G. M. (2016). Conceptualizing Capitalism: A Summary. *Competition & Change*, 20(1), 37-52. doi: 10.1177/1024529415611264

Huber, M. T. (2019). Ecological Politics for the Working Class. *Catalyst*, 3(1).
Récupéré de <https://catalyst-journal.com/2019/07/ecological-politics-for-the-working-class>

Huber, M. T. (2021a). Still No Shortcuts for Climate Change. *Catalyst*, 4(4), 124-149.

Huber, M. T. (2021b). Why the Green New Deal Has Failed — So Far. *Jacobin*.
Récupéré de <https://jacobinmag.com/2021/05/green-new-deal-climate-change>

Ikeler, P. et Limonic, L. (2018). Middle Class Decline? The Growth of Professional-
Managers in the Neoliberal Era. *The Sociological Quarterly*, 59(4), 549-570.
doi: 10.1080/00380253.2018.1479197

Ingham, G. (2008). *Capitalism*. Cambridge : Polity Press.

Jessop, B. (1996). A Neo-Gramscian Approach to the Regulation of Urban Regimes:
Accumulation Strategies, Hegemonic Projects, and Governance. Dans M.
Lauria (dir.), *Reconstructing Urban Regime Theory* (p. 51-73). London : SAGE.

Jo, T.-H. et Todorova, Z. (2017). Social Provisioning Process: A Heterodox View of
the Economy. Dans T.-H. Jo, L. Chester et C. D'Ippoliti (dir.), *The Routledge
Handbook of Heterodox Economics : Theorizing, Analyzing, and Transforming
Capitalism*. London : Taylor and Francis.

Kalecki, M. (1968). *Theory of Economic Dynamics: An Essay on Cyclical and Long-
Run Changes in Capitalist Economy* (2e éd.). New York : Monthly Review
Press.

- Kenrick, D. T., Griskevicius, V., Neuberg, S. L. et Schaller, M. (2010). Renovating the Pyramid of Needs. *Perspectives on Psychological Science*, 5(3), 292-314. doi: 10.1177/1745691610369469
- Keynes, J. M. (2018). *The General Theory of Employment, Interest, and Money*. Cham : Palgrave Macmillan.
- King, A. (2000). Thinking with Bourdieu against Bourdieu: A 'Practical' Critique of the Habitus. *Sociological Theory*, 18(3), 417-433. doi: 10.1111/0735-2751.00109
- Lénine, V. (1936). *L'État et la révolution*. Moscou : Éditions en langues étrangères.
- Lénine, V. (1945). *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*. Paris : Éditions sociales.
- Lind, M. (2020). *The New Class War: Saving Democracy from the Managerial Elite*. New York : Portfolio.
- Lordon, F. (2007). *Le don tel qu'il est, et non tel qu'on voudrait qu'il fût*. Bureau d'économie théorique et appliquée. Strasbourg. Récupéré de <https://core.ac.uk/download/pdf/6857495.pdf>
- Lordon, F. (2010). *Capitalisme, désir et servitude*. Paris : La Fabrique Éditions.
- Lordon, F. (2011). *L'intérêt souverain*. Paris : La Découverte.
- Maisano, C. (2021). Can Labor Break Its Double Bind? *Catalyst*, 4(4), 44-68.

- Martins, N. O. (2017). The Social Surplus Approach: Historical Origins and Present State. Dans T.-H. Jo, L. Chester et C. D'Ippoliti (dir.), *The Routledge Handbook of Heterodox Economics : Theorizing, Analyzing, and Transforming Capitalism*. London : Taylor and Francis.
- Marx, K. (1969). *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Paris : Éditions sociales.
- Marx, K. (1970). *L'idéologie allemande*. Paris : Les éditions sociales. Récupéré de http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/ideologie_allemande/Ideologie_allemande.pdf
- Marx, K. (1972a). *Contribution à la critique de l'économie politique*. Paris : Éditions sociales.
- Marx, K. (1972b). *Critique des programmes de Gotha et Erfut*. Paris : Éditions sociales. Récupéré de http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/critique_progr_gotha/programme_gotha.pdf
- Marx, K. (1972c). *Manuscrits de 1844*. Paris : Éditions sociales.
- Marx, K. (1974). *Les luttes de classes en France 1848-1850*. Paris : Éditions sociales.
- Marx, K. (1976). *Le Capital : livre III*. Paris : Éditions sociales.
- Marx, K. (1993). *Le Capital : livre I*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Marx, K. (2010). *Le chapitre VI : manuscrits de 1863-1867*. Paris : Les éditions sociales.

- Marx, K. et Engels, F. (1895). *Manifeste du parti communiste* (L. Lafargue, trad.). Paris : Ère nouvelle.
- Marx, K. et Engels, F. (1998). *Manifeste du parti communiste* (É. Bottigelli, trad.). Paris : Flammarion.
- Mauss, M. (1968). *Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques* (4e éd.). Paris : Presses universitaires de France.
- Max-Neef, M. (2017). Development and human needs. Dans D. Gasper et A. L. St.Clair (dir.), *Development Ethics* (p. 169-186). London : Routledge.
- Olin Wright, E. (2005). Foundations of a Neo-Marxist Class Analysis. Dans *Approaches to Class Analysis* (p. 4-30). Cambridge : Cambridge University Press.
- Otis, G. (dir.). (2019). *Contributions à l'étude des systèmes juridiques autochtones et coutumiers*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Panitch, L. (2020). A Decade on the Left. *Tribune*. Récupéré de <https://tribunemag.co.uk/2020/03/a-decade-on-the-left>
- Parisot, J. (2019). *How America Became Capitalist : Imperial Expansion and the Conquest of the West*. London : Pluto Press.
- Patel, R. et Goodman, J. (2019). A Green New Deal for Agriculture. *Jacobin*. Récupéré de <https://jacobinmag.com/2019/04/green-new-deal-agriculture-farm-workers>
- Phillips, L. (2015). *Austerity Ecology & the Collapse-porn Addicts*. Winchester : Zero Books.

- Pineault, É. (2017). Quelle économie, pour quelle écologie? De l'écologie humaine au métabolisme social. Dans N. Brunet, P. F. Vieira, M. Saint-Arnaud et R. Audet (dir.), *L'espoir malgré tout : L'œuvre de Pierre Dansereau et l'avenir des sciences de l'environnement* (chap. 7, p. 137-157). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Pirenne, H. (1915). The Economics of the Town. Dans *Belgian Democracy, its Early History* (p. 76-107). Manchester : The University Press.
- Polanyi, K. (1957). The Economy As Instituted Process. Dans K. Polanyi, C. M. Arensberg et H. W. Pearson (dir.), *Trade and Market in the Early Empires* (p. 243-270). Glencoe : The Free Press.
- Polanyi, K. (1977). *The Livelihood of Man*. New York : Academic Press.
- Polanyi, K. (2001). *The Great Transformation : The Political and Economic Origins of Our Time* (2e éd.). Boston : Beacon Press.
- Pollin, R. (2018). De-Growth vs a Green New Deal. *New Left Review*, 112(Juillet-Août), 5-25.
- Przeworski, A. (1980). Social Democracy as a Historical Phenomenon. *New Left Review*, 1/122(Juillet-Août), 27-58.
- Québec. (2020). *Plan pour une économie verte 2030*. Québec : Environnement et Lutte contre les changements climatiques. Récupéré de <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/environnement/publications-adm/plan-economie-verte/plan-economie-verte-2030.pdf?1605549736>
- Robinson, J. (1967). *An Essay on Marxian Economics* (2e éd.). London : Macmillan.

Robinson, J. (1972). The Second Crisis of Economic Theory. *The American Economic Review*, 62(1/2), 1-10.

Robinson, J. (2013). *Accumulation of Capital*. Basingstoke : Palgrave Macmillan.

Rockström, J., Steffen, W., Noone, K., Persson, Å., Chapin, F. S., Lambin, E., . . .
Foley, J. (2009). Planetary Boundaries: Exploring the Safe Operating Space for
Humanity. *Ecology and Society*, 14(2).

Spinoza, B. (1965). *Éthique*. Paris : GF Flammarion.

Spinoza, B. (2013). *Traité politique*. Paris : Allia.

Stanford, J. (2021). *Employment Transitions and the Phase-Out of Fossil Fuels*. Centre
for Future Work : Récupéré de [https://centreforfuturework.ca/wp-
content/uploads/2021/01/Employment-Transitions-Report-Final.pdf](https://centreforfuturework.ca/wp-content/uploads/2021/01/Employment-Transitions-Report-Final.pdf)

Streeck, W. (2010). Bringing Capitalism Back In. Dans W. Streeck (dir.), *Re-Forming
Capitalism: Institutional Change in the German Political Economy*. Oxford :
Oxford University Press.

Streeck, W. (2011). Taking capitalism seriously: towards an institutionalist approach
to contemporary political economy. *Socio-Economic Review*, 9(1), 137-167.
doi: 10.1093/ser/mwq028

Streeck, W. (2014). How Will Capitalism End? *New Left Review*, 87(Mai-Juin), 35-64.

Streeck, W. (2018). E Pluribus Unum? Varieties and Commonalities of Capitalism.
Dans M. Granovetter et R. Swedberg (dir.), *The Sociology of Economic Life* (p.
419-455). New York : Routledge.

Streeck, W. et Thelen, K. (2005). Introduction: Institutional Change in Advanced Political Economies. Dans W. Streeck et K. Thelen (dir.), *Beyond Continuity: Institutional Change in Advanced Political Economies*. Oxford : Oxford University Press.

Syverson, T. (2021). *Culture, Politics, and the Unreal Economy*. Récupéré de <https://www.thebellows.org/culture-politics-and-the-unreal-economy/>

Thomas, J. M. (2010). The racial formation of medieval Jews: a challenge to the field. *Ethnic and Racial Studies*, 33(10), 1737-1755. doi: 10.1080/01419871003706766

Thompson, E. P. (1968). *The Making of the English Working Class*. Harmondsworth : Penguin Books.

Van Apeldoorn, B. et Overbeek, H. (2012). Introduction: The Life Course of the Neoliberal Project and the Global Crisis. Dans H. Overbeek et B. van Apeldoorn (dir.), *Neoliberalism in Crisis* (p. 1-20). London : Palgrave Macmillan UK.

Wanner, T. (2015). The New ‘Passive Revolution’ of the Green Economy and Growth Discourse: Maintaining the ‘Sustainable Development’ of Neoliberal Capitalism. *New Political Economy*, 20(1), 21-41. doi: 10.1080/13563467.2013.866081

Weber, M. (1995). *Économie et société : les catégories de la sociologie* (vol. 1). Paris : Pocket.

Weber, M. (1999). Class, Status, and Party. Dans R. Swedberg (dir.), *Essays in Economic Sociology* (p. 83-96). Princeton University Press.

- Weber, M. (2016). *Concepts fondamentaux de sociologie*. Paris : Gallimard.
- Weininger, E. B. (2005). Foundations of Pierre Bourdieu's class analysis. Dans E. O. Wright (dir.), *Approaches to Class Analysis*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Winkler, H. (2020). Towards a theory of just transition: A neo-Gramscian understanding of how to shift development pathways to zero poverty and zero carbon. *Energy Research & Social Science*, 70. doi: 10.1016/j.erss.2020.101789
- Wood, E. M. (1981). The Separation of the Economic and the Political in Capitalism. *New Left Review*, 1/127(Mai-Juin), 66-95.
- Wood, E. M. (2002). *The Origin of Capitalism : A Longer View*. London : Verso.
- Wood, E. M. (2016). *Democracy Against Capitalism: Renewing Historical Materialism*. New York : Verso.
- Wright, E. O. (2009). Understanding Class: Towards an Integrated Analytical Approach. *New Left Review*, 60(Novembre-Décembre), 101-116.